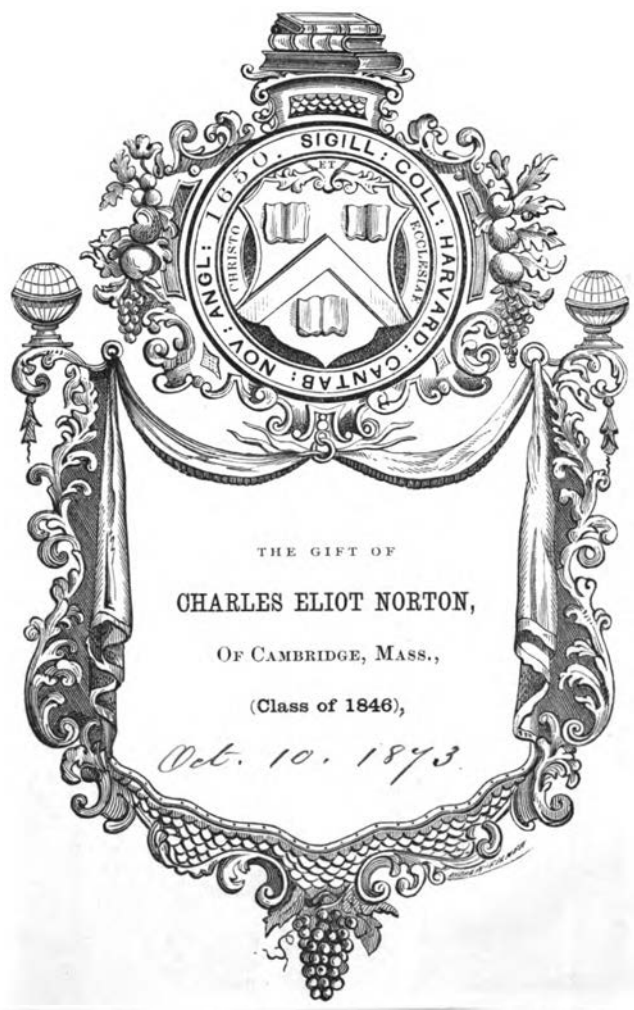


Ital
81.848.22

Bd. 1874.



Geo. Com. Ventis.

Paris 1849.

LA RELIGION
ET
LA DÉMOCRATIE.

**DISCOURS FUNÈBRE
POUR LES MORTS DE VIENNE**

Prononcé à Rome le 27 novembre 1848

PRÉCÉDÉ

D'UN APERÇU SUR LA SITUATION ROMAINE
ET LE RÈGNE TEMPOREL DE PIE IX

Giuseppe Venturoli
LE R. P. VENTURADE *Paulica*

TRADUIT DE L'ITALIEN ET ANNOTÉ

PAR L'ABBÉ ANATOLE LERAY.

DEUXIÈME ÉDITION.

PARIS

A LA LIBRAIRIE UNIVERSELLE, 2, PASSAGE DU SAUMON,

ET CHEZ A. RENÉ, 32, RUE DE SEINE.

A ROME, CHEZ MERLE, LIBRAIRE, PLACE COLONNA.

—
1849

~~44.87~~

HARVARD COLLEGE LIBRARY

Ital 581.848.22

✓

1873, Oct. 10.

Gift of

Charles E. Norton,

of Cambridge.

(H. U. 1846.)

AVERTISSEMENT DU TRADUCTEUR.

Nous nous bornerons, pour cet avertissement, à reproduire la lettre suivante, adressée au journal *l'Ère nouvelle*, et publiée dans la *Démocratie pacifique* du 10 janvier 1849 :

A M. le rédacteur de *l'Ère nouvelle* :

Le dernier discours prononcé par le P. Ventura à l'occasion du service funèbre pour *les morts de Vienne*, n'a point reçu un accueil également favorable de la part de tous les organes de la presse religieuse. La réserve pleine de convenance qui vous a fait ne point adopter des accusations encore dénuées de preuves, contre une réputation aussi illustre que celle du R. P. Ventura, nous fait un devoir d'adresser à vous tout d'abord ces quelques pages que nous avons tracées pour sa défense.

Avant de publier la traduction du discours en entier, nous croyons utile de communiquer au public les impressions que sa lecture a produites en nous. Il importe que tous les catholiques sachent bien à quoi s'en tenir sur la pensée et les actes du célèbre orateur. L'influence immense que le P. Ventura a exercée sur les affaires de l'Eglise et de l'Italie, et celle plus grande encore qu'il exercera sans doute dans l'avenir, doit nous faire prêter l'attention la plus sérieuse à tous les jugements qu'il porte, comme à toutes les idées qu'il défend.

Nous avons résumé l'oraison funèbre d'O'Connell en ces deux mots : LA RELIGION ET LA LIBERTÉ. Ce titre reçut la sanction de l'auteur, et ne contribua pas peu à la propagation de son œuvre, en en manifestant tout d'abord et le sens et la haute portée. Aujourd'hui, nous résumerons le présent discours en ces deux mots : LA RELIGION ET LA DÉMOCRATIE, et nous avons la ferme confiance de traduire encore avec exac-

titude la pensée de l'auteur, comme aussi de signaler par le titre seul l'objet et l'importance du discours.

Ce discours est une application plus vivante, plus actuelle et plus énergique encore des principes énoncés dans l'*Oraison funèbre d'O'Connell*. L'auteur est entré plus avant dans l'appréciation théologique des questions de la politique moderne. Il y était, du reste, naturellement entraîné par la marche rapide des événements. Esprit clair et positif, mais progressif, le P. Ventura ne se laisse jamais dépasser par son siècle. On le voit qui pénètre toujours de plus en plus dans les profondeurs et l'avenir des questions politiques. Après avoir résolu le problème du *libéralisme*, il vient, ce nous semble, de résoudre celui de la *démocratie*; et nous appelons de tous nos vœux le jour où cet éminent théologien et publiciste abordera enfin les questions sociales, véritables questions de l'avenir, si déjà elles ne peuvent être appelées les questions du présent. Il ne nous suffit plus d'avoir conquis, *en droit*, la *liberté politique*, si nous sommes dépourvus, *en fait*, des éléments et des institutions qui peuvent seules nous faire jouir de cette liberté. Après la question presque exclusivement *politique* de la *liberté*, doit donc venir celle plus radicale et plus sérieuse encore de l'*égalité sociale*, et nous avons la conviction bien profonde que, sur ce point comme sur l'autre, le christianisme seul pourra fournir et féconder les principes d'une bonne solution.

Dans son dernier discours, disons-nous, le P. Ventura a donné plus d'ampleur et de développement aux principes de son *libéralisme*. Il les a étendus jusqu'au point d'embrasser la *démocratie* tout entière; et, comme toujours, l'enseignement doctrinal le plus philosophique et le plus orthodoxe, l'argumentation la plus serrée et la plus lucide, servent de fondement et de trame aux inspirations et aux élans de l'éloquence la plus patriotique et la plus animée.

La démocratie moderne, pour être bien comprise et bien appliquée, appelle nécessairement l'étude et la solution de deux questions fort graves et pleines d'actualité, à savoir : celle des *rapports de l'Eglise et de la Révolution*, et celle de la distinction théologique à établir entre l'*insurrection légitime* et la *révolte condamnable*. Le P. Ventura a abordé ces questions avec la rigueur et la clarté doctrinales, la franchise et la hardiesse de langage qui ont rendu si célèbres et sa science théologique et la loyauté de son caractère.

Nous ne croyons pas que vous puissiez trouver quelque

chose à critiquer dans la doctrine du *discours*. Tout ce qui émane du P. Ventura est toujours éminemment et exclusivement chrétien. On pourrait définir cet homme : la haine du paganisme en religion, en politique, en philosophie et en littérature. Toujours plongé dans l'étude de l'Écriture, des Pères et des Conciles, comme ses ouvrages et en particulier ses innombrables et savantes homélies le démontrent, il semblerait qu'il ne connaît pas d'autre doctrine que celle de l'Église, et que tout le reste lui est indifférent, pour ne pas dire digne de mépris. C'est sur l'autorité et l'enseignement des Pères et des théologiens les plus vénérés dans l'Église qu'il a fondé cette belle théorie du *libéralisme chrétien*, dont il a su faire ensuite une application si admirable à la solution des questions les plus brûlantes de la politique moderne.

En un mot, le P. Ventura possède la *science du christianisme*, et c'est le plus bel éloge que l'on puisse faire de lui, lorsqu'on pense au petit nombre de personnes qui *connaissent véritablement* le christianisme. A ce point de vue, le P. Ventura est peut-être l'homme le plus éminent du Clergé européen. Et si un Concile général a lieu prochainement, ce qui est l'objet des vœux des intelligences les plus éclairées, et ce que semblent pressentir tous les cœurs qu'émeuvent les besoins de la société religieuse actuelle ; si un Concile général a lieu, disons-nous, le P. Ventura en sera l'âme et la parole la plus puissante. Nul ne le surpasse dans son zèle pour l'Église et dans la connaissance des réformes que réclament aujourd'hui l'organisation et l'administration ecclésiastique, l'enseignement clérical et la propagande apostolique. Cet homme, que l'Italie a mis au premier rang de ses prédicateurs, qui occupe avec tant de gloire, depuis plusieurs années, la première chaire catholique du monde, celle de saint Pierre de Rome ; cet homme, que tous les étrangers veulent voir et entretenir et que tous quittent pleins d'enthousiasme pour sa science et son esprit de foi, est donc le savant dont nous devons le moins vite suspecter l'orthodoxie, celui que nous pouvons regarder, au contraire, comme une personnification vivante de la pensée catholique ou universelle, comme l'autorité privée la plus compétente et la plus sûre pour l'appréciation théologique des questions de la controverse politique et religieuse.

Considéré comme théologien, nous ne croyons donc pas que le P. Ventura ait beaucoup à redouter les attaques qui pourraient lui être livrées. Et nous sommes sûr que, si cette cri-

tique se formule, ce ne sera pas au moins dans le journal qui a si bien compris et traité la question de l'alliance entre la religion et la démocratie.

Mais le P. Ventura n'est pas seulement théologien illustre, il est encore patriote ardent, et, à ce dernier titre, l'Italie possède bien peu d'hommes qui aient autant écrit et travaillé pour elle. Cet entraînement du patriotisme ne sera peut-être pas compris des étrangers, de ceux qui sont absents du théâtre des événements par la nature de leurs intérêts autant que par l'éloignement des lieux ; mais il trouvera de l'écho dans le cœur italien qu'anime l'amour du pays et le besoin de l'indépendance et de la liberté. Là où nous ne verrons que les exagérations d'un zèle excessif, l'Italie admirera et bénira les accents d'un patriotisme sublime et digne de reconnaissance.

Et d'ailleurs, tout en adoptant, comme nous devons le faire, les principes d'un enseignement aussi exact qu'il est grandiose et sympathique, rien ne nous oblige d'en accepter toutes les applications. Nous pouvons très-bien ne pas partager les jugements personnels de l'auteur, faire nos réserves, en un mot, quant à la question de faits et de personnes, — et la manière dont votre journal a traité jusqu'ici la *question italienne* nous garantit d'avance que vous ne manquerez pas de faire ces réserves.

Et, sur ce dernier point même, nous croyons qu'il faut être bien sûr de soi, avant de s'inscrire en faux contre un jugement du P. Ventura, c'est-à-dire contre le jugement de l'homme sincère et loyal par excellence, mieux renseigné souvent que les diplomates les plus habiles, et surtout plus éclairé qu'eux sur les besoins et les intérêts de la société religieuse.

Il y a déjà bien des années que le P. Ventura poursuit opiniâtrément la création et le développement d'une politique à la fois libérale et chrétienne, et cherche à délivrer la papauté de la servitude des alliances avec les gouvernements et les dynasties, pour l'unir à la cause de l'idée et des peuples. C'est lui qui a inauguré à Rome la *politique de la franchise*, et frappé de mort, en la dépopularisant, la *diplomatie de la ruse et du mensonge*. Il a tout fait pour délivrer la papauté de ce joug qui l'opprime, de cette influence qui la paralyse, de ces menées et de ces intrigues qui la trompent et l'avilissent. Sur ce point, il fut toujours inflexible et implacable. Le zèle de la vérité le dévore. *Loquebar de testimoniis tuis et non confundebar*, ont mis les Romains au bas de son portrait. Lors-

que le P. Ventura désapprouve la politique du gouvernement romain, ne nous hâtons donc pas de la prôner et d'y applaudir. Si le P. Ventura se trompe dans l'appréciation des faits et des personnes, il est sûr au moins qu'il ne trompe jamais. Tous ceux qui l'ont approché savent qu'il est aussi sincère dans ses actes que dans ses paroles. La conscience seule dirige ses jugements, nul homme ne l'égale peut-être dans la haine pour la feinte et le mensonge.

Et n'est-il pas dans son droit ; que dis-je, ne remplit-il pas un devoir, en blâmant la politique d'un gouvernement qu'il s'est efforcé lui-même d'entraîner dans une autre voie ? Ayons pour principe qu'il faut toujours expier tôt ou tard le peu de franchise et de courage que l'on a mis à proclamer la vérité. Combien l'Eglise et le clergé, en particulier, n'ont-ils pas eu à souffrir de ces panégyristes maladroits et de ces écrivains inintelligents qui ont voulu cacher les faits ou déguiser la vérité de l'histoire ! L'histoire, qui dit toute la vérité, ne sera jamais que la justification de la Providence et un des moyens les plus efficaces pour préparer le salut et la glorification des élus. Malheur à celui qui fausse ou même qui tait la vérité historique ! Dieu et la société vengeront un jour l'outrage qu'on leur fait subir. L'intérêt de la vérité, et, comme conséquence, celui de la Religion et du progrès social, doivent toujours l'emporter sur tout autre intérêt. Nous ne pouvons donc qu'admirer un homme, un religieux surtout, qui ose proclamer ainsi ce qu'il croit être la vérité, sans tenir compte de ce que peut en souffrir sa réputation même.

Le P. Ventura s'est enfin prononcé sur ce que beaucoup connaissent, mais que bien peu osent avouer : sur la distinction nécessaire à établir entre la papauté et son gouvernement, entre la personne du pape et son entourage ; et si cette distinction l'a conduit presque toujours à défendre et à glorifier l'un, elle l'a conduit aussi bien des fois à blâmer et à flétrir l'autre.

Enfin, sans être dupe, comme il le dit lui-même, des intentions et des tendances d'une minorité ultra-radical, tout aussi peu favorable à la liberté qu'à la religion ; tout en travaillant à arracher le masque et à paralyser l'influence des ennemis communs de l'Eglise et du peuple, il n'a pas craint cependant de défendre avec foi et énergie le parti libéral italien ; de le montrer comme le parti vraiment national, représentant l'opinion du peuple et s'appuyant sur les intérêts et les vœux des masses mêmes, et non point, comme on le répète

si souvent en France, sur ceux d'une poignée de meneurs et d'intrigants. Il a proclamé hautement que la question romaine est *politique* et non *religieuse* ; qu'en Italie, comme ailleurs, le mouvement libéral et démocratique n'a rien d'hostile à la Religion et à la Papauté, et qu'il ne deviendrait dangereux que le jour où on lui ferait une opposition injuste et maladroite. Et voilà pourquoi le P. Ventura n'a point fait retomber sur ce mouvement lui-même la responsabilité des maux qui affligent aujourd'hui la ville de Rome et le monde chrétien tout entier.

Pour les hommes qui étudient l'histoire avec un esprit sérieux et philosophique, la responsabilité des maux qu'enfanta la Révolution française ne doit pas retomber uniquement sur ceux-là qui furent les promoteurs du mouvement démocratique, mais bien plus encore peut-être sur ces partis attardés, incorrigibles par les moyens de persuasion, qui opposèrent une résistance opiniâtre et pleine d'injustice à la réalisation des réformes politiques et sociales exigées par les progrès et les besoins du temps. Ce que les hommes les plus intelligents ne font encore que découvrir dans l'étude des faits déjà anciens de la Révolution française, le P. Ventura a eu le génie de l'apercevoir et le courage de le dire, dans son exposé et son appréciation des phases de la révolution qui s'opère actuellement en Italie.

Placé au milieu de la lutte et résolu à ne point désertier le champ de bataille, les émotions qu'occasionnent toujours ces époques de transition et de perturbation sociale n'ont pu jeter le trouble dans son intelligence et son cœur, lui faire perdre un instant de vue le but du voyage et le phare des principes qui doit éclairer la route. Quel étranger a été voir l'illustre théatin et n'a admiré la force et la logique de sa pensée, la gravité et le naturel de son maintien, le calme et la fermeté de son regard, d'ailleurs si naïf et si plein de bonté ! Nous laisserons à d'autres la charge de critiquer un tel homme. Mais nous, qui avons vu ce génie laborieux s'user tout le long du jour pour aider Pie IX dans son œuvre de régénération ; nous, qui avons pu apprécier la force et l'étendue de son dévouement pour le Pontife ; qui avons contemplé le spectacle donné par ce simple prêtre, capable d'arriver aux plus hautes fonctions et aux plus grands honneurs, refusant de rien faire pour y parvenir, et demeurant, au contraire, toujours inébranlable et toujours désintéressé au milieu des feux croisés de l'intrigue et de la

courtisanerie, nous lui garderons inviolablement notre amour et notre admiration. Nous continuerons d'avoir foi et confiance dans la mission auxiliaire qu'il est appelé à remplir auprès de Pie IX. Celui qui fut l'inspirateur le plus efficace et l'auxiliaire le plus puissant de ces réformes qui ont élevé si haut la gloire du Pontife et propagé si loin sa popularité, dont la magique influence est ce qui lui fait encore adresser ces manifestations universelles de sympathies ; celui qui encouragea et défendit Pie IX dans les débuts de ses travaux, le soutiendra et le défendra encore dans l'achèvement de son œuvre ; et nous sommes sûrs que le même jour qui verra Pie IX, *rappelé par le seul amour de son peuple*, rentrer triomphalement dans Rome, le verra aussi sanctionner les principes religieux et politiques solennellement proclamés aujourd'hui par l'illustre théatin. Le P. Ventura, qui continue d'unir la pensée libérale et la pensée religieuse, est l'homme destiné par le Providence à renouer de nouveau les liens d'amour entre Pie IX et les Romains.

Non, non, la Papauté, qui a survécu à tant d'épreuves, ne succombera point encore aux nouvelles tribulations qui l'attendent. Si Pie IX, recueillant un héritage déjà bien compromis, placé entre des forces et des intérêts contraires, toujours dévoué à son peuple, mais souvent trahi dans l'exécution de ses ordres ; si Pie IX n'a pu consolider le gouvernement ecclésiastique, il a au moins fait aimer la Papauté. Il est le seul, entre tous les souverains de l'Europe, qui ait voulu régner par le cœur et la vertu : le monde chrétien lui en conservera une éternelle reconnaissance. La manière dont il supporte ses malheurs actuels ne sera pas moins utile et glorieuse pour l'Eglise et la Papauté. Pie IX a montré ce qu'était un Pape au milieu des splendeurs du succès ; il va maintenant montrer ce qu'il peut être dans les abaissements de l'adversité (1). C'est ainsi que les grandes œuvres de Dieu doivent être éprouvées. Le monde pourra apprécier maintenant plus que jamais ce qu'il y a de spirituel, d'idéal, d'immortel dans ce grand principe de la Papauté chrétienne : ce qui y réside de puissance et de vitalité divines. Si le trône du roi de Rome ne pouvait résister à cette tempête qui renverse et emporte tous les pouvoirs humains, la Papauté, seul

(1) Qu'on se souvienne ici que cette lettre est écrite en date du 1^{er} janvier.

pouvoir d'origine positivement divine, ne serait pas pour cela menacée de périr ; elle s'élèverait, au contraire, sur toutes ces ruines, plus forte, plus pure et plus éclatante que jamais. La Providence emmène Pie IX, pour qu'il n'assiste pas à l'immolation d'une foule d'institutions condamnées, parce qu'elles compromettent la Papauté plutôt qu'elles ne la sauvegardent. Dieu saura glorifier cet exilé volontaire, tout en accordant, dans sa miséricorde, des grâces et des fruits de bénédiction à ceux des patriotes italiens qui travaillent en toute sincérité de cœur et de conscience à l'affranchissement de leur pays et au développement de ses institutions libérales.

Ces quelques explications suffiront, je l'espère, pour faire comprendre comment, au milieu des développements théoriques de la doctrine, le P. Ventura n'a pas cessé d'être patriote et de faire des vœux pour la délivrance et la prospérité de l'Italie. Ils feront apprécier les motifs qui l'ont porté, en vue même des intérêts du Saint-Père, à ménager les susceptibilités des personnes venues pour l'entendre, à garder un silence prudent sur la fuite et la position actuelle du Pape, et à s'efforcer toujours de démontrer qu'une alliance légitime peut s'établir entre l'Eglise et la cause démocratique, en Italie, en Autriche et dans toutes les parties du monde.

Du reste, la lecture du *discours*, et surtout celle de l'*introduction* fort étendue qui le précède, vous expliquera mieux que je ne pourrais le faire moi-même les motifs de la conduite tenue par le P. Ventura, dans ces derniers événements de la révolution romaine.

Agréés, etc.

L'abbé ANATOLE LERAY.

Paris, 1^{er} janvier 1849.

NOTA. Voir aux *pièces justificatives* le post-scriptum de cette lettre, ainsi que la reproduction de la polémique engagée avec quelques feuilles religieuses au sujet des critiques qu'elles s'étaient permises contre les écrits et les actes du P. Ventura, page 81.

INTRODUCTION ET PROTESTATION DE L'AUTEUR

OU APERÇU SUR LA SITUATION ROMAINE ET LE RÈGNE
TEMPOREL DE PIE IX.

Nous l'avons répété plusieurs fois : la Religion, sans la liberté, est déshonorée ; et la liberté, sans la Religion, est compromise. La Religion, sans la liberté, se change en instrument de despotisme ; la liberté, sans la Religion, dégenère en anarchie. Poursuivant donc d'une haine égale, et en vertu du même principe évangélique, des mêmes convictions chrétiennes, l'anarchie et le despotisme, nous aimons sincèrement l'union de la liberté et de la religion ; et, RELIGION ET LIBERTÉ, telle est notre profession de foi, notre symbole politico-religieux ; telle est notre devise, le drapeau autour duquel nous combattons, et sous lequel nous désirons voir réunis tous les hommes religieux par conviction et sincèrement libéraux.

Le présent *discours* n'est que l'exposition la plus claire possible de ce symbole, un nouvel appel aux âmes nobles et généreuses, à adopter une telle devise et à s'unir sous un tel drapeau : le seul qui puisse nous conduire à une victoire certaine, à une conquête glorieuse et durable.

Nous pouvons donc assurer d'avance que ce *discours* rencontrera chez les lecteurs les deux mêmes espèces de critiques qu'il a rencontrées dans l'auditoire venu pour nous entendre : il sera censuré, et par ceux qui combattent pour la liberté sans prendre souci de la Religion, et par ceux qui aiment la Religion, mais qui ont en horreur jusqu'au mot même de liberté. Les uns l'appelleront superstitieux, les autres, révolutionnaire. Les uns nous accuseront d'anarchie, les autres de fanatisme ; car tel est et tel sera toujours la condition de la Vérité pendant son passage sur cette terre, jusqu'au jour où elle retournera au Ciel d'où elle est des-

condue ; telle est sa condition, dis-je, d'être combattue par les systèmes erronés de deux écoles opposées, semblable en cela à son divin Auteur, crucifié entre deux larrons, et recevant de deux côtés opposés l'insulte et le blasphème.

Il ne sera cependant pas inutile d'adresser quelques paroles à ces deux classes de censeurs. Il y a, dit la Sainte-Ecriture, un temps où on doit se taire, et un temps où l'on doit parler ; *TEMPUS TACENDI ET TEMPUS LOQUENDI*. Eh bien ! nous nous sommes tu, lorsqu'il était prudent de se taire ; et, aux accusations gratuites, aux critiques impudentes, que nos ennemis ou nos rivaux nous ont adressées, dans l'excès de leur charité, nous n'avons opposé que le silence et la résignation. Mais, aujourd'hui, est venu le temps où c'est pour nous un devoir de parler, et nous voulons le remplir : qu'il en advienne ce qu'on voudra ; nous sommes préparé et résigné à tout.

Sans manquer aux égards dus à de hauts personnages, nous soulèverons donc un coin du voile qui couvre les intrigues ourdies pour nous perdre. Puisqu'on nous oblige à parler de notre personne, nous en dirons quelque chose, abandonnant le reste à l'Histoire. Dans les conditions difficiles où se trouve aujourd'hui l'Italie et Rome, la Religion et la Liberté, et dans lesquelles nous nous trouvons nous-même, nous, ami sincère de la Liberté et de la Religion, de l'Italie et de Rome ; nous devons à Dieu et aux hommes, à l'Eglise et à la société une manifestation plus explicite de nos sentiments, une profession plus claire de nos opinions, un compte-rendu sincère de notre conduite. Mais, tout en étant franc et sincère, nous éviterons d'être imprudent.

Et d'abord, ceux qu'on appelle *OBSCURANTISTES*, à la simple annonce de la publication de ce discours, ne manqueront point cette fois encore de répéter : « Que fait cet ecclésiastique et ce religieux ? Que se mêle-t-il d'affaires de gouvernement et de discussions politiques ? qu'il s'occupe d'Ecriture et de Théologie, qu'il prêche l'Evangile, et récite son Bréviaire. Ce n'est point dans la Cellule, mais dans le Cabinet ; ce n'est point dans la Chaire, mais dans la Tribune parlementaire que l'on doit parler de politique et de l'application de la science de l'Etat à l'ordre social. »

Mais, ne leur en déplaise, nous croyons que rien n'est plus faux et plus funeste que ces maximes ; et ceux qui

les répètent font preuve d'ignorance ou de légèreté, de malice ou de sottise.

Saint Bernard et saint Thomas étaient aussi, eux, ecclésiastiques et religieux. Et cependant ils ne crurent rien faire de contraire à leur caractère et à leur profession en s'occupant activement de politique dans leurs écrits et pratiquement, en devenant les conseillers et les instituteurs des princes et des peuples, pendant qu'ils étaient l'âme des Conciles et les Apôtres de la Religion.

La raison en est que la vraie Politique est une science éminemment morale, parce qu'elle est la science, non-seulement des principes, mais encore des devoirs sociaux. Or, ces devoirs, pour les chrétiens, se fondent non-seulement sur la crainte des châtimens temporels, mais encore, et beaucoup plus, sur la CONSCIENCE ; *non solum propter iram, sed etiam propter conscientiam* (Rom. 13) ; et la conscience, avec tout ce qui s'y rattache, est du domaine du Prêtre pour qu'il l'éclaire et la dirige.

La politique est encore la plus importante de toutes les sciences humaines (la théologie, en effet, est une science divine), parce que d'une politique sage et juste dépendent l'existence et le bien-être de la société. Mais elle ne peut être utile dans son application, si elle n'est vraie dans ses principes, et conséquemment si elle n'est éclairée par la Religion, dépositaire et maîtresse de toute vérité. Plus qu'aucune autre science, la politique a donc besoin de trouver son point d'appui, sa force de développement, sa rigueur d'exposition, dans les doctrines de la vraie Religion, et d'être mise en harmonie avec elles. Et voilà pourquoi, dans tous les temps, la politique a formé le sujet des méditations, des études et du zèle des plus illustres Pères, Evêques et Docteurs de l'Eglise ; voilà pourquoi elle est éminemment propre à l'Ecclésiastique, au Théologien et au Moraliste Chrétien.

Le Prêtre est en outre le père, le tuteur né, le défenseur, l'ami du peuple. Le peuple aime à le voir partager ses luttas, ses privations, ses angoisses, ses sacrifices. Si le Prêtre donc se montre étranger ou indifférent à la condition politique du peuple, il perd son estime, sa confiance, son amour, et par suite encore perd cette force morale qui seule peut lui permettre de conduire le peuple dans les voies de la Religion.

Enfin, si le peuple est abandonné à lui-même dans son mouvement politique, si l'influence religieuse du Clergé ne vient point s'y mêler pour en réprimer les instincts, en régulariser l'action, et en prévenir les excès ; le peuple devient le misérable jouet des factieux et des hypocrites, qui, par les voies de la séduction et de l'anarchie, l'entraînent aux pieds du despotisme pour en être plus cruellement opprimé.

C'est donc un devoir sacré pour le Prêtre d'intervenir dans toutes les questions, de prendre part à tous les mouvements politiques du peuple : non point en homme de parti pour en exciter les passions, mais en homme de sagesse, de justice, d'ordre et de paix, pour les contenir et les diriger.

Ce sont ces principes mêmes qui ont été notre règle dans la part que nous avons prise au mouvement politique actuel de Rome et de l'Italie.

Dieu nous est témoin que nous n'avons jamais voulu ni recherché autre chose que la propagation, le triomphe de la vraie Religion et de la véritable Eglise. C'est à ce but unique que nous avons consacré, depuis trente ans, tout ce que nous pouvions avoir de talent, toutes nos études, tous nos efforts et toute notre vie. Nous n'avons jamais rien entrepris ni rien écrit que dans l'intention de faire triompher la Religion, source pure de la liberté et de la félicité des peuples, règle sûre de tout progrès légitime, fondement stable de la société. Oh ! puissent nos critiques pouvoir se rendre à eux-mêmes cette justice !

Aujourd'hui, en particulier, c'est une chose évidente, pour quiconque ne veut pas s'aveugler volontairement, que le mouvement, l'élan des peuples vers un régime chrétiennement libéral et libérement chrétien est si universel et si puissant, qu'il renversera tout ce qui voudra s'y opposer ; que les dangers et les obstacles de la route ne pourront arrêter cette marche de l'esprit humain ; qu'à la stupide et vaine tentative de la politique humaine de résister à cette marche il est temps de substituer enfin le conseil de la sagesse et de la charité chrétiennes, de la diriger et de la sanctifier ; et que, si l'Eglise ne marche pas avec les peuples, les peuples, pour cela, ne cesseront pas de marcher, mais marcheront sans l'Eglise, en dehors de l'Eglise, contre l'Eglise. Et qui pourrait calculer les

maux qui en résulteraient, et pour les peuples et pour l'Eglise ?

Profondément convaincu de tous ces principes, nous nous sommes efforcés, par la parole et par les écrits, dans nos entretiens familiers et dans nos discours publics, de faire entendre, d'une part, aux peuples, que la Religion devine leurs instincts, connaît leurs vœux, leurs besoins, et peut et veut les satisfaire : afin de les attirer ainsi à avoir confiance dans la Religion ; et d'amener, d'autre part, le Clergé à s'unir au peuple, à marcher avec le peuple, pour accomplir ce ministère et ces promesses de la Religion.

Nous avons donc conseillé et insisté pour que les ecclésiastiques et surtout les Chefs de Paroisse, auxquels c'était un devoir tout particulier, visitassent souvent les quartiers de la garde civique, fréquentassent les cercles politiques, et parlassent, eux aussi, de politique avec le peuple, afin de préparer son esprit et son cœur à entendre volontiers parler de Religion. Le bon pasteur ne perd jamais de vue ses brebis, même lorsqu'elles semblent errer et se nourrir à leurs caprices. Mais des préjugés funestes ou une inexcusable insouciance firent que ces conseils furent peu écoutés, et encore moins suivis. Le Clergé, à un petit nombre d'exceptions près, se mit de côté et disparut ; et, partout où il ne se montra pas hostile, il se montra au moins indifférent à la pensée politique et à l'intérêt social du peuple.

C'est dans la même intention que, pendant plusieurs mois, nous avons insisté pour que le Sacré Collège eût une Représentation, une action politique dans les affaires de l'Etat. Cette mesure, nous la croyions opportune pour rattacher à la politique de Pie IX, en même temps que les Cardinaux, la haute Aristocratie, la Prélature et la Livrée de toute couleur qui est à Rome si nombreuse et si puissante. Cette mesure, nous la croyions efficace pour faire cesser des froideurs et des divisions, désormais visibles pour tous, et qui n'étaient ni utiles ni édifiantes. Cette mesure, nous la croyions nécessaire pour sauver les Cardinaux et les Prélats du précipice où devait les entraîner un jour leur schisme du mouvement politique. Car nous ne nous sommes jamais fait illusion sur le caractère de ce mouvement et sur les conséquences qu'il produirait, dès l'instant qu'il serait abandonné à lui-même. Mais cette

mesure ne fut point adoptée, par l'opposition qu'y firent les personnes mêmes pour l'avantage desquelles elle avait été proposée ; et nous sommes devenu un signe de contradiction pour ces personnes, à cause de cela même que nous avons conçu, dit et fait pour les sauver !

Mais ce n'est pas tout encore ; on s'efforça, et avec succès, de répandre la défiance sur le petit nombre d'ecclésiastiques décidés, nonobstant leur isolement, à continuer leur importante mission de veiller sur le peuple, d'en diriger et d'en christianiser le mouvement et la marche. On les fit passer pour des démagogues ambitieux, pour des gens qui fomentaient le trouble et la sédition ; on calomnia leurs intentions ; on discrédita leurs doctrines ; on condamna, en public même, leur zèle et leur conduite. Et pourtant, quant à nous, nous ne nous sommes jamais ingéré dans aucun emploi ; nous ne sommes jamais sorti de notre sphère ; nous n'avons jamais changé ni de visage ni de maintien. Nous ne nous sommes jamais montré dans les Cercles politiques, dans les manifestations populaires et dans les rassemblements tumultueux. Une seule fois nous avons mis le pied dans le *Cercle romain*... mais, quand il s'agissait de souscrire, au nom de la Sicile, une adresse au Saint Père en faveur de la Ligue Italienne : adresse que le Pontife accueillit avec bonté et dont il s'efforça d'accomplir les vœux avec zèle. Une seule fois aussi nous nous sommes mis à la tête du peuple, pour le haranguer pendant quatre heures... Mais il s'agissait d'apaiser un grand tumulte, d'empêcher un immense incendie, de prévenir une grande révolution, dans la nuit du 19 juillet 1847. Et, alors encore, nous n'étions point accouru de notre propre mouvement, mais appelé par le Gouvernement lui-même, contraint par un ordre positif de notre Supérieur.

Nonobstant cela, on ne voulut plus de notre concours ; et, nous aussi, en compagnie de beaucoup d'autres, inspirés dès mêmes intentions et animés des mêmes sentiments, nous fûmes obligé de nous retirer de la scène politico-religieuse, sur laquelle nous avait entraîné le désir seul d'être utile à la Religion et au peuple. Alors le divorce entre le Clergé et le peuple fut consommé.

Les absolutistes en manifestèrent une joie sans pudeur ; les personnes vraiment religieuses, intelligentes et sages, s'en affligèrent profondément. Oh ! c'est qu'elles prévirent

dès lors toutes les conséquences funestes, tous les scandales que ce divorce devait enfanter. Elles ne manquèrent point de les indiquer clairement et de les prédire avec assurance ; et des faits déplorables vinrent bientôt démontrer la triste vérité de leurs jugements et de leurs prévisions.

Pour nous cependant, bien que privé de l'ancienne confiance et de l'ancienne faveur qu'on nous témoignait, nous n'avons jamais cessé d'accomplir, du mieux qu'il nous était possible, dans la mesure des moyens bien restreints qui nous étaient laissés, la mission de conciliation et de paix que nous nous étions imposée. Insister donc près du peuple pour qu'il eût confiance dans le Prince, et près du Prince, pour qu'il eût confiance dans le peuple ; exposer, agrandir les bienfaits du Prince près du peuple ; défendre les intentions et les sentiments du peuple près du Prince ; dire toujours à l'un l'amour de l'autre pour les unir toujours davantage dans cette unité d'affection et de confiance d'où pouvait seul résulter leur bien mutuel : voilà le thème de nos discours ; voilà l'économie de notre politique et de notre conduite. Et Prince et peuple pourront au besoin attester que telle est l'histoire, que telle est la vérité.

Tous ceux aussi, et ils sont en grand nombre, qui ont fréquenté notre cellule, gentilshommes et plébéiens, nationaux et étrangers, pourront certifier que jamais de ces murs religieux on n'entendit sortir une seule parole dont la Religion eût eu à rougir ou à se plaindre. Nos conseils ont toujours été conformes à notre caractère et à nos convictions : conseils d'ordre, de modération, de sagesse et de paix ; et nous devons rendre à qui nous les a demandés la justice de déclarer qu'ils ont toujours été accueillis avec docilité et suivis avec fidélité ; et, quand ils sont arrivés à temps, ils ont toujours réussi à prévenir ou à réparer quelque désordre ; et, si l'on pouvait tout dire, on saurait qu'une grande partie de nos censeurs et de nos ennemis, qui nous ont ainsi gratuitement persécuté à outrance, nous doivent leur tranquillité et peut-être leur salut !

Notre politique, notre pensée d'avoir voulu faire servir la cause de la liberté au triomphe de la cause de la Religion, a reçu des faits récents une sanction solennelle. Ce n'est point Pie IX lui-même qui a excité le dernier mou-

vement politique de l'Italie ; il lui était laissé comme en héritage par la politique de ses derniers prédécesseurs. En montant sur le trône Pontifical, il trouva ce mouvement dans la force de l'adulte, du géant ; il le trouva menaçant, terrible ; il le trouva aux portes de Rome, prêt à faire irruption contre l'autel et contre le trône. Pie IX, par la voix céleste de son pardon, que l'Obscurantisme n'a jamais pu lui pardonner, et auquel il fait remonter tous les maux actuels : par l'amnistie, Pie IX ne fit que conjurer, calmer le mouvement révolutionnaire, et, comme il est dit dans le discours, de voltairien qu'il aurait été, le fit devenir chrétien. Cette politique vraiment évangélique fit tomber tout d'un coup les sinistres préventions qui existaient en Italie, dans la jeunesse et les hommes du mouvement, contre la Religion et l'Eglise ; il réconcilia des millions d'âmes avec la vraie foi, et réhaussa la majesté du trône Apostolique.

Mais, trait admirable de la Providence de Dieu ! Il était écrit dans les décrets de cette Providence, d'autant plus sévère que ses coups se font plus longtemps attendre, qu'en France devait tomber le trône d'Orléans, ce trône acheté par le crime, et soutenu à l'aide de l'hypocrisie, de la corruption, du parjure, de la trahison et de l'infamie. Pour ceux qui apprécient d'un point de vue élevé et religieux la succession des événements d'ici-bas, il était tellement clair que cette grande punition ne pouvait être éloignée, que nous-même, dans une lettre écrite pour Louis-Philippe, à la date du 22 juillet 1847, et publiée depuis dans les journaux, nous avons dit, en propres termes : « Sa couronne n'ira pas retrouver la tête du Comte de Paris, pour s'y reposer ; sa famille sera éconduite avec moins d'égards peut-être qu'on en eut pour le Duc de Bordeaux ; Louis-Philippe sera le premier et le dernier roi de sa dynastie ; il ne léguera à ses enfants qu'un nom, que rien de grand et de généreux n'aura recommandé et que bien de honteux souvenirs auront flétri, et il passera sur la terre, ne laissant après lui qu'une trace de boue. »

Eh bien ! Dieu s'est servi de la politique populaire, de la politique d'amour de Pie IX, pour préparer la France à un si grand événement. Cette politique eut un écho puissant dans l'illustre Clergé de cette grande nation, honneur de l'Eglise catholique. Marchant sur les traces du nouveau Pontife, ce Clergé avait commencé à réaliser en

France la grande pensée que Pie IX avait inaugurée en Italie avec tant de succès.

Il était descendu dans le peuple, s'était mêlé à ses rangs, s'était placé aux avant-postes, dans la guerre légale que le peuple faisait à un pouvoir infidèle à ses principes, pour la conquête de la vraie liberté. Aussi, quand arriva le 22 février, le Clergé se trouva libéral et républicain, sans le savoir. Il appuya, soutint la République, bénit les drapeaux et les arbres de la liberté, et fit ainsi respecter, admirer, aimer la Religion, et la sauva des persécutions, des sacrilèges dont elle avait été la victime dans les précédentes révolutions.

Dès lors la Religion commença à acquérir en France une considération, une force dont, depuis un siècle, elle ne jouissait plus. Le Pouvoir, accoutumé jusqu'alors à la mépriser en l'opprimant, commença à la regarder comme une puissance avec laquelle il était nécessaire de s'entendre et de compter, pour conduire à bon terme la pensée politique. L'esprit voltairien, non encore éteint, malheureusement, chez quelques tristes sujets sortis de l'Université, voulut continuer, sous l'arbre de la liberté républicaine, l'exercice du despotisme religieux qu'il avait jusqu'alors exercé à l'ombre de l'épée napoléonienne et du trône constitutionnel. Après une révolution faite pour la conquête de la liberté des associations politiques, on voulut persécuter et proscrire les associations religieuses. La prohibition des *banquets* avait donné la dernière impulsion au grand mouvement qui, en quelques heures, renversa un trône, proscrivit une dynastie et fonda la République. Et des hommes qui avaient fait tout cela pour conquérir en quelque sorte la liberté de *manger* crurent qu'il était encore possible de dénier aux personnes religieuses la liberté de *jeûner* et de *prier*. Différentes Ordonnances parurent en ce sens, et l'on ne sait vraiment qu'y admirer le plus de la stupidité ou de la contradiction avec les principes qui avaient triomphé. Mais ces efforts du Voltairianisme expirant sont restés sans succès. Les folles Ordonnances, faites sous son inspiration, ont été révoquées. L'Eglise de France fait aujourd'hui respecter ses véritables libertés et son indépendance. Elle acquiert de jour en jour plus de considération et de force. Et ces avantages, la Religion les doit en France à cette politique libérale

qu'on fait un crime à Pie IX d'avoir inaugurée, et à nous d'avoir soutenue en Italie.

« Mais ne voyez-vous pas, disent-ils, les désastres qui en ont été la suite ? » Tout ce qui est arrivé a été prévu et annoncé à temps. Aux informations prises par un personnage de très-haut rang, dans la journée du 16 décembre de l'année dernière, il fut répondu : « Prenez garde qu'au mois de janvier prochain la Révolution n'éclate en Sicile et à Naples, et qu'elle ne fasse le tour de l'Italie. Dans l'impossibilité de l'arrêter, il est nécessaire de la prévenir ; il est nécessaire de se mettre à la tête pour la diriger si l'on ne veut pas rester en arrière pour la subir ; il est nécessaire de la dominer si l'on ne veut pas être contraint de lui obéir ; il faut tirer mérite de la nécessité, et concéder à temps et de son propre mouvement ce qu'autrement l'on serait contraint d'accorder par force. Et malheur au Pouvoir qui, une seule fois, subit la loi au lieu de la donner ! Il est tombé et il ne peut plus se relever ; il est mort et ne ressuscite plus. »

On fit encore observer que le trône Pontifical n'avait plus pour lui les sympathies et l'appui de ceux qui, par institution, devaient le soutenir ; qu'il avait perdu déjà, dans les deux derniers mois, les trois cinquièmes de sa popularité et qu'il ne tarderait guère à perdre le reste. Que tout était en promesses et en espérances, tout en idée, en projet ; mais que rien n'avait encore été vraiment réformé, rien solidement constitué ; que si cependant la Révolution de Naples venait à surprendre le Pouvoir temporel du Pape en cet état d'isolement, d'hésitation et de faiblesse, il ne pourrait résister à ce choc venant du midi, renforcé qu'il serait bientôt par celui venu du nord.

Si on avait profité à temps de ces conseils et de ces avis, il n'y a aucun doute que les concessions politiques du Pouvoir Pontifical eussent été adoptées et imitées dans toute l'Italie ; que l'on n'eût point été demander à la France une constitution que des événements très-récents avaient convaincue de contradiction, d'injustice, d'absurdité, et surtout d'impuissance à garantir la vraie liberté des peuples et la stabilité du trône. On aurait eu des institutions sagement progressives, vraiment nationales, vraiment italiennes ; et le Pouvoir Pontifical, fort de la reconnaissance de vingt-cinq millions d'Italiens, serait devenu le Pouvoir

Modérateur, le Pouvoir Modèle de l'Italie, le Pouvoir le plus fort, le plus solide, le plus considéré du monde. Voilà ce que nous voulions, voilà ce à quoi nous avons travaillé, dans le véritable intérêt, non-seulement de la liberté de l'Italie, mais encore de la gloire du Pontificat Romain et de l'utilité de l'Église.

Mais, comme la crainte de manquer à certains engagements diplomatiques, de heurter certains préjugés, l'empêcha d'entrer courageusement et franchement dans cette voie; comme le Pouvoir Pontifical, dans la circonstance solennelle dont il est question, parut, en suspendant sa marche, en se laissant aller à la crainte, à la défiance, s'éclipser et se cacher; comme, de premier qu'il avait été à inaugurer la liberté italienne, il devint forcément le dernier à la réaliser; comme en tout ce qu'il fit enfin, après les autres, à l'imitation des autres, entraîné par les autres, il se montra plutôt un débiteur contraint de payer sur l'initiative du juge qu'un donateur généreux et splendide, il finit ainsi par compromettre sérieusement et sa force et sa dignité.

Les malheurs que l'on déplore ne sont donc point arrivés par ce qui a été fait, mais bien par ce qu'on a manqué de faire; par ce qui a été fait tard; par ce qui a été mal fait; par ce qui a été fait par force; par ce qui a été fait d'une main incertaine et d'un cœur hésitant; par ce qui, selon toutes les apparences, a été fait sans plan préconçu, sans système harmonisé, sans ligne sûre, sans volonté ferme, sans résolution arrêtée.

En Politique on ne peut enter le nouveau sur l'ancien, pas plus qu'en Religion on ne peut mêler le vrai avec le faux. En Politique on ne peut suivre une route nouvelle qu'avec un char neuf. Le changement des institutions demande aussi celui des personnes. Des hommes imbus des anciens préjugés ne peuvent que se prêter à contre-cœur à l'application des institutions nouvelles; et, aussitôt que l'occasion favorable leur en est offerte, ils se font un plaisir ou un devoir de les altérer, de les corrompre, de les discrediter. En Politique il ne faut point entrer dans une voie nouvelle, ou il faut la parcourir tout entière avec fermeté et courage. Il ne faut point y entrer et en sortir, faire un pas en avant et deux en arrière, s'arrêter à chaque obstacle, trembler à chaque annonce de péril, faire volte-face à

chaque résistance. En Politique il ne faut point promettre et se dédire, donner et reprendre, faire et défaire, détruire le soir ce qui a été édifié le matin. En Politique tout arrêt, toute incertitude est périlleuse, toute contradiction est funeste.

Voilà donc les vraies causes pour lesquelles le bien que l'on veut faire dans le principe, que l'on cesse d'opérer dans la suite, a en dernier lieu enfanté le mal : mal qui n'a d'extraordinaire et d'étonnant que de n'avoir pas été plus grave et plus prompt, comme il aurait pu et dû être, vu la voie fautive que l'on a parcourue, la politique contradictoire ou mal assurée que l'on a tenue.

Admirez ce trait de fine hypocrisie ou d'égarement stupide. C'est l'intrigue obscurantiste qui a fait dévier le bon Pie IX du sentier dans lequel il s'était engagé ; c'est l'intrigue obscurantiste qui travailla et réussit à l'isoler des Cardinaux, des Prélats, du Clergé, de la noblesse, du peuple. C'est l'intrigue obscurantiste qui, après l'avoir ainsi isolé, l'entraîna en dehors du mouvement politique par l'épouvantail d'un grand désastre religieux, et l'excita contre toutes les susceptibilités libérales qui ont ensuite éclaté en manifestations si déplorables dans la presse et dans la rue. Eh bien, pendant qu'il opérât ainsi en secret, le Parti ne cessait de répéter en public : « Vous verrez comment cela finira. Le Pape perd l'État et l'Église. Les *Hosanna* se changeront en *Crucifige*. » Et maintenant que cela est arrivé en partie, mais par la faute des obscurantistes mêmes, les voilà de reprendre encore, avec l'air d'une douleur affectée : « N'avions-nous pas raison de dire que cela finirait ainsi ? » Et ils s'applaudissent d'avoir prophétisé en faisant ces prédictions dont l'accomplissement est leur œuvre, et ils viennent déplorer les maux qu'ils ont faits eux-mêmes, et ils attribuent aux autres des désordres dont ils sont les véritables auteurs, et ils trouvent des imbéciles qui disent : « Ils avaient raison ! »

Pendant que, par ce travail ténébreux, l'Obscurantisme, fort de l'appui de l'étranger, s'efforçait ainsi de hâter lui-même l'accomplissement de ses prophéties, ou, pour mieux dire, de ses funestes desseins, nous, nous n'avions pas dévié, ne fût-ce que d'un pas, de la route où le zèle de la Religion et de la vraie liberté nous avait attiré.

Mais cela ne nous a pas peu coûté. Nous avons dû vain-

cre la répugnance naturelle que nous avons à monter aux palais des Grands. Nous avons dû dévorer les superbes dédains, les coups d'œil obliques, les rires sardoniques, les insultes de certains familiers, dont l'insolence, en nous voyant, faisait un horrible contraste avec la bonté singulière, la douceur et la clémence que mettait le Prince à nous accueillir. Pour ces hommes, notre accès au Palais, notre entrevue avec Pie IX, était comme une calamité publique. Si quelqu'un disait : « Qui est là-dedans ? » on lui répondait, d'un air de consternation affectée : « C'est ce diable de P. Ventura. » Avez-vous entendu ? le diable : voilà le titre charitable dont ils nous gratifiaient. Mais il faut convenir au moins que nous étions un diable d'un caractère et d'une nature nouvelle ; car le diable véritable est artisan et propagateur de mensonges, et le P. Ventura disait des vérités, des vérités amères, déplaisantes, des vérités confirmées presque toujours par les faits, des vérités qui auraient été aussi salutaires à celui qui les a entendues qu'elles ont été compromettantes pour celui qui les a dites !

Mais ce n'est pas tout. On avait expédié une circulaire aux évêques d'Italie, de France et d'Allemagne, dont la prudence et la charité nous obligent à taire les souscripteurs, et dans laquelle on disait ni plus ni moins : « Pie IX est un Sectaire ; il est tombé dans les mains des Démagogues, et le P. V. le mène par le nez au précipice. » A Louis-Philippe en France on avait aussi écrit de Rome : « Le Pape est un imbécile, le Cardinal Ferretti est un brouillon, le P. V. est une tête chaude qui voudrait tout bouleverser. » Il est impossible d'imaginer tout ce qui a été dit et fait pour nous discréditer, nous avilir, briser notre courage et notre influence. Un jour, entre autres, ayant été empêché d'approcher de Pie IX pour lui parler d'une affaire dont il nous avait lui-même chargé, et cela après qu'on nous eut fait attendre pendant une heure et demie dans une antichambre ; le lendemain, les auteurs de ce haut fait, en présence de plusieurs personnages respectables, furent entendus dire d'un air de triomphe : « Nous avons humilié le P. V. »

Oui, nous avons vraiment rougi, nous avons été vraiment *humilié* de semblables traits ; mais moins pour nous qui en étions l'objet que pour ceux mêmes qui se les per-

mettaient dans les appartements et presque sous les yeux de Pie IX. Quant à nous, nous savions, nous voyions tout, et nous pardonnions, nous dissimulions et nous souffrions tout. Le peuple avait dit : « Nous continuerons d'avoir confiance en Pie IX tant que nous saurons que le P. V. monte les escaliers du Quirinal. » Or, en présence de cet intérêt majeur de conserver à Pie IX la confiance du peuple, le sacrifice de notre honneur, de notre considération personnelle nous paraissait si peu de chose qu'il ne méritait pas même le nom de sacrifice.

Nous demandons pardon au Public de l'entretenir de ces particularités qui regardent une personne privée. Mais il nous a semblé nécessaire de les faire connaître, au moins en partie, non pas tant dans l'intérêt de notre réputation que pour mettre chacun à même de se former quelque idée de ce système d'intrigues mis en œuvre autour de Pie IX, pour éloigner de lui toutes les personnes suspectes de libéralisme, qui avaient cependant donné les preuves les plus éclatantes de leur désintéressement et de leur zèle sincère pour la gloire du Pontife et pour le bien de l'Église et de l'État.

Ces calomnies, ces insolences, ces accusations que nous avons dit nous avoir affligé, humilié et fait rougir pour ceux mêmes qui les fabriquaient avec tant d'injustice et les propageaient avec tant d'impudence, ne nous ont aucunement surpris. Pour avoir aimé le peuple, de préférence aux grands et aux riches oppresseurs du peuple; pour l'avoir instruit de ses divines leçons, nourri de son pain miraculeux, sauvé par ses prodiges, consolé par sa tendresse, le Fils de Dieu fut appelé Séducteur, *seducit turbas*; il fut accusé au tribunal de Pilate comme révolutionnaire, comme démagogue qui dissuadait les sujets de payer les impôts publics, comme coupable d'avoir usurpé la royauté; *hunc invenimus subvertentem populum; prohibentem tributum dare Cæsari et dicentem se Christum et regem esse*; et, sur de telles accusations, ce même Fils de Dieu fut condamné comme rebelle et ennemi de l'Empereur; *si hunc dimittis, non es amicus Cæsaris. Reus est mortis*.

Or, quelle insolence, quelle superbe serait la nôtre de nous étonner seulement, sans parler de nous plaindre, que pour la défense de la même cause, nous, les disciples,

nous rencontrions le traitement que n'a point évité le Maître ; que nous , viles créatures , nous ayions part à la même persécution à laquelle a été en butte le Fils de Dieu.

A partir de ce temps , et il y a déjà dix-huit siècles , on n'a pu aimer le peuple , prendre à cœur la cause du peuple et de l'humanité qu'à cette condition , à ce prix. Depuis saint Jean Chrysostôme jusqu'à saint Vincent-de-Paule et à Fénelon , on ne peut citer un seul des vrais amis du peuple qui n'ait été accusé , calomnié , puni comme ennemi des Rois. L'esprit pharisaïque ne s'est nullement éteint par la mort des pharisiens. Détruit chez les Juifs , il est ressuscité chez les chrétiens. Après avoir ruiné la Synagogue , il compromet l'Église. Ennemi des Rois , qu'il trahit , et de la Religion véritable , qu'il déshonore , aujourd'hui comme toujours , il affecte le zèle de la Religion , et l'amour et le respect pour la Royauté , afin d'exciter , contre les vrais amis du peuple , la royauté et la Religion , et de les faire détester et punir comme hérétiques et rebelles.

Quelle merveille que nous ayions été ainsi traité , quand nous voyons les mêmes manœuvres employées contre l'abbé Rosmini , qui est estimé le savant le plus illustre , la plus belle intelligence , le plus noble cœur dont s'honore aujourd'hui l'Italie , et avec lequel nous nous glorifions de partager et les opinions politico-religieuses et le zèle pour le triomphe de la cause des peuples et de l'Église ? Que n'a-t-on pas fait , que ne fait-on pas encore pour l'empêcher de s'asseoir dans le sacré Sénat qu'il honorerait par sa présence autant au moins qu'il en serait honoré ? On repasse sa vie , on fouille dans ses écrits , on épie ses sentiments , on recueille et on travestit ses paroles ! Il y a une espèce de conjuration en permanence qui a pris l'engagement ténébreux de le faire passer pour hétérodoxe ou pour le moins de le rendre suspect en matière de doctrines. Mais il est désormais reconnu que cette persécution prend sa source dans l'intérêt politique et non point dans le zèle pour la Religion , et que l'on veut éliminer l'abbé Rosmini , non parce qu'il est hérétique , mais parce qu'il est libéral. Le parti vendu à l'absolutisme craint plus les influences libérales que les tendances hérétiques ; mais cette intrigue sera dévoilée , et il n'en restera pour ses auteurs que la honte de l'avoir ourdie et le dépit d'en reconnaître l'inefficacité , l'inefficacité la plus complète.

On n'a pas été beaucoup plus heureux dans tout ce qui a été tramé contre nous. On ne peut dire qu'on nous ait enlevé ce que nous ne croyions point mériter, et par conséquent ce que nous ne pouvions désirer. On ne peut dire qu'on nous ait enlevé ce qu'il ne nous était pas difficile d'obtenir en cachant certaines opinions, en caressant certaines susceptibilités, en respectant certains préjugés.

On ne nous a donc fait tort en aucune manière. Notre popularité, jusqu'à ce moment, est demeurée intacte, si même elle ne s'est pas accrue. Au milieu des ruines de tant de réputations qui tombent les unes sur les autres, la nôtre, par la miséricorde de Dieu, est encore sur pied ; et nous en sommes joyeux, pour le seul motif que cette circonstance nous maintient encore dans la position de rendre peut-être quelques services à la cause de la Religion et de l'Eglise, de l'ordre et de la liberté.

Mais qui peut dire le mal immense et irréparable que l'intrigue réactionnaire et obscurantiste, en Italie comme à l'étranger, a fait à la Religion et à l'Etat ?

L'année dernière, on nous proposa de réfuter un livre dont toute l'argumentation reposait sur cette proposition : « L'Italie ne pourra jamais être libre et indépendante tant que le Pontife régnera à Rome, et cela pour deux raisons : la première, parce que le Pontife est l'allié nécessaire de l'Autriche ; la seconde, parce que le Pontife, représentant le principe absolu en matière de Religion, ne pourra jamais favoriser le principe de liberté en matière politique. » Nous nous refusâmes à entreprendre un tel travail, en faisant observer qu'aujourd'hui de semblables assertions doivent être réfutées par des faits et non par des paroles.

C'était l'époque où le Gouvernement Pontifical avait répondu par une noble et énergique protestation à l'insulte également stupide et injuste que l'Autriche lui avait faite en occupant militairement Ferrare : protestation d'autant plus admirable et accueillie d'autant plus vivement par les applaudissements de tous les peuples, qu'elle venait d'un Pouvoir qui, par ses forces militaires, est de beaucoup inférieur à toutes les autres puissances en Europe. Nous disions donc : Par ce bel acte le Pontife a démontré aux plus aveugles que loin d'être l'allié nécessaire de l'Autriche, il est, au contraire, le seul Prince italien qui puisse lui résister avec succès ; et

ainsi le Pontife a déjà réfuté d'une manière triomphante la première moitié du Livre en question. Qu'il se fasse maintenant initiateur de liberté, par une sage politique en Italie, et il réfutera ainsi, non moins victorieusement, l'autre moitié du même Livre.

Le conseil fut bien accueilli et exécuté en partie peu de temps après, puisque ce conseil entra pour quelque chose dans le *Motu-proprio de la Consulte d'Etat*.

Cette Consulte d'Etat, selon qu'il avait été convenu, devait avoir pour droit le *vote délibératif* sur les impôts, et pour appui le Sacré Collège comme Cour Suprême de révision politique; et une main Auguste avait elle-même noté ces deux conditions si graves et si importantes. Mais le parti absolutiste, à force de cris et d'intrigues, obtint qu'elles fussent effacées. Tout incomplète et mesquine qu'elle devint ainsi, la Consulte d'Etat n'en fut pas moins une grande institution, par laquelle le Pontife inaugura dans l'Etat Pontifical, et par suite, en Italie, le droit des peuples à la liberté politique, et réfuta, par un fait magnifique et solennel, l'opinion que l'existence du Pontificat Romain était incompatible avec la liberté politique.

Mais aujourd'hui, hélas! aujourd'hui, après les mesures incompréhensibles auxquelles, par mille artifices malins, mille terreurs imaginaires, on a entraîné le malheureux Pie IX, nous sommes désarmés, impuissants. Aujourd'hui on nous enlève et la parole et le courage pour pouvoir combattre la prétendue nécessité de l'alliance entre le Pontife et l'Autriche, entre le Pontife et les Princes bombardeurs, et la prétendue incompatibilité entre le Pontificat et la liberté. Aujourd'hui on a donné au Livre que nous mentionnions tout à l'heure une importance qu'il n'avait pas d'abord; on a fourni un nouvel argument en faveur des opinions qui y sont soutenues; on a donné à ces opinions un poids nouveau; et c'est pourquoi nous les entendons proclamer par tant de langues, répéter en tant d'écrits et corroborer par tant de tristes adhésions.

En vain sont-elles démenties par l'histoire des guerres entre le Sacerdoce et l'Empire, dans lesquelles le Sacerdoce romain combattit toujours, en même temps, pour l'indépendance de l'Eglise et pour la liberté de l'Italie. En vain voudrions-nous faire valoir aujourd'hui le grand fait, que, sans le Pape à Rome, toute l'Italie à cette heure serait

impériale et parlerait allemand depuis les Alpes jusqu'au Lilybée ; les faits récents jettent un voile sur les faits anciens. Nous tenons pour certain que la séparation du Chef de l'Eglise de la grande cause de l'indépendance Italienne n'est que temporaire et apparente. Nous tenons pour certain que le plus grand appui à une si noble cause lui viendra un jour de l'Eglise, et que c'est par l'Eglise qu'elle finira de triompher. Mais aujourd'hui comment oser dire tout cela, sans parler de le soutenir ? On a donc jeté le Pontificat dans une position fausse et difficile, en face des plus graves attaques, et on a enlevé à ses véritables amis la possibilité de le défendre.

Hommes de l'Obscurantisme, tristes artisans ou complices du fait, cause de la douleur commune ! Oh ! malheureux, qui, si vous n'êtes pas les plus scélérats des hommes, ce que nous nous refusons à croire, en êtes certainement les plus stupides et les plus fous ; réjouissez-vous donc du succès de vos intrigues, de vos inspirations, de vos conseils ! Pie IX avait fait plus de bien à la Religion Catholique en une année que ne lui en avaient fait, pendant plusieurs siècles, tous les Missionnaires du monde. Il lui avait concilié l'adhésion de tous les savants, les sympathies de tous les peuples, le respect de tous les gouvernements, l'admiration de tout l'univers. Il avait éteint les haines, enlevé les obstacles qui s'opposaient à sa propagation et à son triomphe. L'impiété réduite au silence, l'hérésie consternée, le mahométisme sentant sa honte, l'idolâtrie elle-même secouée de sa léthargie profonde, tous, enfin, rendaient malgré eux de solennels hommages à la vraie Religion de Jésus-Christ, qui, dans la personne de son Auguste Chef, s'était révélée au monde, environnée de nouveaux charmes, de nouvelles grâces, et de cette force à laquelle nul esprit n'est rebelle et nul cœur ne résiste. Dans le cours de peu d'années, si le Pontificat eût continué cette mission d'autant plus puissante qu'elle eût été pacifique, toute l'Europe serait devenue catholique ; une grande partie du monde serait devenue chrétienne. Maintenant, tout cela paraît fini en peu d'instant ; tous ces succès paraissent arrêtés, toutes ces espérances détruites.

Ah ! vous avez voulu prévenir un schisme en Allemagne, et vous avez préparé en Italie un schisme plus vaste et plus ruineux. Comme le Sacerdoce, naguère si honoré, y est

maintenant maltraité dans les discours et les écrits ! N'entendez-vous pas répéter de toute part : « Nous ne croyons plus aux Prêtres ? » La confiance qu'ils inspiraient s'est changée en défiance, la sympathie en aversion, l'amour en haine, les louanges en blasphèmes, la vénération en mépris ! Sans un nouveau miracle de la bonté de Dieu, miracle que nous croyons sûr et prochain, il pourrait se passer des siècles avant que l'Eglise en Italie pût réparer les pertes que vous lui avez fait éprouver cette année, se guérir de la plaie profonde dont vous l'avez affligée, se relever de l'ignominie dans laquelle vous l'avez plongée !

L'Eglise ne doit jamais défaillir : la main du Dieu qui la soutient la relèvera encore de l'abjection où l'ont précipitée les sottises ou les perfidies des hommes. Mais il n'a pas tenu à vous qu'elle ne se perdit ; mais votre faute n'en sera pas moins grande pour l'avoir poussée vers le précipice et entraînée à sa perte.

Vous avez donc, en peu de mois, causé plus de dommages à l'Eglise que ne lui en firent tous les hérétiques ensemble dans le XVI^e siècle. Vous avez rendu à l'incrédulité son insolence, à l'hérésie sa confiance, à l'indifférence son sourire. Vous avez fait vaciller la foi. Vous avez découragé le zèle, désarmé l'apologie, rendu stérile la prédication, refroidi la piété. Vous avez effacé la plus belle page de l'histoire ecclésiastique du XIX^e siècle, pour lui en substituer une autre que l'on ne pourra lire un jour sans pleurer et sans rougir. Vous avez envié à Pie IX l'avantage de donner son nom à son siècle. Vous avez détourné le Pontificat d'accomplir la plus belle et la plus glorieuse de ses charges temporelles, d'être le Tuteur, le Défenseur, le Père de tous les peuples chrétiens. De Guelfe, qu'il doit être pour être fort, vous l'avez fait paraître Gibelin. D'Italien par origine terrestre, vous l'avez fait paraître impérial, et, de populaire, royal ; et ainsi vous l'avez affaibli, dégradé et presque entièrement détruit comme soutien et vengeur de l'indépendance Italienne. Vous en avez fait le prisonnier de la Diplomatie (*voir la note à la fin du volume*), le jouet de l'Absolutisme. Vous avez jeté dans la boue le nom le plus saint, la réputation la plus auguste, la couronne la plus précieuse. Vous avez enlevé à l'Eglise la plus grande de ses gloires, le plus brillant de ses triomphes, le plus vaste de ses succès : La conversion des

peuples à la vraie Religion, au moyen de la proclamation de la liberté.

Oh ! quel crime vous avez commis ! quel scandale vous avez donné ! quel dommage vous avez causé ! quelle trahison vous avez consommée !

Vous avez circonvenu, surpris, trompé le plus saint des hommes, le plus doux des souverains, le plus pieux des prêtres, le plus zélé des Pontifes. Vous avez abusé de la délicatesse de sa conscience, de la pureté de ses intentions, de l'ardeur de son zèle ! Vous lui avez présenté comme périls pour la Religion les agonies de l'Absolutisme, et la cause des princes comme la cause de l'Eglise. Vous l'avez réduit à détruire lui-même, en grande partie, l'œuvre grandiose de son esprit et de son cœur ; à se suicider en quelque sorte lui-même, et à ensevelir avec lui les plus belles espérances de la Religion.

Maintenant, à la vue de toutes ces choses, peut-on être homme et ne pas s'en plaindre, être chrétien, et ne point en frémir ?

Vous aussi, vous vous montrez chagrins et affligés, et ce n'est pas sans raison, de la triste condition où sont aujourd'hui réduites en Italie l'Eglise et la Religion.

Mais d'abord qu'avez-vous jamais fait dans le passé pour la Religion, pour l'Eglise ? Que lui avez-vous sacrifié, pour que nous puissions croire maintenant à la sincérité de votre affliction et à la réalité de votre douleur ? Ah ! laissez à nous-mêmes ces sentiments. Oui, c'est nous qui, en travaillant à la cause des peuples, avons travaillé à celle de la Religion que vous aviez rendue odieuse. C'est nous qui, en prêchant la vraie liberté, avons attiré à la Religion des multitudes, des peuples entiers, que vous, vous aviez fait fuir loin d'elle. C'est nous qui avons fait connaître Jésus-Christ, que vous, vous aviez fait blasphémer. C'est nous qui avons élevé au troisième ciel le Vicaire de Dieu en terre, que vous, vous aviez fait mépriser comme l'allié des tyrans et le complice de la tyrannie. C'est nous donc (et nous pouvons nous en glorifier sans pécher par orgueil), c'est nous qui sommes les vrais amis de Jésus-Christ, de son Vicaire, de son Eglise, de sa Religion, parce que nous les avons défendus avec zèle, servis avec désintéressement, et que nous avons tout sacrifié à leur gloire et à leur triomphe. Chez nous seuls donc l'affliction est

sincère, la douleur réelle, les larmes véritables pour l'état d'humiliation où nous les voyons aujourd'hui réduits parmi nous !

« Mais quelle imprudence, disent d'autres, en des temps comme ceux-ci, où les peuples, impatients de tout frein, se révoltent contre toute autorité, de venir dépeindre avec des couleurs aussi fortes les fautes des Rois ! N'est-ce pas allumer l'incendie, soulever les masses et exciter de plus en plus les peuples à la sédition et à l'anarchie ? » Nous avons toutes prêtes différentes réponses à ces accusations. En premier lieu : nous n'avons jamais dit une seule parole, une seule syllabe, ni contre les monarchies ni contre les monarques, en tant que monarchies et monarques. Toutes nos invectives ont été dirigées contre les Monarchies absolues, contre les Monarques despotes : parce que l'absolutisme, parce que le despotisme n'est point un privilège chrétien, mais une inspiration païenne ; et surtout parce que l'absolutisme, parce que le despotisme ouvrent la porte aux révolutions, comme l'expérience le démontre, les rendent même nécessaires, inévitables : les révolutions qui renversent les Souverains et détruisent les Monarchies ; et les Monarchies absolues, de notre temps, ont moins à se plaindre de leurs ennemis que de leurs satellites et de leurs adulateurs.

Qu'on observe encore qu'à l'exception de la Russie, que l'on peut considérer comme en dehors de la Civilisation Européenne, il n'y a plus aujourd'hui un seul état en Europe qui ne soit constitutionnel. Les Gouvernements s'y sont plus ou moins largement modifiés ; les Monarchies absolues y ont été partout détruites. Tout ce que nous avons dit dans le *Discours* n'offense aucun Pouvoir existant, ne provoque la résistance ou l'insurrection contre aucun Monarque contemporain. Aucun de ces Pouvoirs et de ces Monarques ne peut donc nous en témoigner du ressentiment et chercher à s'en venger comme d'un affront qui lui soit personnellement adressé ; aucun d'eux ne peut nous accuser d'avoir voulu l'entraîner à sa ruine : à moins qu'il ne rumine en son esprit des desseins de réaction et ne médite de rétablir par la force l'Absolutisme ! auquel il ne peut plus prétendre par l'invocation du droit. Si un tel Souverain existait, il retrouverait assurément dans notre *discours* son procès et sa condamnation. Mais, en ce cas,

il n'aurait pas raison de se plaindre que nous ayions manqué aux égards dus à la Souveraineté, et que nous en ayions offensé la dignité ou le droit. Eh quoi ! voudrait-on soutenir que l'on doit des égards à la mauvaise foi, à l'injustice, au parjure, à l'iniquité ? Pour nous donc, en démasquant, en dénonçant, en signalant à l'exécration du monde les abus et les horreurs de l'Absolutisme, nous n'avons eu d'autre intention que celle de détruire le préjugé funeste qui règne dans l'esprit de tant d'insensés, à savoir que les Monarques absolus étaient l'appui de l'Eglise et de la Religion, et de calmer les appréhensions et les craintes des hommes pieux qui croiraient encore que la Religion et l'Eglise peuvent être compromises en quelque chose par le triomphe de la liberté.

Oui, nous aimons le peuple, parce que le Fils de Dieu l'a aimé ; et parce que, toujours sévère, toujours indigné, toujours terrible contre les hypocrites, contre les riches et contre les heureux (*væ vobis hypocritæ, væ vobis divitibus, væ vobis qui ridetis nunc*), il s'est montré au contraire avec les pauvres et avec le peuple toujours plein de compassion, d'indulgence et d'amour. Nous aimons le peuple parce que c'est dans le peuple que se trouve moins de vices et plus de vertus, plus de Religion et moins d'impiété. C'est le peuple qui travaille, c'est le peuple qui souffre, c'est le peuple qui croit ; et les classes qui travaillent, qui souffrent, qui croient, sont généralement moins corrompues que les classes qui vivent dans l'oisiveté et les plaisirs, et qui se font un jouet de la Religion. Nous aimons le peuple, parce qu'il ne se pervertit point de lui-même, ne pervertit point les autres classes, mais est toujours perverti par ce qui est au-dessus de lui. Bien plus, quand la corruption et l'incrédulité commencent à se répandre dans la société, la probité et la Religion, l'amour de la justice et de l'ordre vont se réfugier dans le peuple ; et ce n'est que par le moyen d'efforts persévérants et multipliés qu'on arrive à les chasser de ce dernier asile.

Mais la vérité est que, tout en aimant le peuple, nous ne haïssons personne et encore moins les Souverains ; et que nous désirerions la liberté de l'un avec la sécurité des autres, et la félicité de tous par le moyen de la Religion.

La preuve en est qu'aussi longtemps que nous avons

espéré que les Monarchies pourraient rentrer d'elles-mêmes dans les voies chrétiennes, et, en se modifiant, voudraient accorder une sage liberté au peuple, et à l'Eglise son indépendance ; nous les avons, et peut-être avec trop de zèle, soutenues et défendues. Pour nous, comme nous l'avons déclaré dans le *discours* qui suit, les libertés politiques et l'indépendance ecclésiastique peuvent en général également subsister avec un Roi ou avec un Président. Nous ne croyons pas que la forme républicaine soit une condition absolue de la liberté. Nous croyons même que les peuples d'Italie, en général, n'aiment pas cette forme de gouvernement et ne sont pas encore assez mûrs pour en jouir. Nous croyons de plus qu'une innovation en ce sens pourrait à cette heure compliquer étrangement la question italienne et conduire l'Italie à des résultats tout à fait opposés à ceux où on voudrait la voir arriver. Mais comme nous l'avons aussi plusieurs fois déclaré avec franchise en hauts lieux, et prédit avec fermeté, nous voyons, non sans crainte, arriver le moment où l'Italie va proclamer la République. Mais ce sera parce que la folie et la mauvaise foi des Gouvernements la rendent nécessaire ; parce que les Gouvernements eux-mêmes travaillent à discréditer, à perdre dans l'esprit des peuples jusqu'à la forme constitutionnelle, l'unique forme qui pourrait aujourd'hui faire accepter ou tolérer la monarchie ; parce que les gouvernements, en continuant de suivre les mêmes errements, rendront bientôt impossible tout régime politique autre que le régime républicain. Si les monarchies constitutionnelles elles-mêmes périssent en Italie, c'est donc parce qu'elles auront voulu périr. Si la République s'établit sur leurs ruines, c'est parce qu'elles l'auront préparée ; et la destruction entière des monarchies sera moins l'œuvre des Clubs et des Comités que celle des Monarques mêmes.

Quoi qu'il arrive, cela nous importe peu. Si on détruit un gouvernement, on en créera un autre. Les peuples trouveront toujours qui voudra les conduire. La difficulté n'est point aujourd'hui de trouver des hommes qui veillent commander, mais de trouver des hommes qui veillent obéir. Mais il y a une chose à laquelle nous ne sommes pas et ne pouvons pas être indifférents, c'est la Religion catholique, la Religion véritable, le plus riche, le plus précieux patrimoine des peuples pour le temps et pour l'éternité,

la Religion, qui une fois perdue pour un peuple est presque impossible à recouvrer.

Eh bien, les derniers événements ont sérieusement compromis, auprès des classes intelligentes, la Religion Catholique en Italie et à Rome. L'accusation de mauvaise foi que l'on a cru pouvoir porter contre certains ecclésiastiques est retombée sur l'Eglise. Une grande partie de la jeunesse s'est prononcée, a crié de manière à faire craindre qu'elle ne veuille s'en éloigner pour toujours. Ce péril de l'Eglise, cette perte de tant d'âmes nous a profondément affligé, nous a fait frémir, et nous a fait regarder comme un crime de laisser passer l'occasion qui s'est offerte à nous des Funérailles des morts de Vienne, pour élever la voix en public ; pour séparer la cause des Souverains de celle de la Religion, qui, unies ensemble, menacent de périr ensemble ; pour séparer les fautes des ecclésiastiques des doctrines et de l'esprit de l'Eglise ; pour sauver au moins, en faveur de tant d'âmes, le trésor de la vraie foi, dans un moment où tout semble prêt à se perdre et à disparaître dans un vaste naufrage. En face du grand et vital intérêt du peuple, l'intérêt religieux, tout autre intérêt nous a paru petit, méprisable, indigne de nous occuper. Le péril, auquel nous exposions vis-à-vis de certaines personnes notre réputation, notre sûreté et notre vie, ne nous a pas paru digne de préoccuper l'attention d'un ministre de la véritable Eglise. Se compromettre pour une cause si noble et si précieuse c'est un gain, une gloire. Nous avons dit la vérité par rapport à la politique, parce que c'est ainsi seulement que nous pouvions obtenir foi et assentiment lorsque nous défendrions ensuite, comme nous l'avons fait, la cause de l'ordre, de l'union, de la paix, de l'Eglise, de la Religion. Le succès a surpassé notre attente. Nous avons été accueilli avec faveur, entendu avec docilité. Nous avons eu la consolation de voir couler des larmes de reconnaissance sur un nom qui peu d'instants auparavant était un signe d'exécration et un motif de fureur. Nos amis nous font espérer un semblable succès dans toute l'Italie quand ce *discours* y sera connu. Que Dieu le fasse pour le bien de la Religion et de la liberté, qui aujourd'hui plus que jamais ne peuvent que triompher ou se perdre ensemble. Mais si rien de cela n'arrive, si nous n'obtenons aucun bien, le Dieu scrutateur des cœurs, le Dieu juge des désirs et des intentions nous tiendra compte d'avoir voulu ce

bien, d'avoir tenté quelque chose pour le réaliser ; et, si les hommes nous accusent, il nous absoudra dans sa miséricorde.

Voici quelques-unes des choses qu'entre beaucoup d'autres nous pourrions dire, pour notre défense, à nos généreux ennemis, accoutumés, dans leur justice, à nous accuser toujours *à priori*, sans nous avoir lu, à nous critiquer sans nous avoir entendu. Nous leur faisons grâce du reste ; et sans une raison puissante nous ne nous mettrons plus en peine de répondre à leurs attaques et à leurs censures ; nous les laisserons continuer leur œuvre en paix, comme nous continuerons la nôtre.

Quant à la note d'hérésie que quelques-uns d'eux ont donnée à certaines propositions de notre *discours*, nous n'avons rien à leur répondre, rien à traiter avec eux, parce que c'est chose vaine de se justifier près d'eux. Nous devons cependant, pour tranquilliser la religion et la piété de nos amis, leur assurer, d'une part, que le discours que nous publions est précisément celui qui a été prononcé par nous, sans qu'une seule parole y ait été changée ; et de l'autre, qu'ayant soumis ce même discours, comme le prescrit la loi, à la censure ecclésiastique, celle-ci n'y a pas trouvé une seule syllabe à corriger, et nous l'a renvoyé en nous faisant dire avec courtoisie : « Dans les choses du P. V. on ne peut trouver à censurer. »

Si cela ne suffit pas, que l'on sache encore que, quelque soit la conduite que, dans l'ordre purement politique, a cru devoir tenir le Chef de l'Eglise, nous ne le regardons pas moins comme le Maître Suprême des doctrines dans l'ordre religieux ; et qu'aujourd'hui, comme nous l'avons toujours fait, nous soumettons cet écrit à son jugement infailible, avec la soumission d'un disciple, avec l'affection et la docilité d'un fils.

Il est désormais temps que nous disions aussi quelque chose à cette autre classe moins nombreuse de Censeurs qui ont critiqué dans notre *discours* un excès de zèle religieux. Mais nous ne nous arrêterons point ici à répéter ce qui a été dit à la fin du discours, touchant la nécessité d'une alliance sincère et indissoluble entre la religion et la liberté ; nous prions seulement les Critiques auxquels nous nous adressons de faire attention à ce qui s'est passé dans ces derniers temps et sous nos yeux.

L'idée de faire de la liberté en dehors du Christianisme,

et contre le Christianisme, n'est point une idée qui soit d'hier. Quelques-uns des auteurs de la première révolution de France eurent aussi eux cette idée, et s'efforcèrent, avec une énergie vraiment infernale, de la réaliser. Mais qu'en arriva-t-il? Que la fameuse *Déclaration des droits de l'homme*, fondée sur l'exclusion des *droits de Dieu*, se changea en Charte de mépris et d'oppression à l'égard de l'homme; et la liberté, inspirée dans le sang, servit d'escabeau au plus dur et au plus intolérable despotisme.

Et la révolution de 1820, pourquoi n'eut-elle à Naples que neuf mois d'un succès éphémère, et périt-elle dans le ridicule? « Parce que le peuple n'y prit pas part, » direz-vous. Oui, rien de plus vrai. Mais savez-vous pourquoi le peuple n'y prit pas part? Parce qu'il crut voir le *sacrilège* inscrit sur ses drapeaux.

On peut en dire autant de tous ces mouvements révolutionnaires qui, semblables aux éruptions partielles d'un volcan, ont successivement éclaté dans les différentes villes d'Italie pendant les vingt-huit dernières années. Ils se sont annoncés avec des tendances hostiles à la Religion. Cela seul a suffi pour en exclure le peuple, et même pour les lui faire regarder avec horreur. Cela a suffi pour les faire considérer comme des tentatives de sectaires ou d'une poignée de factieux, pendant qu'ils étaient les symptômes d'un immense besoin qui poussait la nation entière vers un régime de liberté. Cela a suffi pour que la force matérielle ait eu contre eux une apparence de raison, et qu'ils se soient tous terminés par la prison, l'exil ou le gibet.

Au contraire, pourquoi et comment le mouvement politique actuel a-t-il été vraiment national et par suite triomphant: parce qu'il fut inauguré au nom et par l'aide de l'autorité religieuse; parce que Pie IX saisit en quelque sorte les masses avec la main et les lança dans ce mouvement; parce que les peuples Italiens, éminemment catholiques, virent ou crurent voir à la tête de ce mouvement le Prêtre et la Croix, et au pied de celle-ci se stipuler l'alliance et s'accomplir l'embrassement de la Religion et de la liberté.

Les plaintes mêmes qui sont faites contre Pie IX qui, par son allocation du 29 avril, a déserté la cause de la liberté et de l'indépendance italienne, et par sa désertion l'a compromise; ces plaintes mêmes, dis-je, démontrent clairement que vous aussi, vous êtes convaincus que le triom-

phe d'une si grande cause eût été assuré par le concours et par les bénédictions de la Religion beaucoup plus que par la force de l'épée d'Italie.

Il ne nous appartient point de juger cet acte de Pie IX, quoique nous ne puissions faire moins que d'en déplorer, nous aussi, les conséquences. Mais soyons justes. Il y a qui se plaint de Pie IX, et non sans raison. Mais Pie IX n'avait-il pas raison de se plaindre de quelques-uns au moins d'entre nous? Que l'on sache donc que jusqu'à la fin d'août de l'année dernière Pie IX était parmi nous et avec nous de bonne foi et de tout cœur. Mais, dans le cours de septembre suivant, on lui remit entre les mains des livres et des feuilles imprimées à l'étranger, dans lesquels, sans énigme et sans mystère, était exposé l'horrible dessein de détruire en Italie les trônes et les autels, les Monarchies et l'Eglise, et de donner enfin le coup de grâce à Pie IX lui-même, après s'être servi de son influence et de sa parole pour le triomphe de la liberté. Nous les avons vus, ces imprimés, puisque Pie IX lui-même nous les mit sous les yeux en nous disant, d'un air de vive indignation et de consternation profonde : « Oh ! les hypocrites ! oh ! les ingrats ! Prenez et lisez. » Nous comprîmes dès lors le péril auquel ce courroux et cette consternation du Pontife exposeraient la cause du mouvement italien, et d'un seul coup d'œil nous en mesurâmes toute l'étendue. Nous priâmes donc Pie IX de réfléchir : que ces imprimés qu'il nous montrait pouvaient très-bien être un stratagème infernal de l'obscurantisme pour l'épouvanter et le détacher de la cause de la liberté ; que, quand même ils fussent vraiment partis d'hommes du progrès, cela ne devait ni surprendre ni épouvanter : que l'Esprit Voltairien n'était malheureusement pas attribuer à tous le dire de quelques-uns ; que les masses étaient pour l'union de la liberté avec la Religion ; que, s'il y avait au milieu d'elles des hypocrites qui applaudissaient pour tromper, les acclamations de quarante ou cinquante mille hommes de toute condition, de tout âge, de tout sexe, qui s'étaient tant de fois réunis sous les fenêtres du Quirinal dans l'unité du même sentiment et du même langage, étaient et ne pouvaient point n'être pas sincères ; que le peuple ne ment point ; que le peuple ne trompe point ; et que, pour cette raison-là même qu'il y avait à

craindre que les masses séduites ne fussent entraînées dans les voies du désordre, il était nécessaire de se les attacher, de les contenter dans leurs vœux légitimes et de les diriger ; que c'était le moyen sûr, infaillible, de désarmer, de faire délaissier les quelques prédicateurs d'une démagogie effrénée et d'une folle impiété.

Mais l'impression avait été trop forte, la plaie trop profonde. Tout ce que nous pûmes dire pour chasser des craintes trop exagérées, pour calmer de trop vives appréhensions, obtint peu de succès ; pour comble de disgrâce, de nouveaux écrits irréligieux qui virent le jour en divers lieux, des lettres qui furent écrites de toutes parts, des manifestes que l'on vit de temps à autre affichés le long des voies publiques, des cris de mépris et de fureur prononcés par quelques insensés contre le Corps ecclésiastique, des exigences, peut-être exorbitantes quant au droit, et surtout par la manière dont elles étaient présentées, mais que le malentendu qui intervint et la peur trop fondée d'un *coup d'Etat* pouvait et devait faire pardonner ; toutes ces choses vinrent en même temps jeter une division de plus en plus grande dans les esprits déjà défiants et effrayés. Nous sommes certains que ces faits déplorables ont été, en tout ou en partie, opérés, au moyen d'*agents provocateurs*, par ceux mêmes qui s'en montraient le plus affligés ; qu'ils ont été payés avec l'or étranger, par cet infernal parti intéressé à exciter des scandales et des désordres dans Rome et dans l'Etat, pour pouvoir y intervenir et y étouffer la liberté, sous prétexte d'y venir combattre l'anarchie qui ne s'y est jamais montrée. Tous ces faits réprouvés par le vrai Libéralisme n'en réussirent pas moins à donner de plus en plus de la valeur à cette fausse idée, où l'on était entré, que le mouvement avait pris un caractère décidément hostile à l'Eglise, et que le chef de l'Eglise avait été dépouillé de tout pouvoir propre à défendre, dans Rome même, les institutions ecclésiastiques. De là la nécessité de s'arrêter dans les voies du progrès, de s'en retirer même, de s'en séparer tout à fait, se présenta peut-être à l'esprit frappé de Pie IX, à sa conscience intimidée, comme un devoir ; et de là, cette défiance réciproque, cette opposition qui s'est enfin traduite dans les scènes déplorées également par les sages de tous les partis et de toutes les opinions.

Voilà donc la vérité pour l'un et pour l'autre parti, telle que nous, les Amis sincères de la Religion et de la liberté, nous avons cru pouvoir la dire, sans crainte que l'on puisse suspecter la sincérité ou la droiture de nos intentions. Le Clergé a eu tort certainement, et grand tort, d'avoir commencé à se retirer le premier du mouvement politique ; mais des faits inexcusables puisqu'on n'en connaissait pas la véritable origine, de classiques imprudences du côté de l'autre parti sont venus justifier en quelque manière et rendre toujours plus raisonnable cet éloignement et ce schisme. Les mêmes choses ont été à la fois cause et effet : la défiance d'un côté a réagi sur l'autre et a concouru à les séparer toujours de plus en plus.

Après cela nous avons droit de croire que les hommes les plus avancés dans les idées de progrès, quel que soit le degré intime de leur foi religieuse, dont le jugement n'appartient qu'à Dieu et à la conscience, loin de vouloir, dorénavant, nous faire un crime du zèle avec lequel nous avons défendu dans ce discours la cause de la Religion, nous en sauront gré, au contraire, pour l'avantage que par là nous avons apporté à la cause de la vraie liberté.

Oui, quand nous posâmes ce principe qu'à Rome les institutions politiques devaient se greffer sur les institutions religieuses, nous fûmes critiqués, parce que nous ne fûmes pas compris. Nous prétendions par là lier d'une manière indissoluble et perpétuelle l'Aristocratie ecclésiastique, les Electeurs du Pontife, au système, à la cause Constitutionnelle. On crut que nous voulions alors faire la Cause des Prêtres, tandis que notre but était d'assurer sur des bases toujours plus solides les franchises des Laïques. La Religion en eût sans doute tiré profit, mais encore plus la liberté. Car, si la liberté est nécessaire à la propagation de la Religion, la Religion est encore plus nécessaire à l'existence de la liberté.

Hommes du mouvement, si vous êtes vraiment sages, si vous voulez véritablement voir triompher enfin la grande cause de notre Italie, écoutez une parole sans autorité, il est vrai, mais désintéressée, sincère, amie : étudiez-vous autant qu'il est en votre pouvoir à enlever tout obstacle à une prompte réconciliation entre les laïques et l'Eglise. Rappelez-vous que les Monarchies absolues ont péri parce qu'elles ont voulu avilir, opprimer, persécuter l'Eglise ;

parce qu'elles ont voulu compter sans Dieu, à l'exclusion de Dieu et contre Dieu, en sorte que sur leurs Cabinets on aurait pu écrire : *Non proposuerunt Deum ante conspectum suum*. Que si les Monarchies libérales suivent la même politique, marchent dans les mêmes voies, elles périront également ; et l'on peut en dire autant des Républiques elles-mêmes. Rappelez-vous que tout Gouvernement qui rompt avec l'Eglise, qui se tourne contre l'Eglise, l'expérience de dix-huit siècles le prouve, est près de l'abîme et du mépris ; que tous peuvent, sans scrupule, se moquer de ses succès et de son orgueil, et, sans crainte d'être démentis, en prédire la chute prochaine. Rappelez-vous que la plus grande force, la force vraie, réelle des institutions politiques est dans l'idée, dans le sentiment religieux ; qu'aucun Pouvoir n'est grand, stable, durable, s'il n'a la Religion pour appui, l'Eglise pour alliée ; et que, vis-à-vis du choc du temps et des passions, c'est seulement sur cette base de granit que peut s'élever la statue de la LIBERTÉ.

DISCOURS FUNÈBRE

POUR

LES MORTS DE VIENNE.

Montes Gelboë, nec ros, nec pluvia veniant super vos, quia ibi abjectus est clypeus Fortium.... Quomodo ceciderunt fortes in prælio.

(II, RÉG., I, 21-25.)

A la vue de la cérémonie pieuse, du rit expiatoire et sacré qui s'accomplit ici aujourd'hui pour les âmes des braves tombés dans la capitale de l'Autriche en combattant pour la liberté, les ennemis implacables de toute liberté politique, les pervers détracteurs de tout mouvement populaire ne manqueront point assurément de dire que l'on a voulu aujourd'hui, à Rome, absoudre la révolte, légitimer la trahison, sanctifier l'anarchie : et, avec un air de sainte indignation, de religieuse douleur, on les entendra s'écrier en plus d'un lieu : O abus diabolique des choses sacrées ! O profanation ! O scandale ! O sacrilège !

Tous ceux cependant qui tiendront ce langage ne seront pas inspirés par les mêmes intentions.

Quelques-uns auront ces sentiments et parleront ainsi par ignorance : d'autres, par méchanceté ; quelques-uns, par un zèle sincère qui leur fait déplorer avec raison tout progrès qui s'obtient aux dépens de la Religion ; d'autres, enfin, par une hypoërisie pharisaïque qui les fait encore se servir du voile de la Religion pour recommander et faire triompher leurs opinions politiques.

Nous ne devons rien à cette dernière race d'hommes corrompus. Les Scribes ne se laissent point persuader ; les Pharisiens ne se convertissent point ; *perversi difficile corriguntur* (Eccles. I, 15).

Mais nous devons une satisfaction au zèle trompé, à la simplicité, victime du préjugé.

La bonne foi mérite l'indulgence, exige le respect, en quelque parti qu'elle se trouve.

Pour la confusion des fourbes, pour l'instruction des simples, pour l'encouragement des hommes généreux et l'édification des hommes pieux, je vais donc examiner aujourd'hui les causes véritables de la grande guerre qui s'est livrée dernièrement à Vienne et ailleurs, *quomodo ceciderunt fortes in bello*, pour en conclure que les hauteurs orgueilleuses de l'absolutisme, théâtre du massacre des forts, ont encouru à juste titre les anathèmes religieux prononcés par David sur les monts de Gelboë, et que le peuple héroïque tombé sur ces monts a bien mérité de de la Religion. *Montes Gelboë, nec ros, nec pluvia venient super vos, quia ibi abjectus est clypeus Fortium...* En deux mots, je vous montrerai que la cause de la Liberté est vraiment aussi la cause de la Religion, et que, par conséquent, tous ceux qui ont succombé en combattant pour la liberté ont droit aux suffrages, aux prières, aux louanges de la Religion. — Commençons.

PREMIER POINT.

Qu'est-ce que la liberté politique, de laquelle seule nous voulons ici parler? La liberté politique c'est l'*émancipation de l'homme, à l'égard de son semblable, en tant qu'homme.*

Car, aucun homme, en tant qu'il n'est qu'homme, n'a de droit, de pouvoir, d'autorité sur un autre homme; c'est pourquoi la suprématie exercée par l'homme, à ce seul titre, sur l'homme, est une usurpation, une injustice, un vol, un sacrilège.

De plus, la servitude n'est qu'une sujétion indue, illégale, injuste, une dépendance d'un pouvoir illégitime. Or, puisque l'homme, en tant qu'homme, ne peut commander à l'homme, la sujétion de l'homme à l'homme, simplement homme, est un avilissement, une dégradation, un esclavage.

Notez bien aussi que l'Autorité est le droit de commander, mais pour le bien-être de ceux sur lesquels elle s'exerce. La Domination, au contraire, est l'empire absolu sur les objets, pour l'avantage de celui qui les possède.

Donc, l'Autorité s'applique aux hommes; la Domination, aux choses. Le même Homme-Pouvoir, ou Domestique, ou Public, ou Religieux, peut donc avoir seulement Autorité, mais non empire absolu sur l'homme. Il peut avoir droit à son obéissance; mais il n'a pas droit sur sa personne. Quant à la personne, à la conscience, à l'action, l'homme ne connaît d'autre maître que Dieu et lui-même. Aucun homme n'est la propriété d'un autre homme.

L'émancipation de l'homme du joug de l'homme, en tant qu'homme, est donc la substitution de la loi à l'arbitraire, de la raison au caprice, du droit à la force, de la sainte et juste volonté de Dieu aux volontés coupables et égoïstes de l'homme. C'est en cela que consiste la vraie liberté.

Cette liberté ainsi entendue, le monde païen n'en eut pas même l'idée. Avant la venue de Jésus-Christ sur la terre, la personnalité humaine n'était connue et respectée que chez le peuple juif, où le maître avait droit sur le travail, mais non point sur la personne du serviteur.

Dans Rome même, sur le déclin de la République, on comptait un million et deux cent mille habitants, et, dans une population si nombreuse, Cicéron nous atteste que l'on trouvait à peine vingt mille citoyens; *vix viginti milia sunt qui rem habeant*: un million cent quatre-vingt mille étaient esclaves. La cité reine de la liberté n'était donc que le pays, le sérail de la servitude.

Et la philosophie ouvrit-elle la bouche pour combattre, fit-elle un signe de désapprobation pour condamner, répandit-elle une larme pour déplorer cet état de dégradation profonde où était tombée l'humanité? — Non, au contraire; la philosophie païenne regarda toujours l'esclavage comme la destinée naturelle de l'homme, comme une condition nécessaire à l'existence de la société. En fait, aucun sage de la gentilité n'a jamais proscrit la servitude; et, loin que la philosophie ait jamais pensé à briser les chaînes de l'homme, elle n'a fait que les appesantir, en prêtant à la tyrannie la faveur de ses doctrines et l'appui de son exemple; et, animée d'un immense égoïsme, elle vit toujours et partout avec une impassible indifférence, avec une complaisance impitoyable, le genre humain gémir sous les pieds de stupides tyrans qui semblaient ne laisser la vie aux hommes que pour souffrir, les yeux

que pour pleurer, et qui ne leur jetaient qu'un morceau de pain trempé dans le sang de l'homme, pour apaiser leur faim : *panem et circenses*.

Toute la doctrine que je viens d'indiquer sur la liberté politique est donc une doctrine purement et simplement Chrétienne ; et, si nous tous nous en avons les idées profondément gravées dans l'esprit et le sentiment dans le cœur ; si tout ce qui voudrait nous persuader le contraire nous irrite, nous indigne, nous révolte et nous fait frémir ; cela vient de ce que notre cœur et notre esprit ont été formés à l'école du Christianisme.

Rappelez-vous, en effet, le trait de l'Évangile où il est rapporté que les disciples du Sauveur, se disputant entre eux pour savoir lequel était supérieur aux autres et devait commander, *quis eorum videretur esse major* ; le Fils de Dieu, la Sagesse Incrée, prenant l'attitude de Maître, de Législateur, de Dieu, leur dit : « Les Princes des Nations païennes dominent les peuples qui leur sont sujets ; mais il ne doit point en être ainsi parmi vous, mes disciples. Celui de vous qui est supérieur aux autres par le rang ne sera, en effet, que le serviteur de tous ; précisément comme moi-même, Fils de Dieu, qui m'étant fait fils de l'homme, suis venu sur la terre pour servir et non pour être servi, et pour donner ma vie pour la rédemption de tous ; *principes gentium dominantur eorum ; vos autem non sic. Sed qui major est inter vos erit omnium minister : sicut Filius hominis venit ministrare, non ministrari, et dare animam suam redemptionem pro multis.* (Matth. 23. Marc. 9.) (1).

O parole ! ô doctrine ! comme elle est noble, sublime, parfaite ! Comme elle porte visiblement l'empreinte du sceau de la sagesse et de l'amour de Dieu, pour la félicité même temporelle de l'homme !

En ces quelques paroles sont contenus les vrais principes, les vraies idées du droit public, de la législation de toutes les nations chrétiennes.

De ce magnifique et profond oracle de l'Évangile, qu'aucune lèvre humaine n'avait encore prononcé, le monde chrétien apprit pour la première fois ces importantes le-

(1) Cet emploi du mot *beaucoup* au lieu de *tous*, *multif* pour *omnes*, est très-fréquent dans les Saintes Écritures.

(Note de l'auteur).

cons inconnues au monde païen, à savoir : que tout commandement n'est pas de la même nature ; que le commandement sur les nations païennes, c'est la Domination, et que cette Domination doit être proscrite par les nations chrétiennes. Que les peuples chrétiens sont une société d'hommes libres, non un troupeau de bêtes ou d'esclaves ; qu'ils doivent être guidés ou gouvernés comme des personnes, et non *dominés* comme des choses ; *principes gentium dominantur eorum, vos autem non sic*. Que tout supérieur, tout souverain, n'est point le maître, le despote, mais le ministre, le serviteur de ceux qui lui sont sujets ; et que le commandement n'est point un privilège, mais une servitude ; *qui major est inter vos erit omnium minister*. Que le prince chrétien n'est point établi pour dominer le peuple, mais pour le défendre. Que le peuple n'existe point pour l'ambition du prince, mais le prince pour la félicité du peuple. Que le premier dans l'autorité doit être le premier dans l'immolation. Que celui qui est à la tête du peuple doit savoir se sacrifier pour le peuple ; et que ces grands devoirs de la principauté sont fondés sur un exemple sublime qui parle à lui seul plus haut que toutes les leçons les plus éloquentes, sur l'exemple du Fils même de Dieu, l'Être le plus noble, le plus parfait, vrai maître de l'homme, puisqu'il est l'Auteur et le Créateur de l'homme, et qui s'est fait homme, s'est mis à la tête de l'humanité, non pour la dominer, mais pour la servir, non pour la tourmenter, mais pour la racheter, non pour l'opprimer, mais pour la sauver. *Sicut Filius hominis venit ministrare, non ministrari, et dare animam suam redemptionem pro multis*.

De ce sublime et précieux enseignement le monde a encore appris la différence qui existe entre le Pouvoir du prince chrétien et le Pouvoir du prince païen et gentil, entre la Domination et l'Autorité.

En effet, d'après ces mêmes paroles divines, le Pouvoir païen domine, le Pouvoir chrétien se sacrifie. Le Pouvoir païen est une jouissance, le Pouvoir chrétien est un sacrifice. Le Pouvoir païen dit : « L'Etat c'est moi » ; le Pouvoir chrétien dit : « Je suis tout à l'Etat. » On obéit sous l'Autorité, on frémit sous la Domination. Avec l'Autorité, on peut être libre ; sous la Domination, il n'y a que servitude. L'Autorité est le lien qui unit

les hommes ; la Domination est la corde qui enchaîne la bête. L'Autorité commande, la Domination opprime ; l'Autorité sauve, la Domination dégrade l'homme et ruine la société.

Du jour où les peuples chrétiens furent formés à ces principes, les seuls qui puissent harmoniser la dignité de l'homme et l'ordre de la société ; du jour où ils furent instruits des vraies et légitimes idées sur l'obéissance et sur le commandement, sur la sujétion et sur la liberté ; du jour où ces idées se sont incarnées en eux et leur ont formé comme une seconde nature ; de ce jour, ils ont détesté, comme par instinct, toute domination despotique, il a été impossible de leur refuser trop longtemps des formes libérales ; et cette impossibilité absolue à ce qu'un peuple chrétien soit brutalement dominé et despotiquement gouverné, vous explique le phénomène historique des révolutions si acharnées, si fréquentes, chez les peuples chrétiens ; tandis que les nations païennes, abruties par l'ignorance des vrais principes sociaux et par la superstition idolâtrique, assises dans les ombres de la mort, dans les bras du despotisme, ont dormi et dorment toujours du sommeil de la dégradation et de la servitude.

Dè là, par l'action lente du Christianisme, par la guerre sourde qu'il fait au despotisme et au servage, partout où il le trouve, les peuples chrétiens étaient devenus libres, non seulement civilement, mais encore politiquement, par l'établissement des Constitutions politiques dans toute l'Europe ; car l'Europe tout entière, jusqu'au 17^e siècle, était constitutionnelle. Sous les noms divers de Parlements, de Cortès, de Conseils d'Etats, de Diètes, d'Assises, d'Etats Généraux, il n'y avait pas de peuple qui n'eût sa Représentation Nationale ou ses franchises municipales (1). Puisque la liberté est an-

(1) L'Etat Romain n'avait pas, il est vrai, de représentation nationale, puisqu'il n'était que l'aggrégation de cités et de petits états qui s'étaient successivement donnés à l'Eglise, à la condition qu'on maintiendrait leur autonomie politique, leurs franchises et leurs privilèges. Ainsi Bologne, par exemple, était en fait une espèce de République. Elle avait son Sénat, frappait monnaie et se faisait représenter à Rome par un *ambassadeur*. Dans l'Etat pontifical, la liberté n'était point écrite dans des Chartes ; mais, comme l'a reconnu Voltaire lui-même, elle y était très-grande de fait. La *centralisation*, horrible système

cienne , l'absolutisme est moderne dans les pays chrétiens.

Mais , comme avec la renaissance de la littérature païenne les principes du paganisme firent invasion non-seulement dans la philosophie , mais aussi dans la législation et dans le droit public Européen , on vit s'altérer les notions chrétiennes sur les droits et les devoirs du pouvoir , dans l'ordre religieux et dans l'ordre politique. En France , cet oubli total de la nature de la monarchie chrétienne avait fait dire à un roi : *L'Etat c'est moi*.

Les doctrines gallicanes , rejeton funeste du Protestantisme , fruit lui-même du paganisme , avaient inspiré aux rois ces horribles sentiments. Ces doctrines avaient placé l'évêque au-dessus du Pape et le roi au-dessus de Dieu. Car , le pouvoir de Dieu a une limite dans la perfection et dans la sainteté de sa nature. Dieu même , dit un grand docteur catholique des temps modernes , Dieu même a besoin d'avoir raison. En ce sens , on peut presque dire que pas même le pouvoir de Dieu n'est absolu. Or , le pouvoir politique , tel que le Gallicanisme l'avait fait , est un pouvoir sans limite et sans contrôle , un pouvoir sans autre frein que la volonté , sans autre règle que le caprice , un pouvoir qui *n'a pas besoin d'avoir raison* , et , par suite , finit par avoir toujours tort.

La révolution française de 1789 , considérée dans sa cause la plus générale , ne fut donc que l'effort aveugle et désespéré d'une nation chrétienne pour faire rentrer le Pouvoir dans les limites que le Christianisme lui avait posées , et , de païen qu'il était devenu , le faire redevenir Chrétien.

Dans les autres Etats Chrétiens où le Gallicanisme avait pénétré , les mêmes principes produisirent les mêmes con-

destructeur de toute liberté , n'y était point connue. Toute cité , toute province *s'administrait* par elle-même et jouissait de la liberté que lui assuraient ses admirables statuts municipaux. L'occupation militaire de l'étranger détruisit ce bel œuvre , et le gouvernement qui lui succéda n'eut pas le bon esprit de rendre aux peuples , comme c'était son devoir , les libertés qui lui avaient été injustement ravies. De là , les révolutions qui depuis trente ans ont agité l'Etat de l'Eglise , et dont la véritable cause a été cette stupidité qui fit en 1816 qu'on voulut continuer le système usurpateur et despotique introduit dans cet Etat par le pouvoir militaire.

(Note de l'auteur).

séquences. A la faveur d'une théologie adulatrice, les princes s'attribuèrent sur les peuples chrétiens la plénitude de l'autorité et du pouvoir que l'idolâtrie avait conférée aux princes sur les peuples païens ; et, au lieu de régner, ils voulurent dominer ; *principes gentium dominantur eorum.*

Mais le despotisme et l'arbitraire sont aussi impossibles chez les nations chrétiennes, qu'un gouvernement tout à fait libéral est impossible chez les nations païennes. Tout pouvoir qui veut se conserver parmi les Chrétiens doit se dépouiller des attributions illégitimes dont l'adulation l'a revêtu. Tout pouvoir qui veut se maintenir parmi eux doit se modifier d'après les principes et les doctrines du Christianisme. Tout pouvoir qui refuse de se modifier ainsi de lui-même s'expose à être modifié par une action violente qui souvent, au lieu de le modifier, le renverse.

Et c'est là précisément ce que nous voyons arriver aujourd'hui ; c'est là la cause des profondes perturbations qui aujourd'hui bouleversent l'Europe.

Mais, malheureusement, de tant de révolutions, il n'est pas encore sorti une Constitution vraiment Chrétienne et, par suite, vraiment libérale.

L'horrible maxime de l'OMNIPOTENCE DE L'ÉTAT, qui enlève toute personnalité à l'homme, qui absorbe et annule tous les droits du citoyen ; cette maxime, d'origine et de création tout à fait païennes, est encore aujourd'hui même soutenue par les publicistes libéraux. Cette maxime, on la professe chaque jour du haut des tribunes parlementaires, on la défend dans les livres, on la prêche dans les journaux, on l'applique dans la législation, et on la maintient comme règle inviolable de gouvernement, comme principe fondamental de la société.

C'est à l'aide de cette maxime que, même dans les pays soi-disant libres, même de la part des gouvernements libéraux et des Assemblées Législatives, on entend toujours contester au citoyen ses véritables libertés, dénier encore à l'homme les véritables droits de l'homme, et qu'on a établi une espèce de *Communisme politique*, par lequel la liberté est seulement et tout entière dans les mains de l'État, est un privilège, un monopole de l'État, ou plutôt d'une poignée d'ambitieux et d'intrigants qui s'ap-

pellent l'Etat et qui ne font en vérité que dépouiller, opprimer, tyranniser l'Etat.

A l'aide de cette maxime, l'Etat domine la Religion comme la politique ; dispose du Clergé comme de la police ; administre les Provinces et les Communes comme les collèges ; dispense l'enseignement comme les pensions ; tarife les doctrines comme les denrées ; règle les consciences comme les douanes.

Maintenant, qu'importe que le despotisme soit exercé par un seul ou par plusieurs ? par le roi ou par le Parlement ? qu'il soit absolu ou constitutionnel ? Le despotisme, quelque nom qu'il prenne, de quelque couleur qu'il se revête, est toujours le despotisme, et, par conséquent, toujours insupportable pour un peuple chrétien. Entre tous les despotismes même, la pire espèce est le Parlementaire : despotisme d'autant plus insultant et odieux qu'il est imposé au nom de la liberté ; despotisme d'autant plus terrible qu'exercé par les Représentants du peuple, au nom du peuple, il ne laisse pas même l'espérance de s'y soustraire par le moyen de l'appel au peuple et du suffrage du peuple.

C'est pourquoi, même dans les pays constitutionnels où cette maxime du despotisme païen, par une inconcevable contradiction, domine toutes les institutions libérales, l'individu est libre ; mais la Famille, la Commune, la Province, l'Eglise est esclave. Et, encore, l'individu même n'est-il libre que pour ses actions corporelles : car il est esclave par rapport aux doctrines, à la conscience, à la Religion. L'individu est libre, de la liberté de la brute : mais il est esclave relativement à la véritable liberté de l'homme ; il est libre, de la liberté du diable, la liberté du mal ; mais il n'est pas libre, de la liberté du bien, qui est la liberté de Dieu.

On voit donc durer toujours, même dans les Etats Constitutionnels modernes, le mélange de l'élément chrétien, conservé par le peuple, avec l'élément païen, qui inspire encore les faiseurs de lois et de Constitutions. Et c'est l'opposition, l'incompatibilité de ces deux éléments si contraires, dans la même société, qui tient encore les peuples auxquels on a donné une constitution dans l'état de division et de schisme avec eux-mêmes, dans l'état de malaise et d'angoisse inexplicables, et qui ne finira que quand

l'instinct et l'effort du peuple, qui est et veut demeurer chrétien, triomphant des résistances de la force et des sophismes, arrivera à se débarrasser de l'élément païen, et obtiendra un régime vraiment libre et conforme aux principes du Christianisme.

La question ne roule donc point aujourd'hui sur les conditions du Chef suprême de l'Etat, mais sur le caractère de la Constitution. Que le Chef du Pouvoir exécutif soit héréditaire ou électif, temporaire ou à vie, qu'il s'appelle Roi ou Président, Consul ou Empereur, cela est indifférent. La Souveraineté et la liberté du peuple peut également subsister, l'idée démocratique peut également s'incarner, et dans un prince constitutionnel, comme en Belgique, et dans un président, comme aux Etats-Unis. L'essentiel est que la Constitution soit une vérité, et qu'elle émancipe vraiment la Commune et la famille comme l'individu, et qu'elle rende réellement libre du Pouvoir public, non-seulement l'homme civil et politique, mais encore et beaucoup plus l'homme intelligent, l'homme moral, l'homme religieux. Sans cela, comme le démontre l'exemple des petites républiques Espagnoles d'Amérique, le Chef de l'Etat, soit qu'il ceigne une couronne, ou qu'il se couvre d'un bonnet, peut devenir également un despote, un dictateur, un tyran.

En effet, il n'y a point et il ne peut y avoir de véritable liberté politique là où il n'y a point, vis-à-vis du Pouvoir civil, de liberté religieuse. Où la conscience n'est pas libre, la personne non plus ne peut être libre. Où il n'y a point d'indépendance pour les doctrines, il ne peut y avoir de sécurité pour les propriétés. Là où la famille, la commune, la province, l'Eglise est considérée comme mineure et mise en tutelle, l'individu non plus n'est point libre, maître de lui-même. Une fois qu'on a admis le despotisme gouvernemental dans l'ordre religieux, intellectuel, moral, administratif, on ne peut empêcher qu'il ne fasse aussi irruption dans l'ordre politique. C'est pourquoi, dans certains Etats soi-disant libres, tout le système Constitutionnel est une vraie dérision, la Charte est un mensonge, le Parlement une comédie, les élections une imposture, la liberté n'existe qu'en parole : et, en fait, il n'y a qu'oppression et servitude, non-seulement pour l'individu, mais encore pour la nation.

La cause des agitations profondes, des mouvements populaires toujours renaissants aujourd'hui, même dans les Etats devenus récemment Constitutionnels, n'est point, comme on le pense et comme on le dit communément, dans les intentions et dans les efforts d'une poignée de démagogues ennemis de tout ordre et de toute autorité, mais bien dans le vice radical, dans les contradictions palpables que présentent la plupart des Constitutions modernes, chrétiennes à moitié seulement, et, pour l'autre moitié, encore païennes. La Démocratie moderne, au fond, n'aspire qu'à une Constitution vraiment libérale, par rapport surtout à la Religion; n'aspire, peut-être sans y penser, qu'à la réhabilitation des doctrines sociales évangéliques, à l'établissement du droit public chrétien, dans sa perfection.

En voulez-vous encore une dernière preuve ?

La devise politique de la Démocratie moderne est *Liberté, Egalité, Fraternité*. Or, cette devise est empruntée à l'Evangile. L'Evangile est le premier livre où il a été dit la première fois au monde : Que les hommes sont libres par l'Esprit de Dieu, *ubi Spiritus Domini, ibi libertas* (2 Cor. 3); que les hommes doivent s'honorer entre eux comme des égaux, *honore invicem provenientes* (Rom. 12); que les hommes, enfin, doivent se regarder et s'aimer mutuellement comme des frères, *charitate fraternitatis invicem diligentes* (ibid).

De plus, la Liberté est justice, l'Egalité est humilité, la Fraternité est charité. Or, la vraie justice, l'humilité, la charité sont des vertus essentiellement et exclusivement évangéliques. Ces trois paroles donc, Liberté, Egalité, Fraternité, sont le résumé de la morale évangélique, sont tout l'Evangile, dans sa plus simple expression; et, loin d'être antipathiques à l'Eglise, elle les revendique pour elle-même comme création, comme révélation divine, qu'elle seule a découverte au monde, qu'elle seule a consacrée dans le monde, et qu'elle seule a fait pratiquer par le monde.

Tout nous dit donc de la manière la plus éclatante que la cause de la liberté, que l'on discute aujourd'hui en Europe, ici par la parole, là par le fer, et pour laquelle tant d'âmes généreuses ont dernièrement, à Vienne et

ailleurs, donné leur sang et leur vie, est au fond la cause de la vraie Religion, parce que c'est la cause à laquelle est associé le triomphe des doctrines du Christianisme : nous l'avons vu. Voyons maintenant comment à la cause même de la Liberté est attachée l'Indépendance politique de la véritable Eglise.

DEUXIÈME POINT.

L'AMBITION est semblable à la cupidité ; puisque l'ambition est la cupidité du commandement, comme la cupidité est l'ambition de l'or. Comme la cupidité, l'ambition ne dit jamais : c'est assez : au contraire, comme la soif de l'or s'accroît par la possession de l'or, ainsi, par l'usage même du commandement, s'accroît la manie et la fureur du commandement. Plus l'homme domine sur un grand nombre d'hommes, plus il brûle du désir d'étendre sur d'autres hommes sa domination ; et il ne se contente pas de dominer sur les biens et sur la vie de ces hommes, il veut encore dominer sur leur intelligence et leur conscience, sur leur esprit et sur leur cœur. La domination sur l'homme, en tant qu'être corporel, n'a pas de quoi le satisfaire ; cette domination s'exerce sur les animaux et sur les choses. Ce qui séduit, ce qui excite, ce qui repaît l'ambition de l'homme, c'est la domination sur l'homme, en tant qu'être moral et intelligent.

De là, les despotes de tous les temps et de tous les lieux, non satisfaits d'être rois, se sont toujours efforcés de devenir encore pontifes ; non satisfaits de dominer en politique, ils ont voulu dominer encore sur la Religion ; et, le très-grand nombre, même parmi les princes chrétiens, non contents de despotiser dans l'Etat, ont voulu despotiser dans le Temple (1). Non contents d'êtreindre le sceptre, de la même main ensanglantée avec laquelle ils flagellaient les

(1) Les artifices pleins d'iniquité et de malice employés par les Princes, pour usurper la nomination des évêques et la juridiction ecclésiastique ; les luttes terribles soutenues par l'Eglise pendant le cours non interrompu de dix siècles pour maintenir son indépendance, ont été exposées, avec une immense érudition et un style fort et éloquent, par le très-savant Abbé Rosmini, dans son précieux opuscule intitulé : LES PLAIES DE L'EGLISE.

(Note de l'auteur).

peuples, ils ont voulu prendre l'encensoir et la crosse et opprimer l'Eglise.

De là, les usurpations successives, de la part des despotes chrétiens, sur la nomination des évêques, sur la juridiction ecclésiastique, sur l'enseignement religieux, au moyen desquelles ils se sont mis en main toute la Religion et l'ont fait dépendre de leurs caprices et de leurs passions.

Ce despotisme laïque, dans l'ordre religieux, s'est révélé d'une manière particulière, en ces derniers temps, par ses abus et ses excès de tout genre. Le siècle passé n'a été qu'une vaste et infernale conjuration de leurs Majestés Très-Chrétiennes, Très-Fidèles, Catholiques et Apostoliques, contre la juridiction et la liberté de l'Eglise. Ferdinand IV à Naples, Hercule III à Modène, Léopold I en Toscane, Charles III en Espagne, Joseph I en Portugal, Louis XV en France, Joseph II en Allemagne, par leurs lois iniques en matière ecclésiastique, tout en conservant le masque de princes catholiques, dépassèrent de beaucoup la plupart des princes protestants en fait de persécution contre le Catholicisme.

La Révolution de France de 1789 et les occupations militaires qui en furent la conséquence, en renversant de leurs trônes ces gouvernements stupidement sacrilèges, leur imposèrent une certaine réserve dans leur persécution contre l'Eglise. Après avoir rompu avec leurs peuples, ils se gardèrent bien de rompre encore avec le Pape. Sous le poignard des Carbonari, ils se gardèrent bien de s'attirer encore les anathèmes du Vatican; impuissants à dominer le mouvement politique, ils ne voulurent pas accroître leurs embarras en excitant les questions religieuses; ils s'empressèrent donc de se réconcilier avec Rome, et ils affectèrent le Catholicisme, pour couvrir et prolonger leur despotisme.

Mais ce fut seulement une trêve, et non une paix; que les gouvernements catholiques donnèrent à l'Eglise. Ils suspendirent et différèrent seulement, mais n'abandonnèrent point leurs horribles desseins de soustraire leurs peuples à l'Eglise, de dominer l'Eglise.

Le Ministre d'un de ces Monarques catholiques n'a pas rougi de dire, dans un Rescrit du mois d'octobre 1844, ce qu'à peine aurait osé dire un Ministre de la Reine Victoria, papesse de l'Angleterre, ou de Nicolas, pape

de la Russie ; il n'a pas rougi de dire : *Appartenant à S. M. la plénitude de l'autorité dans les choses ecclésiastiques.* Tout le régime religieux des princes catholiques est plus ou moins la traduction en fait de ces horribles paroles ; ils ont usurpé de fait , et de fait exercent la plénitude de l'autorité , plus ou moins impudemment , dans les choses ecclésiastiques , avec la même licence dont ils usent dans les choses civiles.

Partout où l'absolutisme n'eût pas l'audace de proclamer hautement cette horrible et funeste doctrine, qui accorde au prince la suprématie religieuse, qui convertit en Pape le roi ou l'empereur, et qui est la destruction de l'unité de l'Eglise, partout au moins il se montra très-jaloux de la mettre à exécution.

Toute la politique des Cours catholiques n'était que défiance et haine contre Rome. Il était défendu à tout Evêque, à tout Ecclésiastique, sous des peines sévères, d'écrire à Rome sans la permission royale, et aucun papier de Rome, traitât-il de choses de conscience ou de pouvoirs pour absoudre, ne pouvait être reçu, et encore moins avoir son exécution, qu'après l'examen préalable et la permission de l'autorité civile. Tout ce qui venait de Rome était scrupuleusement assujéti à une espèce de quarantaine, comme s'il se fût agi de marchandises provenant de contrées suspectes de renfermer la peste. Le simple voyage de Rome était interdit aux sujets, particulièrement aux sujets autrichiens, à moins qu'ils ne prouvassent, par de coûteux et mensongers certificats, qu'ils venaient y étudier les arts. Je me rappelle que, lors du dernier Jubilé, il fut défendu aux peuples de S. M. Apostolique de venir prier sur le tombeau des Apôtres ; en sorte que l'illustre Eglise d'Autriche fut la seule qui ne fut pas représentée dans cette grande et magnifique réunion de tout l'univers catholique à Rome.

Les ecclésiastiques, en particulier, obtenaient sans difficulté des passeports pour Genève ; mais on leur en refusait absolument pour Rome ; on craignait que par le voyage de Rome, cessant d'être courtisans, ils ne devinssent *papistes*, et qu'ils ne remportassent dans les Etats impériaux les maximes et l'esprit de Rome. Tout cela a

duré jusqu'à nos jours, et continue de durer là où l'Absolutisme est encore debout.

Il n'était permis aux évêques aucun acte de juridiction purement ecclésiastique, aucune fonction pastorale, sinon sous la dépendance du Ministre des Cultes, vrai Vicaire général du Roi Pontife. Jusqu'à la libre imposition des mains était interdite. La prédication évangélique même était sous la censure de la police; il fallait montrer les sermons écrits, et subir qu'on les corrigéât avant de les prononcer. A l'exception de l'institution canonique des Evêques, qui, par un excès d'indulgence, avait été laissée au Pontife, toute l'action ecclésiastique était exercée par le Pouvoir civil. Les peuples catholiques ne tenaient plus que par un fil, très-subtil et très-lâche, à l'unité catholique, et il ne leur restait de Catholicisme que ce que les gouvernements voulaient bien leur en concéder. L'Eglise était servante, était esclave, comme tout le reste et plus que tout le reste. A grand'peine on lui avait laissé la liberté de bénir; mais, non pas déjà celle de prier, puisque la même police qui surveillait les prostituées surveillait le Clergé et réglait la liturgie.

Voilà ce qu'ont été, par rapport à l'Eglise, les gouvernements absolus, dont tant d'insensés déplorent la chute, comme de gouvernements protecteurs de l'Eglise; pendant qu'ils ont été les vrais despotes, les vrais persécuteurs de l'Eglise; ceux qui maintenaient de fait le schisme dans l'Eglise, et qui, s'ils avaient duré quelques années encore, auraient fini par détruire tout-à-fait l'Eglise en Europe.

Mais Dieu a eu pitié de cette belle partie du monde; il a déchaîné le génie des révolutions contre ces gouvernements usurpateurs des droits sacrés de la conscience universelle; et le génie des révolutions, en mettant un frein à leur Absolutisme politique, les a encore, sans coup férir, dépouillés de leur Absolutisme religieux.

Admirez en effet ce qui arrive sous nos yeux. Où l'Eglise Catholique est-elle vraiment libre? Où le Pape est-il Pape véritablement, et exerce-t-il librement son action sanctificatrice des peuples et des nations? Où les **Evêques se réunissent-ils librement en Conciles, et exercent-ils la juridiction ecclésiastique en toute sa plénitude? Où la Parole évangélique, où les associations religieuses**

sont-elles libres ? C'est en Angleterre , en Irlande , en Belgique et dans la République des Etats-Unis ; c'est en un mot dans les contrées où la liberté de la parole , la liberté de la presse , la liberté d'association , la liberté de la conscience , la liberté des cultes , est établie et respectée.

Dans les gouvernements constitutionnels même , qui , fidèles aux traditions despotiques de l'Absolutisme en matière de Religion , après avoir fait du roi un commis du peuple dans l'ordre politique , lui ont maintenu la prérogative usurpée d'agir en Pontife dans l'ordre religieux , en lui laissant la nomination des Evêques et la collation des bénéfices ; dans les gouvernements constitutionnels même , où , par une contradiction révoltante , qui cessera bientôt , tout est libre excepté la Religion et l'Eglise ; dans ces gouvernements , dis-je , nonobstant l'esprit voltairien qui les domine , nonobstant la haine secrète qui les inspire contre l'Eglise , on n'a pu faire moins que de laisser à l'Eglise quelque liberté , d'émanciper en quelque sorte l'Eglise : tant il est vrai que la liberté politique est avantageuse à la Religion !

Dans la France même , les deux dernières révolutions , qui avaient seulement un but politique , n'ont tourné en dernier résultat qu'à l'avantage de la liberté ecclésiastique. L'Eglise , esclave sous l'Absolutisme napoléonien , commença à respirer un souffle d'air libre avec la révolution de 1814. Avec la révolution de 1830 , dégagée encore plus des liens royaux , elle respira plus librement encore ; et aujourd'hui , avec la révolution de 1848 , elle est sur le point de revendiquer entièrement son indépendance et sa liberté.

La Constituante Allemande , composée en majeure partie de protestants , de rationalistes , d'indifférents , n'est assurément pas favorable à l'Eglise Catholique ; elle s'en est au contraire manifestement déclarée l'ennemie ; elle a laissé entrevoir sa tendance arrêtée à la comprimer , à l'assujettir. Mais c'est en vain : en proclamant l'absolue indépendance de la Religion du Pouvoir civil , nonobstant son antipathie , sa rancune contre l'Eglise , elle a émancipé l'Eglise. Et en ce moment même où nous parlons , tous les Evêques catholiques de la généreuse et fidèle Eglise d'Allemagne sont réunis à Wurtzbourg , en concile ,

ce que l'Absolutisme leur avait défendu depuis des siècles, discutent librement des affaires de la Religion, et s'occupent de la grande restauration de la foi, de la morale, de la discipline ecclésiastiques, qui, sous le joug de l'Absolutisme, avaient été presque entièrement détruites.

La même chose arrivera dans notre Italie. La Constituante italienne n'aura, pour premier résultat, que l'émancipation de l'Eglise exclue ou oubliée par les Constitutions récentes. Il est impossible qu'après avoir conquis la part de ses droits dans le gouvernement de l'Etat, le peuple demeure exclu de toute participation aux choses de l'Eglise : il resterait en dehors de l'Eglise et se retournerait contre l'Eglise. Vous verrez donc enlever aux Gouvernements, et selon l'ancienne discipline de l'Eglise, revenir au clergé et au peuple la nomination des pasteurs de l'Eglise (1). Vous verrez l'Eglise, à l'ombre et sous les garanties des nouvelles institutions politiques, entièrement soustraite au joug du pouvoir civil.

Ceux donc qui proclament la Constituante italienne, sans avoir peut-être la moindre intention de servir l'Eglise, sont d'aveugles instruments de Dieu, qui marchent, par des voix cachées à l'homme, à l'accomplissement de ses desseins pleins d'amour sur son Eglise, des ouvriers qui travaillent à l'exécution d'un plan qu'ils ignorent et qui n'est connu que de l'Architecte divin ; plan qui a pour but d'émanciper l'Eglise, de rendre à l'Eglise le trésor précieux, et seul précieux, de sa liberté.

Ces Monarchies absolues, institutions monstrueuses et absurdes, établies sur le principe du Droit Public païen, à la honte des principes du Droit Public chrétien, fondées sur l'usurpation successive de tous les droits d'autrui, sur le mépris de tous les sentiments de la nature et de l'Evangile, sur des conventions arbitraires et injustes, sur le plus brutal et impudent égoïsme ; ces Monarchies absolues qui avaient traité les Etats comme leur propriété, les peuples comme des troupeaux, l'Eglise comme une servante, la Religion comme un instrument de Police ; ces Monar-

(1) Sur la nécessité politique et religieuse qu'il y a aujourd'hui à ce que la nomination des évêques revienne au Clergé et au peuple, voyez la lettre remarquable du célèbre Abbé Rosmini (*sous presse*).

chies absolues qui s'étaient également moquées de la vérité et de la justice, de la conscience et de l'honneur, et avaient tout soumis au joug de la même servitude et de la même oppression ; ces Monarchies absolues, dis-je, avaient toujours compté sans Dieu et sans les Peuples ; ils avaient au contraire toujours fait leurs propres affaires contre les Peuples et contre Dieu. Mais voilà que Dieu et les Peuples se levant tout-à-coup ont dit : « Assez ! » et c'en a été fait. Et tout ce que nous voyons arriver aujourd'hui n'est que l'heure de Dieu, le jugement de Dieu pour punir les abus, les iniquités des Pouvoirs absolus. En sorte que toute l'histoire de nos temps sera un jour résumée en ces redoutables paroles de la Sainte-Ecriture : « Dieu, dans le jour de sa colère, a brisé les sceptres des Rois ; *confregit in die ira suæ reges* (PSAL.). »

Le Sceptre de l'absolutisme s'est brisé dans leurs mains comme un roseau fragile. La Souveraineté politique est descendue de la Maison Royale sur la place publique, des Rois dans le peuple.

Maintenant, soyez bien sûrs que tout cela s'opère pour l'avantage de l'Eglise.

J'accorde que la révolution, loin d'être à son terme, ne fasse que commencer ; que la révolution actuelle en enfantera peut-être beaucoup d'autres dans un récent avenir ; que les bouleversements actuels, déjà si terribles, en produiront peut-être encore de plus terribles et de plus profonds. Mais je suis très-certain, et vous jeunes gens d'élite, espérance de la religion et de la société, vous verrez sûrement que les terribles secousses, qui semblent devoir ruiner jusque dans ses fondements le monde politique et religieux, n'auront pour résultat final que l'émancipation de l'homme du joug despotique de l'homme, dans l'ordre temporel ; et dans l'ordre spirituel, l'émancipation de l'Eglise du pouvoir civil. Et l'Eglise indépendante, cessant de servir de bouclier au despotisme, d'instrument à la tyrannie ; l'Eglise, libre et honorée de la confiance et de l'amour des peuples, travaillera avec succès à restaurer les croyances et la morale évangéliques, premier et solide appui de la vraie liberté, et accomplira sa mission divine de guider l'humanité, par les voies de la justice, de l'ordre et du progrès, à sa perfection et à sa félicité.

La cause de la liberté, pour laquelle les âmes généreuses que nous honorons aujourd'hui ont versé leur sang, est donc la cause de la Religion, parce que la liberté politique produira l'indépendance de la véritable Eglise.

Mais, disent nos adversaires dans leur malice ou leur illusion, mais en présence des scandales de tout genre dont nous sommes témoins, en présence de l'incrédulité et du libertinage qui triomphent aujourd'hui sur les ruines de la Religion, au nom et à la faveur de la liberté, comment peut-on affirmer que la cause de la liberté soit la cause de la Religion? Et ne doit-on pas craindre au contraire que, les choses continuant d'aller ainsi, et tout frein enlevé désormais à l'intempérance des croyances et à la licence des œuvres, la Religion ne périsse en Europe sous les coups de la liberté? Mais non, non, ne craignez pas, âmes pieuses auxquelles un zèle sincère inspire ces appréhensions et ces plaintes. Non, non, la chose n'est point et ne sera point ainsi. Tout au contraire, la liberté fera reflourir de nouveau la foi et la morale chrétiennes, et pour cette raison encore, la cause de la liberté est la cause de la Religion; c'est ce qui nous reste à examiner en dernier lieu.

TROISIÈME POINT.

Premièrement les excès que l'Obscurantisme ou le vrai zèle déplore et que, comme homme, comme catholique et comme ecclésiastique, je déplore moi-même, n'ont été jusqu'à présent que des exceptions, des anomalies du mouvement libéral; mais ce mouvement, dans son ensemble, ne peut, sans calomnie, être dit anti-chrétien et immoral. Peut-être eût-il été tel, si la Religion y fût demeurée étrangère. Mais puisque l'Eglise, ne pouvant ni le prévenir ni l'arrêter, parut dans le principe s'être mise à sa tête pour le diriger et le sanctifier; de voltairien qu'il eût été, comme il le fut en France à la fin du siècle passé, il est au contraire de nos jours devenu chrétien,

Et puis, dans les grandes commotions politiques est-il jamais possible de prévenir, d'empêcher tout excès? Et puis se peut-il nier que les peuples émus, agités, ont en général montré une grande vertu avec un bon sens exquis,

et que, à part de très-rares exceptions, ils ont respecté l'ordre et la loi, la vie et la propriété, la royauté et la Religion ?

Puisque les peuples ont été opprimés au nom des droits monarchiques et des doctrines de la Religion ; loin de trouver étrange que quelques désordres aient accompagné les révolutions modernes, nous devons au contraire demeurer surpris que, dans l'enthousiasme de la liberté reconquise, les peuples aient respecté l'autel et le trône, qu'ils étaient accoutumés à considérer comme deux instruments de la même tyrannie du Pouvoir et de leur esclavage.

Observez encore, je vous prie, que personne ne devient tout d'un trait ni grand saint ni grand scélérat : *nemo repente fit summus* ; et que ce n'est qu'avec le temps, et par degré, que l'on parvient au sommet de la vertu ou que l'on descend dans l'abîme du vice et de l'incrédulité. Or, le mouvement libéral, dans sa manifestation publique, ne date que d'hier. Si donc vous avez observé au milieu de lui des âmes perdues, des monstres, comme vous les appelez, d'irréligion et de libertinage, ils étaient déjà tels depuis bien des années. Le mouvement libéral les a découverts, mais ce n'est pas lui qui les a formés. Dire que le mouvement libéral a formé les incrédules et les libertins dont l'existence nous afflige, est aussi injuste et absurde que d'accuser le chirurgien qui ouvrirait un abcès d'avoir produit le sang corrompu et la sanie qui en sortent. L'irréligion et le libertinage existaient donc déjà depuis plusieurs années dans le corps social, et, pareils à ces tumeurs froides qu'on distingue difficilement, se glissaient sous les apparences d'une piété hypocrite et d'une morale menteuse, en corrompant toute la masse du peuple chrétien. Et malheur à l'Europe, si l'Absolutisme politique et religieux eût duré vingt années encore ! Il ne serait peut-être pas demeuré en Europe vestige de croyance et de morale chrétienne ! Gâtée, corrompue jusque dans la moëlle des os, la société européenne serait tombée en gangrène et en dissolution. Dieu en a eu compassion ; et il a permis, il a même visiblement dirigé tout ce que nous voyons aujourd'hui, et qui n'est autre chose qu'une douloureuse opération chirurgicale à laquelle est soumis le corps social. Oui, la société souffre excessivement, et elle craint de succomber à cette terrible opération. Mais quel est le

corps qui ne souffre pas, qui n'est pas en péril de mort sous le fer opérateur? Nous sommes consternés, confondus à la vue de quelque scandale qui s'offre à notre regard. Mais est-il possible d'ouvrir un abcès, sans que, ce qui en sort, n'émeuve les entrailles et ne fasse détourner la vue à quiconque en est témoin?

Et comme la corruption des humeurs qu'une main habile extrait avec le fer est le salut du corps; ainsi les opinions irréligieuses, les honteux sentiments, que le mouvement actuel a mis à la lumière du jour, seront le salut de la société.

Je ne vous dis point assurément que demain tout sera terminé. Des tumeurs gangrenées, des affections chroniques ne se guérissent point en quelques jours et par une seule opération. Peut-être la Providence divine nous réserve-t-elle à des secousses encore plus violentes. Peut-être la Religion et la Morale chrétienne auront encore de nouvelles pertes à subir, de nouveaux scandales à déplorer; surtout si le Clergé ne se hâte de prendre part au mouvement pour le diriger et pour le tempérer.

Mais j'ai la conviction intime que cette infirmité morale, dont les plus terribles symptômes annoncent que la société européenne est affectée, n'est point l'avant-coureur de la mort; et que sa cure, que prépare et opère le divin médecin, fera un jour resplendir la sagesse, la miséricorde et la gloire de Dieu: *infirmitas hæc non est ad mortem, sed pro gloria Dei.* (Joan.) J'ai la conviction intime que le mouvement actuel qui semble obscurcir la foi, corrompre la morale, affaiblir l'Eglise, rendra, au contraire, la foi plus éclatante et plus vive, la morale plus pure, l'Eglise plus forte, et sauvera en Europe la religion au moyen de la liberté.

En troisième lieu, c'est une erreur, fihe de l'ignorance ou de l'irréflexion, de croire que l'absolutisme soit le tuteur de la foi et de la morale, le soutien et l'appui de la religion véritable. Le contraire nous est démontré par l'Histoire.

Henri VIII et Jacques I^{er} commencèrent par se déclarer indépendants de la Constitution, et du Parlement; proclamèrent leur Pouvoir comme dérivé immédiatement de Dieu, et par conséquent placé hors l'atteinte de toute censure humaine; s'érigèrent en souverains absolus; et c'est

ainsi seulement qu'ils purent décatholiciser l'Angleterre. Mais parce qu'ils ne réussirent point en Irlande, à cause de la résistance qu'ils y rencontrèrent, à annuler également le parlement et l'antique constitution, ils ne purent lui enlever le Catholicisme ; en sorte que la Religion Catholique ne s'est sauvée en Irlande que sous la tutelle des institutions libérales.

Les princes d'Allemagne employèrent le même moyen pour détruire la Religion Catholique dans leurs Etats : c'est-à-dire qu'ils se constituèrent souverains absolus dans l'ordre politique, et Pontifes dans l'ordre religieux. Ainsi, de même que ce fut l'Absolutisme qui créa les différents systèmes d'idolâtrie dans le monde païen ; de même ç'a été également l'Absolutisme qui a protégé et propagé les hérésies dans le monde chrétien, et l'histoire de toutes les hérésies modernes nous montre qu'elles sont nées, se sont développées et établies à l'ombre de l'Absolutisme et sur les ruines des libertés constitutionnelles.

La philosophie libertine et impie du XVIII^e siècle ne s'est répandue en France qu'à la faveur du Régent, Philippe d'Orléans, et de la Cour de Louis XV, qui avaient détruit, jusqu'à leur dernier vestige, la Constitution du royaume et la liberté du Peuple. Le palais de ce honteux monarque était le théâtre de l'irrégion et du libertinage, où toutes les erreurs, unies à tous les vices, trouvèrent protection et appui. D'ignobles prostituées s'y jouaient de la couronne de Saint-Louis ; en sorte que cette couronne était tombée dans la boue avant qu'elle ne fût jetée et perdue dans le sang. De ce palais royal, changé en sérail de despotisme musulman, s'écoula ce torrent fangeux de l'incrédulité et de l'impudicité, qui, après avoir corrompu la France, se déversa ensuite par toute l'Europe pour la corrompre ; et dans toute l'Europe aussi l'incrédulité et l'impudicité ne se sont répandues et établies qu'à l'ombre du pouvoir absolu.

Jusqu'à nos jours, les gouvernements absolus, abjurant la politique chrétienne, n'ont régné que par la politique du Coran.

Leur étude la plus constante et la plus commune, en ces derniers temps, a été celle de corrompre les peuples, de détruire chez eux la conscience et l'intelligence, d'y éteindre, avec la science, tout sentiment de probité, d'hon-

neur et de Religion, de les amener à l'état de brute ou de matière : parce que la matière se manipule comme on veut, et la brute se laisse mettre à la chaîne plus facilement que l'homme.

A cet effet, pendant que d'une part ils entravaient le développement et la culture de l'intelligence, ils encourageaient de l'autre le libertinage et la prostitution. Servir et Payer, voilà les deux seuls articles auxquels ils avaient réduit toute la morale et toute la Religion ; voilà ce à quoi ils avaient restreint tous les devoirs sociaux. Quand on était en règle avec les percepteurs et avec la police, il était permis du reste de croire ce qu'il plaisait, et de vivre comme l'on croyait.

La Religion, surveillée avec un soin extrême, afin qu'elle ne vint point importunément réveiller dans le cœur des peuples le sentiment de leur dignité et de leur indépendance, était invoquée seulement comme auxiliaire pour défendre le despotisme, comme complice pour le favoriser, comme espion pour le renseigner, comme sanction divine pour le protéger. Le Clergé de cour était préféré au Clergé populaire ; le Prêtre zélé se voyait ravir les dignités de l'Eglise par le Prêtre adulateur.

Aucune action honteuse n'était un délit, aucun délit n'était une infamie. Des voleurs publics convaincus de s'être amassé des fortunes fabuleuses par la vente des emplois, par le trafic de la Justice, par l'impunité accordée au délit ; des concubinaires publics, des adultères éhontés, de vieux sectaires convertis par l'ambition et par l'intérêt à la cause de l'Absolutisme, des incrédules effrontés, des athées manifestes, des caractères détestables, d'horribles natures, des hommes profondément corrompus, qui se riaient en public de toute morale et de toute Religion, coupables de tous les méfaits et de toutes les infamies, qui dans les Gouvernements les moins scrupuleux auraient été interdits de tous les droits civils ou relégués aux bagnes, exposés au carcan, marqués par le fer ou pendus aux gibets, occupaient les plus importantes charges des Etats ; la nullité était du mérite, l'infamie de l'honneur, le délit de la vertu, la lâcheté du courage, le servilisme de la dévotion, l'hypocrisie de la piété ; l'adulation à tous les caprices du Despotisme était décorée du nom de fidélité ; la carrière des emplois ouverte seulement

au favoritisme, les pensions réservées à l'espionnage, les décorations au déshonneur ; et l'incrédulité, le sacrilège, le vol et le libertinage étaient devenus presque exclusivement les titres à la confiance et à la faveur du souverain. Pendant que les hommes de talent et de cœur, les âmes indépendantes, les caractères nobles et généreux, les honnêtes citoyens, coupables seulement de ne pouvoir supporter en silence l'oppression, de laisser percer au dehors les frémissements et l'indignation d'un cœur souffrant et courroucé, étaient regardés avec défiance, espionnés avec attention, persécutés avec acharnement, jugés avec injustice, punis avec une rigueur extrême

Par ces machinations, que le génie du mal pouvait seul inspirer, par ces horribles moyens, par ces exemples détestables, capables de corrompre le peuple le plus moral et le plus religieux, les Gouvernements croyaient avoir atteint le but ténébreux de dominer en paix des peuples chrétiens. C'est ainsi que l'Homme-Pouvoir a traité l'Homme-Sujet, qui lui est semblable par nature ; l'homme qui, sujet ou pauvre, est toujours une chose noble et sacrée que le Christianisme a divinisée, et que Dieu même, qui en est le Créateur et le Maître, respecte comme son image, regarde comme son enfant, son frère, son ami, et traite avec la plus grande révérence, selon que nous l'atteste l'Écriture, *cum magna reverentia disponis nos* (SAP).

Comprenons donc bien cette vérité historique. A partir du siècle passé, toutes les institutions libérales étaient détruites en Europe. L'Absolutisme régna et jusqu'à hier il régnait partout. L'incrédulité et le libertinage que ce siècle a conçus et transmis au nôtre et qui se sont propagés et accrûs ; les scandales sur lesquels la Religion s'afflige aujourd'hui, sont tous l'œuvre et la création du despotisme. C'est lui qui, en ces derniers temps, a affaibli la foi et perverti les mœurs ; et loin que l'on puisse attribuer à la liberté ces désordres de l'ordre religieux et moral, ils ne cesseront et ne seront réparés que par le moyen de la liberté.

L'horrible système de machiavélisme atroce dont j'ai parlé jusqu'ici, et qui consiste à corrompre pour énerver, à diviser pour opprimer, à obscurcir les intelligences pour les dominer plus facilement, l'Absolutisme autrichien est celui qui l'a exercé avec une astuce, avec une persévérance

infernale. Empêcher sévèrement la lecture des livres et des journaux religieux dans les différents États, et laisser l'entrée libre à toutes les productions du génie de l'incrédulité et de la dissolution capables de corrompre les mœurs du peuple et d'affaiblir sa foi ; protéger le schisme, encourager le Rationalisme, se servir du Clergé, qu'on appelait *la bande noire*, de concert avec la milice, dite *la bande blanche*, comme instrument de despotisme sous les ordres de la même police ; avilir la Religion catholique dans ses institutions et dans son chef (1) ; réveiller les rivalités des races, et allumer la guerre entre des peuples frères ; exciter les paysans à se précipiter comme des chiens affamés sur les propriétaires, et payer dix florins chaque tête de ces derniers ; jeter le trouble dans les esprits, et les faire se perdre dans le tourbillon perpétuel des danses, des spectacles corrupteurs ; faire de Vienne le centre des intérêts matériels et le temple de la volupté : telle a été la politique Autrichienne jusqu'à nos jours et sous nos yeux en Allemagne et en Italie. Quelle merveille donc que cette politique ait provoqué de la part du peuple une réaction violente ?

Ce vaste empire avait reçu de la Providence une mission sublime, s'il avait su la comprendre : celle non-seulement de défendre l'Eglise catholique, mais de s'incarner en quelque sorte en elle, et, d'accord avec elle, de conduire les peuples de l'Europe à la conquête d'une sage liberté.

Mais il s'est jeté dans une voie opposée. Au lieu de s'unir à l'Eglise, comme à une alliée, il l'a tourmentée, persécutée comme une ennemie. Au Congrès de Vienne, l'hérétique Angleterre et la Russie schismatique durent prendre la défense de l'intégrité des domaines de l'Eglise contre les usurpations et l'avidité de l'Autriche. Au lieu de donner de nouvelles garanties constitutionnelles à ses peuples, il les a dépouillés successivement de celles qu'ils possédaient autrefois. Au lieu de montrer du zèle pour le maintien de l'héroïque Pologne, boulevard puissant du Catholicisme et de la civilisation contre le schisme Russe

(1) En confirmation de tout ce qui est dit ici touchant les persécutions de l'Autriche contre l'Eglise et son Chef, qu'on lise le bel article du zélé et savant Abbé Zanelli, article que l'on a cru devoir reproduire à la fin du livre. (Voir page 75).

(Note de l'auteur).

au Nord, et au Sud contre la barbarie musulmane, il a pris part à son inique partage. Au lieu de favoriser les libertés publiques dans les pays voisins, il a fait une défense absolue aux princes d'Italie et d'Allemagne d'établir dans leurs états des formes constitutionnelles.

Il n'est donc aucunement étrange qu'un empire, qui plus qu'aucun autre a mérité le titre de Bas-Empire, pour les turpitudes et pour les perfidies où il était descendu, soit aujourd'hui dans un état de dissolution complète, soit comme écroulé et détruit ! Telle est la peine à laquelle sont sujets les empires comme les individus, infidèles à la mission providentielle qu'ils ont reçue du ciel.

Grand événement cependant ! un édifice qui paraissait si fort, environné d'armées si nombreuses, est tombé ! Une Puissance si formidable a été brisée au mois de Mars passé, par les efforts de quelques jeunes gens sortis du collège ; et le dominateur de tant de peuples a dû céder aux vœux d'un seul peuple, recevoir de lui la loi qu'il avait coutume d'imposer, lui reconnaître ses droits et stipuler sa liberté.

Mais le parti réactionnaire, héritier des funestes traditions d'un Kaunitz, et complice de la politique infernale de ce fameux homme d'Etat, qui n'a pas rougi de terminer sa longue carrière par le massacre de la Gallicie, et de descendre dans le sépulcre les mains teintes de sang ; le parti réactionnaire, dis-je, se releva bientôt pour reprendre le terrain et le pouvoir qu'il avait perdus. Egalement ennemi du misérable empereur qu'il a trahi, et du peuple qu'il a opprimé, ce parti entraîne la main débile d'un souverain qui n'était pas fait pour tenir le sceptre à reprendre en secret ce qu'il avait solennellement accordé ; à combattre l'assemblée constituante qu'il avait convoquée ; à nier les libertés publiques qu'il avait concédées ; à détruire la constitution qu'il avait établie ; à relever l'absolutisme proscrit ; à faire la guerre à ses sujets qu'il appelait hypocritement ses fils ; à parler en père et agir en tyran.

Tant de perfidie, unie à tant d'hypocrisie, souleva d'indignation le brave peuple de Vienne ; et, non point une poignée de factieux, mais une population tout entière d'un demi million d'hommes, en compagnie de la garde citoyenne, ayant à sa tête le Corps municipal, les Représ-

sentants de la nation, et les ministres eux-mêmes de la souveraineté parjure, se leva comme un seul homme pour venger la foi violée, les serments trahis. Elle combattit en dedans et au dehors de la cité reine, avec un courage et un enthousiasme dont l'histoire des guerres des peuples opprimés nous offre bien peu d'exemples. Six mille jeunes gens, composant le Corps Universitaire, après avoir combattu en braves, sont tous tombés en héros. Tout le peuple, au lieu de céder aux exigences iniques du despotisme, a supporté la faim, l'incendie, les massacres, avec une résignation invincible, et a plusieurs fois repoussé avec un courage de lion les féroces satellites du Pouvoir oppresseur.

Vienne a fini par succomber ; mais après huit jours d'une résistance acharnée ; mais en présence d'une armée formidable de cent vingt mille hommes, mais sous le poids de tous les moyens de destruction que la science a inventés et que la barbarie a mis en œuvre avec une fureur infernale ; mais dans sa chute il a écrasé son vainqueur. Un trône qui repose sur les baïonnettes et les canons ne peut avoir de durée. Le bombardement et l'incendie de Vienne, c'est la déchéance de l'empereur et la destruction de l'empire.

Eh bien ! c'est la glorieuse mémoire de ces braves, tombés pour la liberté sous le fer et le feu cruel d'une réaction aussi impie qu'insensée, que nous honorons ici aujourd'hui par une cérémonie religieuse.

Mais quoi ? ces hommes ne furent-ils pas des sujets insurgés contre le pouvoir légitime ? ne furent-ils pas parjures, ne furent-ils pas rebelles, condamnés également et par le droit public et par la Religion ? Non, non, il n'en est point ainsi. La parole *insurrection* n'est point synonyme de *rébellion*. Dieu même, dans les Saintes Ecritures, fit sentir au roi Roboam, que, dans les demandes légitimes et justes, le Pouvoir doit commencer non-seulement par descendre au peuple, mais par le servir et lui obéir, pour en être obéi et servi : *quod si obedieris populo huic et servieris ei, erunt tibi servi* (3. Reg.). La souveraineté politique, dont le premier principe, la première raison est en Dieu et vient de Dieu, réside dans le peuple. Non point en ce sens que, selon la doctrine protestante de Jurieu et de Rousseau, tout citoyen est souverain ; mais

en ce sens que, selon la doctrine de saint Chrysostôme, de saint Thomas, de Bellarmin et de Suarez, la Communauté parfaite, l'État constitué l'a reçue immédiatement de Dieu : *Principatus Politicus soli Communitati perfecte immediate a Deo tribuitur* (Suarez). C'est pourquoi la communauté ou le peuple la confère, avec les conditions qui lui plaisent, et la reprend quand l'Homme-Pouvoir la convertit en instrument d'oppression contre le peuple duquel il l'a reçue.

Assurément que quelques scélérats, dans l'intérêt de leur ambition ou de leur cupidité, conspirent contre le Pouvoir public, légitimé par le vote libre et par l'adhésion du peuple, tentent de le renverser par les intrigues ou le combattent par les armes, ces gens s'insurgent contre le droit du peuple, et peuvent être appelés avec raison *factieux* et rebelles.

Mais donner le même titre, au nom de la Religion, à un peuple entier qui se soulève contre un Pouvoir oppresseur, à la Communauté qui exerce un droit naturel, inaliénable, légitime et sacré, c'est montrer une profonde ignorance de la science sociale, et abuser bien scandaleusement de la Religion.

Ce n'est donc point à la révolte que nous applaudissons, mais au droit, à l'héroïsme, au courage, en venant offrir le suffrage de nos prières pour les âmes des braves qui sont morts en combattant dans la cité de Vienne.

Mais pourquoi nous, Italiens, mettons-nous un si grand intérêt à prier pour la paix et le repos des âmes des morts d'une nation étrangère? Peut-être parce que tous les peuples aujourd'hui sont frères; parce que les intérêts sont communs entre eux, et que tout peuple qui revendique sa liberté est un auxiliaire puissant pour la conquête de la liberté des autres? Oui, ces raisons sont vraies, ces titres sont réels. Mais à toutes ces raisons si nobles, il faut en ajouter une autre qui les élève et les consacre toutes. A ces titres si précieux, qu'ils ont à la reconnaissance de nous tous comme citoyens, il faut en ajouter un autre qu'ils ont à la piété de nous tous comme chrétiens; et la raison en est qu'en combattant et en mourant pour les libertés de la patrie, ils ont combattu et sont morts aussi pour l'avantage de la Religion catholique.

Je reconnais que l'amour de la patrie et de la liberté inspire l'intrepidité nécessaire pour affronter la mort. Je

reconnais que le mérite et la gloire d'une mort pour une si noble cause ravit, enflamme les âmes généreuses et en obtient les plus grands sacrifices.

Mais pardonnez : quelque grande que soit la force et la magie des paroles sacrées de *liberté* et *patrie*, ce motif purement politique, ces intérêts précieux, mais purement temporels et fugitifs, ne suffisent point à expliquer le nouveau et sublime phénomène que nous voyons de nos yeux, de l'héroïsme devenu aujourd'hui si commun et si populaire dans toute classe, dans tout âge, dans tout sexe, pour combattre l'Absolutisme. Quelque chose de plus noble et de plus précieux s'agite aujourd'hui au profond des âmes, qui réveille en elles les sentiments les plus élevés, redouble leurs forces et leur persuade l'héroïsme. Et cette *autre cause*, si vous ne la connaissez pas, c'est l'intérêt religieux et humanitaire. Oui, dans la guerre si implacable qui se fait aujourd'hui au despotisme, à l'intérêt du foyer vient s'unir encore l'intérêt de l'autel. Aujourd'hui l'on combat, comme dans les temps anciens, *pro aris et focis*. Et c'est pour cela précisément que la guerre actuelle présente les prodiges que nous voyons d'une héroïque valeur et d'une fureur désespérée. J'admets qu'un très-grand nombre des braves guerriers de la liberté n'ont peut-être pas présent à l'esprit l'intérêt de la religion et de l'humanité. Mais, s'ils n'ont point dans l'esprit l'idée religieuse et humanitaire, ils n'en ont pas moins le sentiment dans le cœur. Ils obéissent, sans le savoir, à un noble instinct. Croyant ne combattre que pour le triomphe de la liberté contre le despotisme, ils combattent, sans s'en douter, pour le triomphe du principe chrétien contre le principe païen, parce que la liberté est de nature et d'origine chrétienne, et le despotisme est une création païenne. Ils combattent pour la liberté, l'égalité, la fraternité, qui sont le but chrétien ou aspirent invinciblement les vœux et les besoins de la société humaine. Ils combattent pour la destruction d'odieus privilèges au moyen desquels, en tant de pays chrétiens, on perpétue encore l'empire du paganisme. Ils combattent pour la transformation secrète, concourent au travail caché par lesquels l'humanité, en se pénétrant toujours de plus en plus de l'élément évangélique, dans ses idées et dans ses institutions, s'élève à un état politi-

que plus conforme aux lois divines et se rapproche du modèle de toute perfection.

Il est donc très-évident que la cause de la liberté est la cause des principes de la Religion, de l'indépendance de la Religion, des croyances et de la morale de la Religion, de la cause de la Religion en un mot; et que les hommes généreux, et pour les âmes desquels nous accordons nos suffrages et dont nous honorons les noms, en mourant pour la cause de la liberté, sont morts aussi pour la cause de la Religion.

Nous unissant donc à la Religion qui accueille dans son sein les âmes, qui couvre de son manteau et conserve les ossements des véritables chrétiens, comme une tendre mère veille au côté de ses petits enfants endormis; nous unissant, dis-je, à la Religion, afin d'en faire descendre, pour le soulagement des âmes de nos frères trépassés, l'efficacité de la prière, le prix infini du Sacrifice des siècles, animons-nous de leur mémoire, inspirons-nous de leur courage, pour les luttes qui peut-être nous restent à soutenir encore pour la même cause dans notre Italie, pour le triomphe de son indépendance, auquel est attaché le triomphe de la vraie Religion.

En dernier lieu, Messieurs, comprenez bien qu'il ne faut pas confondre le mouvement actuel de l'Europe avec une de ces commotions politiques qui de temps à autre agitent un Etat particulier. Il s'agit aujourd'hui d'une chose bien autrement vaste, grande et importante. Il s'agit de former de tous les citoyens un peuple de frères. Il s'agit de les unir tous ensemble par un lien de justice et de charité qui, sans dépouiller les uns de leur bien-être, facilite et assure aux autres les moyens de vivre. Il s'agit d'effacer toute distinction injuste entre les classes de la même société. Tel est le sens de l'idée démocratique, qui, proclamée en France, agite l'Italie, fait frémir l'Allemagne et travaille l'Europe tout entière.

Or, cette idée, nous l'avons vu, est une idée essentiellement religieuse, exclusivement chrétienne, et c'est cela même qui constitue sa force. Si donc on la sépare de l'ordre éternel, si on la restreint à l'ordre temporel, patrie fugitive des corps, on la dépouille de son caractère surnaturel, divin, on lui enlève sa force, on la rend vaine, on la rapetisse, on la dégrade.

Rappelez-vous que les grandes transformations sociales ne s'opèrent bien que sous l'inspiration d'une idée et d'un sentiment religieux, qui, comme toute civilisation que la Religion n'inspire point, est fautive et finit dans la corruption ; ainsi tout mouvement politique que la Religion ne dirige point produit le désordre et expire dans le sang ; que la Religion est la greffe précieuse qui enlève à l'arbre de la liberté ses propriétés sauvages ; que la Religion véritable sanctifie tout ce qu'elle touche, harmonise tout ce qui est désordonné, prévient tout trouble, réprime tout excès ; et ainsi elle seule rend possible l'établissement et la durée de libertés plus larges. Si vous faites disparaître la Religion, l'engagement de servir l'Etat dégénère en ambition de le dominer ; les associations libres deviennent des factions ; le gouvernement se change en dictature, le Pouvoir en tyrannie, la sujétion en servage ; et la Démocratie, devenue la pire de toutes les formes sociales, n'est qu'un immense péril d'anarchie, une menace continuelle contre toutes les existences et toutes les propriétés.

Si on veut donc que la Démocratie, à laquelle tend la société moderne, ait stabilité et durée, quel que soit le Chef qu'on lui assigne, électif ou héréditaire, il faut toujours lui donner la Religion pour base ; il faut la fortifier des instincts les plus nobles, des inspirations les plus pures qui découlent des croyances chrétiennes. Il faut faire en sorte que les peuples s'enflamment d'amour pour elle, en la voyant environnée de l'auréole divine de l'Évangile ; qu'ils soient ravis par ses charmes, en y voyant imprimé le doux nom de Jésus-Christ, et l'emblème de l'immortalité. Et parce que la Religion véritable se conserve et s'applique par l'Église, il est nécessaire d'unir, d'harmoniser le régime démocratique avec l'Église.

Mais comment, direz-vous, comment peut-on avoir confiance dans l'Église, pour le triomphe de l'idée démocratique, que l'Église semble aujourd'hui avoir abandonnée ? Écoutez-moi sur ce point. Je n'entends point justifier ce sur quoi je ne sais, pour mon compte, que gémir et rougir ; mais j'oserai encore moins condamner ce qu'il ne m'est pas donné de comprendre. Pourtant, ami sincère du peuple, avocat zélé de la cause du peuple, qui est la cause de la Religion, et que j'ai toujours défendue, et je m'en

fais gloire, au péril d'encourir de grandes et redoutables inimitiés, il me semble que j'ai droit de demander et l'espérance d'obtenir quelque chose du peuple.

Voici donc ce que je vous demande, ô Romains, mes chers amis et frères.

Je demande de votre patriotisme que dans les moments suprêmes où se trouvent aujourd'hui Rome et la patrie commune, l'Italie, vous vous gardiez d'attirer, par des résolutions précipitées et téméraires, sur Rome et sur l'Italie, d'horribles désastres capables de compromettre, pour bien des années encore, leur nationalité et leur indépendance.

Je demande de votre sagesse que vous vous groupiez autour de ces hommes courageux, désintéressés, loyaux, dignes de la confiance commune, que votre choix et l'approbation du souverain ont mis à la tête du gouvernement, pour les soutenir dans la position difficile où les a fait entrer le seul amour de la patrie.

Je demande de votre justice l'union, la conservation de l'ordre, la tolérance et la liberté sincère pour toutes les opinions.

Je demande de votre religion le respect pour les personnes et pour les choses sacrées.

Je demande de votre honneur que vous conserviez toujours le calme majestueux de votre maintien, et que vous vous gardiez, par des actes indignes de votre nom, de contrister le monde chrétien, qui en ce moment tient fixé sur vous un regard attentif et sévère.

Je demande de votre générosité que vous vous rappeliez toujours d'où est sortie la grande parole, la parole miraculeuse et puissante qui a réveillé l'Italie de son sommeil et l'a fait revivre.

Je demande de votre reconnaissance que vous n'oublierez jamais à qui nous devons d'avoir pu aujourd'hui, en ce saint lieu, moi parler et vous entendre un langage de liberté (1).

(1) A ces paroles l'Auditeur répondit tout à coup comme un auditoire romain devait et pouvait seul répondre. Les larmes s'échappèrent de tous les yeux; les visages les plus fermes et les plus fiers apparurent émus de la même émotion dont l'Orateur se montra profondément pénétré. Le sentiment de la reconnaissance se traduisit encore en paroles d'approbation unanime. Oh ! comme nous aurions désiré voir présents à cette scène les injustes détracteurs du peuple romain ! Ils

Je demande..... Mais à quoi servent tant de paroles. Je vous demande une seule chose, ô Romains, et c'est que vous vous rappeliez que vous êtes Romains, que vous soyez toujours Romains, que vous soyez toujours ce que vous avez été jusqu'à présent, le peuple modèle, digne de la liberté et de l'admiration du monde.

Quant à l'Eglise, je n'aime point, je déteste cette politique amère, rétrograde, chagrine, qui se plaît à exagérer les maux présents et à répandre sur eux des larmes mensongères, et à voiler l'espérance des biens à venir. Quant à l'Eglise, je suis certain que Dieu, qui se sert de toutes les mains pour accomplir son œuvre, fera tourner à l'avantage du peuple, de la liberté et de la Religion, le grand fait même d'où il semblerait résulter qu'elle a déserté aujourd'hui la cause de la liberté du peuple. Je suis certain que cette désertion est seulement apparente et sera passagère, et que l'Eglise finira de comprendre (1) que, comme le peuple séparé du Clergé ne devient point plus sage, de même le Clergé séparé du peuple ne gagne point en sécurité; que comme le peuple, s'il ne marche point avec le Clergé, court au précipice, de même le Clergé, s'il ne marche point avec le peuple, sera écrasé par le peuple. Je suis certain que l'Eglise, nous la retrouverons au besoin, qu'elle marchera avec nous et parmi nous; et qu'elle accomplira ce grand événement qu'une autre fois déjà j'ai eu occasion de vous annoncer en ce lieu, à savoir: que l'Eglise se retournera avec un tendre amour vers la DÉMOCRATIE, comme une autre fois elle se tourna vers la barbarie; marquera du signe de la croix cette Héroïne sauvage, la fera sainte et glorieuse; lui dira: RÈGNE! et elle régnera.

auraient connu par le fait même combien ce peuple sent noblement et s'il mérite le titre d'ingrat!

(Note de l'auteur.)

(1) De tout le contexte, il est facile de voir le sens dans lequel l'auteur prend ici le mot *Eglise*. De plus, si *l'Eglise finira de comprendre*, elle comprend donc *déjà*; et c'est par l'esprit de Dieu qui l'illumine qu'elle comprend *maintenant* et qu'elle finira de comprendre. Tout cela pour calmer la conscience trop délicate de certains qui ont cru pouvoir critiquer ce passage; chacun voit avec quelle intelligence et justice!

(Note de l'auteur.)

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

Page 29. (Note de l'auteur.)

Voici, jusqu'à confirmation, ce qu'il nous a été donné de savoir sur le départ du Saint-Père de Rome.

Pie IX n'avait pas la moindre pensée de s'éloigner de Rome ; c'est l'intrigue absolutiste qui la lui a inspirée, en lui faisant croire qu'il n'y avait plus à Rome de sûreté ni pour la personne ni pour la dignité du Chef de l'Eglise.

Une certaine diplomatie tenait à avoir dans ses mains le Pontife, pour en tirer profit dans un intérêt purement politique. Mais, comme cet intérêt n'était pas identique pour tous les diplomates, les uns voulaient entraîner Pie IX vers le midi, les autres vers le nord. Les plus rusés l'emportèrent. Le Pape devait prendre une voiture, et il se trouva, sans le savoir, dans une autre. Il devait aller du côté de Civita-Vecchia, et il fut entraîné du côté de Gaëte. On le fit sortir de Rome par la porte Majenne, et on lui fit suivre les remparts jusqu'à la porte Saint-Jean. Le postillon entendit qu'on se disputait vivement dans l'intérieur de la voiture ; on voulut acheter son silence par un pourboire de dix écus.

A Civita-Vecchia, grand désappointement, parce que le Pape ne s'y trouvait pas à l'heure dite. A Gaëte, le Pape a lui-même déclaré publiquement qu'il n'avait pas eu d'abord l'intention de s'y rendre. A présent, ceux qui comptaient l'avoir chez eux le réclament, et menacent de faire usage de la force. Mais le parti austro-absolutiste ne le lâchera pas si facilement.

La captivité de Pie IX à Gaëte est sans doute plus splendide que celle de Pie VII à Fontainebleau, mais il n'y est ni plus libre, ni plus en sûreté. La manière insultante avec laquelle on a repoussé la Députation composée de Membres des Chambres législatives et de la Municipalité de Rome, ayant à sa tête le Sénateur Prince Corsini, les entraves que l'on oppose à tous ceux qui, en approchant du Pontife, pourraient l'éclairer sur la véritable situation de Rome et de l'Etat, sont une preuve que le Pape n'est pas libre, ou que du moins il se trouve sous l'influence d'une coercition morale. Le parti autrichien obscurantiste fait de son mieux pour obtenir une déclaration de principes rétrogrades. Espérons qu'il ne l'obtiendra pas et que Pie IX ne voudra pas se contredire lui-même.

Oh ! lorsque cette horrible intrigue sera connue, quelle con-

fusion elle déversera sur ses auteurs ! En attendant, les Journaux étrangers ne cesseront point de déclamer contre la captivité que Pie IX subissait à Rome comme Prince et comme Pontife ! Hélas ! que ces journaux sont honteusement induits en erreur par leurs correspondants légitimistes, philippistes, obscurantistes, fourbes ou imbéciles ! Ces journaux sont dans la plus complète ignorance sur les affaires de Rome. Ils croient que la question est agitée entre une poignée de Démagogues qui veulent la licence et l'anarchie, et Pie IX qui s'y oppose ; lorsqu'il s'agit, au contraire, de savoir si la constitution donnée par Pie IX sera ou non détruite ; lorsque le débat est entre l'absolutisme et la liberté.

Quant au peuple romain, il est tranquille, autant et plus qu'il ne l'a jamais été par le passé. Il désire son Pontife et son Souverain ; et Pie IX se rappellera, nous l'espérons, que la Médaille frappée à l'occasion du conclave de son élection portait l'exergue : *Non relinquam vos orphanos !* (FIAT ! FIAT !)

Page 65. Article de l'illustre abbé Domenico Zannelli sur la politique autrichienne, par rapport au Pontife et à l'Église, extrait du numéro 19 du Journal l'EMILIA.

Forli, 12 mai 1848.

L'Autriche ne recule jamais devant aucuns moyens, quelque iniques qu'ils soient. Voyant donc qu'elle ne pouvait conserver avec ses armées barbares les belles et riches provinces de la Lombardie et de la Vénétie, voyant qu'elle perdait de jour en jour de sa puissance en Italie, elle n'a pas craint, pour en sauver ce qu'elle pourrait, de recourir à un moyen infâme, scélérat. La piété de Pie IX, le zèle de ce grand Pontife pour la Religion étant un fait connu de tous, l'Autriche a crié et fait crié : « Saint Père, la Religion dans l'Allemagne Autrichienne est en péril ; les catholiques allemands sont indignés de vous voir favoriser la guerre de l'indépendance italienne, et menacent de se séparer du Saint-Siège. » Voilà une calomnie ourdie par le cabinet Autrichien pour effrayer Pie IX, ce Saint Pontife, qui ne soupire qu'après l'heureux moment où il pourra voir le genre humain ne formant qu'un seul troupeau sous la conduite d'un seul pasteur ! « Le nom de Pie IX est détesté, dit-on, en Allemagne, on le profère avec mépris ; et les peuples catholiques menacent de se séparer de l'unité. »

Mais pourquoi n'est-ce que dans les populations de l'Allemagne que la haine se manifeste contre le nom de ce Pontife, qui est devenu l'objet de l'admiration de tous les peuples de la terre, de Pie IX, qui a donné en si peu de temps tant de splendeur à la papauté, qui est salué et je dirai presque adoré comme

un vrai prodige par l'Italie, par la France, par l'Angleterre, par l'Amérique et jusque par la Turquie? Parce que l'Autriche l'a calomnié; parce que dans les provinces allemandes, soumises malheureusement à son empire, elle a fait répandre, par le moyen de libelles et de faux prophètes, des bruits contraires à la sainteté de l'illustre Pontife. Et ces populations, maintenues dans la plus profonde ignorance touchant les choses de Religion, condamnées à lire continuellement des calomnies atroces sur les choses d'Italie et sur le Pontife, ont cru et peut-être croient facilement ces iniques émissaires, qui, par désir de se venger ou de semer l'épouvante, leur persuadent de se séparer de Rome, et peut-être les paient dans ce but, comme fit le tyran de toutes les Russies, quand il voulut l'apostasie des Ruthènes.

Mais les Evêques, plutôt que d'écrire à Rome et d'épouvanter le Pontife, pourquoi n'élèvent-ils pas la voix et ne disent-ils pas à leurs fidèles les vertus de Pie IX? Pourquoi ne les exhortent-ils pas à se garder des faux prophètes qui circulent autour d'eux? Pourquoi ne font-ils pas connaître la vérité dans tout son éclat? Leur silence indique que leurs peuples ont été calomniés auprès du Pontife, ou qu'ils sont d'indignes pasteurs, vendus au gouvernement autrichien, aux faveurs duquel Dieu veuille qu'ils ne soient pas redevables de leurs mitres, plutôt qu'à leurs propres vertus! En de telles circonstances, usant de cette sainte liberté que possède l'Eglise, ils devaient inculquer l'amour pour leur Pontife, pour le père commun des fidèles, pour le Vicaire de Jésus-Christ; ils devaient considérer en Pie IX le successeur de Pierre, non le prince italien; ainsi font les vrais Evêques.

Et le Nonce de Vienne, il devait commander aux Evêques d'agir ainsi, non recevoir leurs injustes lamentations pour les mander ensuite à Rome; et, s'il n'était pas obéi, il devait lui-même, des rives du Danube, faire entendre une voix puissante contre les calomniateurs, proclamer la vérité à ces populations ignorantes et séduites; et, si le despotisme du gouvernement autrichien y mettait obstacle, il devait abaisser les armes et partir; les Nonces doivent protéger l'Eglise, dans les pays où ils se trouvent, et non point être les esclaves de la politique.

L'Autriche, dans son hypocrisie, se pose en défenseur zélé de la Religion catholique, pendant qu'elle en est le fléau; elle n'a fait jusqu'à présent que persécuter l'Eglise; et si la menace d'un schisme en Allemagne est une calomnie, une séparation complète de l'unité catholique devenait un fait en Lombardie. D'où il est important de chasser l'Autriche de l'Italie, pour que la Religion et ses ministres n'y soient plus opprimés. Qui peut dire toutes les iniquités de l'Autriche relativement à la Religion, toutes les lois établies dans ses Etats, ainsi que dans la Lombardie et la Vénétie opprimées, au désavantage de l'Eglise!

Chacun connaît les lois anticatholiques de Joseph II, de ce prince qui persécuta l'Eglise à l'égal d'un Luther et d'un Calvin. Elles étaient encore en vigueur dans les provinces italiennes soumises au joug autrichien. En conséquence, les dignes Evêques du Royaume Lombard ne pouvaient jamais communiquer directement avec Rome, ne pouvaient mettre aux pieds du Pontife les prières de leurs ouailles, sans la permission de la police ; ils ne pouvaient s'entretenir par mandement avec le peuple et le Clergé, sans le *visa* du gouvernement, lequel retranchait et ajoutait à son gré, et faisait ainsi des Evêques des instruments passifs de sa tyrannie. Voilà les infortunes de l'Eglise quand elle n'est pas libre.

Il n'était point permis aux Evêques de Lombardie d'obéir au Pontife, quand il ordonne des prières publiques pour le bien de l'Eglise. Le gouvernement autrichien entrait dans le secret du sanctuaire et agissait en Pontife. Et combien de fois les Evêques n'ont pu imposer les mains sur la tête de jeunes lévites savants, pieux, zélés, parce que le gouvernement ne le permettait pas ? Et quel était le crime de ces belles espérances du Sanctuaire ? Celui d'avoir, en quelque discours innocent, manifesté de l'amour pour l'Italie. La police était celle qui décidait le plus souvent des signes de vocation ; et, pour connaître ces signes, elle entretenait des espions dans les séminaires, dans les paroisses, dans les familles, partout. En Lombardie, les curés devaient être autant d'agents de police ; les professeurs, dans les séminaires, montaient dans leurs chaires, et, au lieu du droit canon, y expliquaient le code autrichien. Le gouvernement pénétrait jusque dans les secrets de la théologie, prescrivait les livres de texte et faisait mille autres choses contraires à la liberté de l'Eglise. Désirant d'instruire à sa manière le Clergé italien, il avait établi que chaque évêque enverrait trois jeunes gens d'élite à Vienne, pour y terminer leur cours de théologie, et s'y perfectionner sous des maîtres habiles. Et qui fonda à Vienne ce grand séminaire, en faveur aussi des jeunes prêtres du royaume Lombard-Vénitien ? Joseph II, lequel faisait enseigner : que l'autorité de l'Eglise est douteuse ; que le Concile de Trente a créé des dogmes qui ne sont point garantis par l'antiquité ; qu'il est difficile d'établir l'origine de la confession ; que l'Eglise n'a point de pouvoir législatif et ne peut mettre d'empêchement au mariage ; que l'amour de soi est la seule vertu ; que le jeûne est contraire aux lois de la nature, etc. Et les sujets enseignés à cette école devaient, de retour dans leur pays, occuper une chaire, comme plus distingués que les autres. Et c'est pour cela que, dans un certain lycée de Lombardie, il a été enseigné, par des professeurs ainsi formés à Vienne, que le célibat ecclésiastique était une chose contre nature, la confession sacramentelle, une invention humaine, et

que l'on a été même jusqu'à combattre la virginité de Marie. En sorte que les Evêques épouvantés n'ont plus voulu envoyer aucun prêtre à Vienne, où ne se rendent maintenant que des prêtres indignes, ambitieux, adulateurs de la tyrannie; lesquels, après trois années passées dans l'oisiveté et la licence, sont employés par le gouverneur à occuper les chaires de Religion qui se trouvent dans les collèges: ce que les Evêques ne peuvent empêcher. Une telle conduite, nous ne devons pas l'appeler tyrannie; nous ne devons pas dire que l'Autriche persécute l'Eglise? Ce gouvernement despotique feint la Religion et puis la combat, s'épouvante, et je dirai mieux, veut faire croire qu'il s'épouvante à l'idée d'un schisme en Allemagne, pendant qu'en Lombardie il eût accompli lui-même ce schisme, si, par la miséricorde de Dieu, il ne s'y était rencontré des Evêques et des prêtres zélés.

Il convient de chasser l'Autriche de l'Italie, pour que l'Eglise ne soit pas persécutée davantage dans le royaume Lombard-Vénitien, pour que l'Eglise soit libre. En sorte que la guerre que nous faisons à l'Autriche est une guerre de nationalité et de Religion en même temps. Et Pie IX ne peut empêcher cette guerre, et c'est pourquoi il ne l'empêche point: dans son allocution du 29 avril, il a encore dit qu'il est jaloux de la liberté de l'Eglise; et, pour cette liberté donc, il doit coopérer à la guerre contre l'Autriche. Et il y coopère puissamment: vingt mille de ses sujets sont en face de l'ennemi; ils combattront, au nom de Pie IX, du Pontife qui veut la liberté de l'Eglise, et qui, comme prince italien, veut l'indépendance de l'Italie. Qu'on ne dise point que la guerre contre l'Autriche est seulement une guerre de nationalité; non, elle est encore une guerre de Religion; c'est pourquoi nos combattants sont de véritables Croisés.

Lettre de M. R. Thomassy à un ecclésiastique de ses amis.

Rome, 4 décembre 1848.

Mon cher ami,

Ta dernière lettre m'a rempli de consolation en m'initiant à tous les détails de ta vie apostolique au milieu des ouvriers du XII^e arrondissement. Ah! le véritable progrès religieux est maintenant à Paris! A Rome, il a été compromis par une politique pleine d'incertitudes et suspectée d'intentions rétrogrades. Pour être juste envers Pie IX, il faut dire aussi que jamais position n'a été plus complexe que la sienne. Entre les faiblesses de son cœur et les scrupules de sa conscience, entre le personnel de l'administration grégorienne, intéressée à maintenir tous

les abus, et dont il n'a pas su retrancher un seul membre, et de l'autre côté la bourgeoisie impatiente de prendre part aux affaires ; il n'a su contenter personne, et sur sa tête innocente se sont accumulés les inconvénients de tous les systèmes. La bourgeoisie, si facile à contenter de prime-abord, est devenue plus exigeante et s'est transformée en démocratie. L'incapacité de l'aristocratie romaine a accéléré cette transformation ; et c'est juste alors qu'est apparu M. Rossi, véritable Guizot de Pie IX. Cè mauvais génie est tombé sous le coup d'un assassin. Exécration sur l'assassin ! Mais pourquoi faire l'éloge de la victime et de sa politique ?

Hélas ! tous les regrets doivent porter sur la conduite du peuple romain, le jour suivant. Quelques misérables, profitant du malaise de la population et de son aversion pour la nouvelle politique du Quirinal, ont mis le feu à une des portes du palais ; et, après en avoir été repoussés par quelques coups de fusil des gardes suisses, ils sont revenus à la charge et ont braqué une pièce de canon contre la demeure du Vicaire de Jésus-Christ. La garde nationale, qui voulait un ministère libéral, s'est fait complice de cet attentat pour en finir par la peur avec les cardinaux obscurantistes. Pie IX devait être respecté par tous ; mais on ne lui en a pas moins imposé un ministère populaire à la suite de l'assassinat de son principal ministre.

Toutes ces circonstances ont déterminé le Saint-Père à quitter peu de jours après le Quirinal. Il en est parti secrètement le 24 novembre au soir ; les uns dirent pour la France, d'autres pour le Mont-Cassin ; mais personne ne supposait que ce fût pour être voisin du roi de Naples : situation inattendue d'où pouvaient surgir les plus grands malheurs !

Rome, indifférente d'abord au départ de Pie IX, a été bientôt effrayée de son abandon, et le mot à l'ordre du jour, donné sur-le-champ à la capitale et aux provinces, a été de maintenir l'ordre public à tout prix (1). Les cardinaux, restés à Rome, y ont été parfaitement accueillis du peuple et de ceux-là même qui les sifflaient auparavant. La Papauté, en un mot, a soudain brillé par son absence, au moment où restant sur les lieux elle aurait pu s'éclipser dans la déconsidération. Jamais le calme du peuple romain ne fut plus imposant, ni la sécurité publique mieux garantie. Preuve évidente qu'un malentendu, un douloureux malentendu avait séparé Pie IX de ses enfants, et qu'une terrible responsabilité pèserait sur les deux partis extrêmes qui avaient donné lieu à cette cruelle séparation !

(1) « Pie IX, disait une proclamation d'alors, Pie IX est loin de vous, mais par le fait vous devez prouver qu'il règne au milieu de vous. Le gouvernement est celui de Pie, et avec votre concours ce gouvernement suivra la voie démocratique que vous lui avez montrée pour réaliser l'espoir des franchises constitutionnelles. »

Au milieu de cet ordre, produit spontané de l'extrême anarchie, les exaltés du cercle populaire crevaient partout de modération. Une explosion républicaine était inévitable ; et c'est alors que le Père Ventura est venu donner à cette chaudière en ébullition une admirable soupape de sûreté. Les désastres de Vienne, la mort de cette jeunesse que la politique autrichienne avait cru pouvoir familiariser à la servitude par la volupté, offrait l'introuvable occasion d'une proclamation de principes libéraux et religieux ; et cette proclamation a eu lieu à *S. Andrea della Valle*, là même où a été prononcée l'oraison funèbre d'O'Connell.

La pensée de cette immortelle oraison était une menace faite aux souverains, ennemis de l'Eglise, de baptiser la démocratie et, en la rendant chrétienne, de lui donner l'empire du monde. Eh bien ! la réalisation de cette menace, l'avènement même de la démocratie légitimée et sanctifiée par la religion, telle a été la pensée du nouveau discours.

Avant le départ de Pie IX tout était déjà disposé pour la solennité funèbre en l'honneur des morts de Vienne. La disparition du Pontife fit aussitôt changer de résolution le Père Ventura ; mais en réfléchissant aux passions qui en un clin d'œil pouvaient bouleverser l'ordre établi, le Révérend Père a cru qu'en leur accordant une satisfaction déjà promise et d'ailleurs légitime, il servirait encore la cause de Dieu, et rendrait un dernier service à l'Eglise et à la liberté.

Le succès a pleinement répondu à cette espérance. Jamais orateur ne développa plus noble politique chrétienne, et jamais il ne remporta plus beau triomphe ; car c'était sur des passions sans autre frein qu'elles-mêmes et impatientes de se ruer sur le domaine temporel des Pontifes, regardé à tort ou à raison comme le plus grand obstacle de l'indépendance italienne. Eh bien ! ces passions ont subitement suspendu ou détourné leur cours ; et leur furie, changeant d'objet, n'a plus eu en but que les despotes russes et germains, ennemis obstinés de toute liberté religieuse. La tranquillité de Rome était désormais assurée ; car bien des cœurs venus avec la haine du prêtre tressaillaient d'amour pour l'Eglise ; car tous les yeux laissaient tomber des larmes sur l'éloignement de celui qui avait dit à l'Italie : « Lève-toi ! » et aux prêtres de Jésus-Christ : « Parlez aux fidèles le langage de la liberté. »

Mais hélas ! cher ami, tout serait-il changé ? Rome rentrerait-elle dans le silence et l'Italie dans son tombeau ? Pie IX a quitté Rome pour se retirer, non en France, mais à Gaëte, au milieu des Napolitains, dont le nom fait dresser les cheveux aux partisans les plus exclusifs de l'ancien pouvoir papal.

R. THOMASSY.

POLEMIQUE

FAISANT SUITE A L'AVERTISSEMENT DU TRADUCTEUR.

Notre lettre à l'*Ere Nouvelle*, publiée ci-dessus comme *avertissement*, était suivie de ce *post-scriptum*, qui n'a point encore été publié, mais que nous reproduisons textuellement tel qu'il fut offert à l'*Ere Nouvelle*.

P. S. J'avais terminé cette lettre pour m'occuper de la traduction du *Discours* du Père Ventura, lorsqu'on m'a remis le dernier article publié contre lui dans l'*Ami de la Religion*.

Nous ne savons vraiment quel peut être l'auteur d'une manifestation aussi odieuse. Assurément, ce n'est point la justice ou l'intérêt religieux qui a inspiré cette diatribe violente. Elle doit cacher de bien honteuses intrigues et de bien viles passions. La mauvaise foi et la calomnie y percent si ostensiblement que nous ne comprenons pas comment les Journaux religieux ont laissé passer un seul jour sans y répondre.

O *ami* de la Religion, *ennemi* des hommes religieux, qui donc a pu exciter ainsi votre colère et votre bile? Nous étions vraiment embarrassé pour savoir que répondre, quand nous nous sommes rappelé ce texte, que le Père Ventura a si énergiquement commenté dans son *Introduction: Vævobis, hypocritæ;* et cet autre qu'il développe dans le *Discours* même, en l'appliquant aux scribes et aux pharisiens: *Perversi difficile corriguntur*. Dévoiler l'hypocrisie, les intrigues et les vils spéculations des faux amis de la Religion, à Rome et en Italie, c'était un coup qui avait bien aussi sa portée par delà les monts...

Mais soyons plus explicites. Pendant tout le règne de Grégoire XVI, le Père Ventura eut à supporter les attaques de tous les partisans de l'absolutisme et du *statu quo*, à cause de ses idées libérales et réformatrices. Lorsqu'il eut excité et encouragé Pie IX à entrer dans la voie des réformes libérales, en Italie, il devint encore l'objet d'une animadversion plus grande de la part de tous ces rétrogrades du Clergé dont l'*Ami de la*

Religion représentait déjà presque officiellement, quoique moins ouvertement qu'aujourd'hui, et les préjugés et les intérêts de camaraderie. L'*Oraison funèbre d'O'Connell* sembla donner le coup de grâce à cette politique étroite, ignorante et égoïste. Le coup fut si fort que l'*Ami de la Religion* fut obligé de se mettre à l'unisson et de balbutier un instant l'éloge du Pape libéral et réformateur, et de son illustre auxiliaire. Mais, dès ce moment, le Père Ventura devint le point de mire des attaques du parti. Sa réputation si pure, son influence si grande sur le Clergé, nuisaient trop au succès des idées et des hommes de l'*Ami*, pour qu'il n'employât pas tous ses efforts à les démolir. On intrigua donc pour le perdre auprès de Pie IX et des évêques. On voulut l'isoler, et, par là, lui donner les apparences schismatiques. Par un zèle affecté pour la Religion et pour le Pape, qu'on commença à défendre chaleureusement aussitôt qu'il eut l'air de rétrograder, on parvint à tromper plusieurs catholiques sincères; car il y en a encore parmi ces derniers qui croient que l'*Ami de la Religion* représente autre chose que des intérêts de coterie. Le moment de la fuite du Pape devant les excès révolutionnaires, et de la réaction anti-démocratique en France, était trop favorable au mouvement de recul et aux agressions contre les libéraux pour qu'on n'en profitât pas immédiatement. Au milieu de l'effroi général des fidèles et de cette désorganisation des croyances politiques, le P. Ventura osait encore rester lui-même, continuer de défendre l'union de la liberté et de la Religion; c'en était trop; il fallait le déclarer schismatique, ennemi du Pape et de l'Eglise, et voilà ce que s'est efforcé de faire l'*Ami de la Religion*.

Le Père Ventura reproche à tous ces hypocrites et exploitateurs de choses religieuses, d'avoir tout fait pour dominer et pour tromper Pie IX, empêcher le bon effet de ses réformes libérales, détruire sa popularité, etc.; donc le Père Ventura est l'ennemi de Pie IX; quelle logique!...

Le Père Ventura se désole de voir la diplomatie tenir ce saint Pontife dans une espèce de servitude morale, et il n'y a pas un seul homme, un seul prêtre un peu intelligent à Paris qui l'ignore et n'en fasse l'aveu, au moins dans son particulier; — donc le Père Ventura est le panégyriste et l'auxiliaire des meurtriers de Rossi et des partisans du poignard dit démocratique!... Le Père Ventura a travaillé à Rome pour empêcher l'effusion du sang, pour faire respecter les ecclésiastiques, pour calmer les fureurs soulevées contre le souverain de Rome et lui ménager un retour prochain; il a fait pleurer et a pleuré lui-même en rappelant les bienfaits de Pie IX et l'amour mutuel qui unissait autrefois le Pontife et le peuple Romain; — donc, le Père Ventura est l'ennemi de la société, de la Papauté et de l'Eglise. C'est un prêtre déchu et dégradé et contre lequel

il faut exercer la *vindicta publica* (textuel). Est-il possible de pousser plus loin la folie et la haine !

Si votre Journal n'a pas déjà répondu, c'est sans doute que les renseignements lui manquaient. Eh bien ! je vais achever de vous les fournir.

Le jour même où parat dans l'*Ami de la Religion* cette correspondance de Rome qui qualifiait l'œuvre du Père Ventura de *discours insensé* et de *mauvaise action*, nous écrivîmes à l'auteur, le priant de nous envoyer un exemplaire de son travail, ce qu'il fit immédiatement, en nous adressant ensuite les quelques mots qu'on va lire. Ce n'était point une réponse destinée à la publicité ; on verra bien, à la familiarité du langage, qu'elle n'était que pour nous seul. Mais, dans un cas aussi urgent, nous croyons pouvoir agir de nous-même sans attendre l'avis et la permission de l'auteur. Cette indiscretion nous sera pardonnée sans aucun doute par un homme qui place avant tout l'intérêt de l'Eglise et de son chef. Or, nous croyons que la réputation du P. Ventura intéresse à la fois et l'Eglise dont il est un des membres les plus illustres, et Pie IX, dont il a été et sera toujours l'ami autant que le serviteur dévoué. En nous rendant à votre bureau, nous mettrons sous vos yeux ces lignes pleines de simplicité et de grandeur d'âme. Puissent-elles faire rougir le journal qui a osé attaquer de la manière la plus indécente un prêtre si sincèrement dévoué aux intérêts de l'Eglise et du Pontificat suprême !

• Rome, 18 décembre 1848. — Mon très-cher abbé, — Vous avez dû recevoir mon *Discours* et l'*Introduction* que j'y ai ajoutée depuis, et vous aurez pu voir par vous-même si c'était un *discours insensé* et une *mauvaise action*. Ils sont au contraire bien *insensés*, ces pauvres gens qui critiquent ce qu'ils n'entendent pas ou ce qu'ils ne veulent pas entendre ; et ils font une *mauvaise*, une *bien mauvaise action* en cherchant ainsi à combattre la réputation d'un des ecclésiastiques qui a défendu avec le plus de courage la cause de la Religion en Italie. Car, mon cher abbé, vous devez m'en croire, bien peu comprennent qu'on ne peut défendre la Religion sans la liberté ; et surtout, bien peu travaillent à les unir et les soutenir l'une par l'autre.

• Je n'avais pas l'intention de prêcher à l'occasion de la cérémonie pour les morts de Vienne. Je m'étais même refusé à l'invitation qu'on m'en avait faite, en prétextant mes douleurs rhumatismales. Mais deux grands intérêts étaient en jeu en ce moment fatal : la Religion et l'ordre. Pie IX venait de quitter Rome : l'exaspération contre lui était extrême, et, par contre-coup, contre la Religion et ses ministres. Une immense et scandaleuse manifestation, dont l'affreux écho eût retenti dans le monde entier, devait avoir lieu contre la Papauté. D'un autre

côté, on voulait décréter pour toujours la déchéance du Pape, créer un gouvernement provisoire et proclamer la République; et l'on craignait qu'à la suite de cette double proclamation la guerre civile n'éclatât et que le sang ne coulât par torrents. Aussi le ministère lui-même m'envoya-t-il prier de dire quelques mots dans cette circonstance suprême pour la ville de Rome, afin de recommander l'ordre et la tranquillité. Des hommes vraiment pieux vinrent d'autre part m'engager à parler dans l'intérêt de l'Eglise. Je n'ai pu me refuser à une invitation ainsi motivée; j'ai parlé. Je ne pourrais vous dire comment j'ai fait ce que vous voyez, car tout cela a été l'œuvre de trois jours. Dieu a béni ce *discours insensé*, cette *mauvaise action*. J'avais à parler à une jeunesse aigrie contre le prêtre; il fallait réhabiliter ce dernier: et, pour y arriver, j'ai dû employer toutes les ressources et tout l'art possible. J'ai fait porter mes coups principalement sur le roi absolu, le roi despote et tyran, tel qu'il n'existe plus guère aujourd'hui, sur le roi persécuteur de l'Eglise. Tout le discours n'a été fait et n'a eu pour but que les cinq dernières pages. J'ai tâché dans tout le discours d'adoucir ces cœurs ulcérés, de m'en rendre maître par l'attrait des doctrines de liberté, mais c'était pour leur inspirer à la fin l'amour de la Religion et de l'Eglise, l'amour de l'ordre et la reconnaissance pour Pie IX, qu'on attaquait avec violence. Eh bien, j'ai eu le bonheur de réussir. L'émotion que j'éprouvais a gagné mon auditoire. Je ne sais si on peut obtenir un plus beau triomphe. L'oraison d'O'Connell n'avait pas produit autant d'effet. Dans huit jours, cinq mille exemplaires ont été vendus à Rome. Maintenant, il s'imprime en même temps à Venise, à Livourne, à Turin et à Gènes. L'idée religieuse pénètre partout à la suite de celle de liberté. Je ne crois pas avoir rien fait de plus utile. Jamais non plus je n'ai rien fait dans une plus grande joie de mon âme. Je ne puis m'expliquer tout cela qu'en pensant que c'est Dieu qui l'a voulue, cette pièce *insensée*, cette *mauvaise action*: c'est au moins ce que m'assurent beaucoup de personnes éminentes par leur piété et leur science.

• La préface vaut le discours. J'ai tâché de défendre Pie IX de la manière dont il pouvait être plus favorablement défendu. J'ai démasqué l'obscurantisme: il en était temps. J'ai fait l'histoire du règne temporel de Pie IX. Je n'ai pas dit toute la vérité, mais tout ce que j'ai dit est la pure vérité. Vous pouvez tirer un grand parti de cette préface; j'y ai manifesté toutes mes intentions, ma politique, mon âme et mon cœur. Que mes ennemis s'arrangent; je ne crains rien, je n'espère rien. Je veux le bien de l'Eglise et du peuple, et je le poursuivrai *quand même*.

• Remarquez bien la mauvaise foi de l'auteur de la correspondance de l'*Ami*. Il me fait dire: *discours pour les VICTIMES de Vienne*, tandis que je n'ai dit que *pour les MORTS de Vienne*.

Ni dans la chaire, ni dans l'imprimé, je n'ai fait usage d'autre mot. Il me fait dire *victimes* et il souligne le mot. La bonne foi et la justice ne sont pas la vertu de ces messieurs. »

Suivent des détails sur Rome et l'Italie, qui ont trait à d'autres sujets et que nous ne pourrions d'ailleurs nous permettre de publier sans une autorisation expresse du Père Ventura. C'est bien assez déjà d'avoir été contraint de livrer au journalisme le fragment de lettre qui précède.

Le Père Ventura ne répond qu'aux quelques mots d'attaque dirigés contre lui, dans une *correspondance* adressée au journal *l'Ami de la Religion*. Qu'eût-il donc dit, s'il eût eu sous les yeux le dernier article *ex-professo* publié contre lui par le journal même ? Certes, il n'eût pas été plus content de la bonne foi et de la justice de *l'Ami*. Ce journal, qui avait annoncé de nombreux extraits du discours, n'a trouvé que deux phrases à critiquer dans la préface et une note qui s'y rattache : et encore, a-t-il soin d'en fausser le sens, comme chacun pourra s'en convaincre à la lecture de l'opuscule. Ne pouvant donc critiquer le discours, *l'Ami de la Religion* a dû s'attaquer aux intentions. C'est ce qu'il a voulu faire sans doute en faisant au Père Ventura un crime d'avoir été loué dans les feuilles démocratiques d'Italie, et de ce qu'on avait voulu lui proposer le pouvoir exécutif en l'absence du Pape. Est-il possible d'adresser à un homme des reproches à la fois plus injustes et plus maladroits ? Nous ne pouvons terminer ces lignes sans exprimer de nouveau l'indignation et la douleur que nous éprouvons en pensant que des catholiques ont encore la bonne foi d'aller puiser leurs renseignements et leurs opinions dans une feuille aussi peu sincère et aussi peu loyale !

L'abbé A. L.

Fatigué des hésitations et des ajournements de *l'Ère nouvelle*, qui, tirillée par des influences diverses, ne se décidait à rien au sujet de l'insertion de notre lettre ou de son post-scriptum, pendant que la calomnie continuait de grandir et de prendre force contre le Père Ventura, nous résolûmes enfin de nous adresser à un organe de la presse plus indépendant et plus résolu. Sur le refus d'insertion de *l'Ère nouvelle*, nous nous dirigeâmes immédiatement vers la *Démocratie pacifique*, et là, sur le bureau du journal, nous écrivîmes, au courant de la plume, la lettre suivante :

Paris, 8 janvier 1849.

A M. le rédacteur de la *Démocratie pacifique* :

Je lis dans votre numéro du 3 janvier ces paroles en réponse à un article de la *Vérité* contre le Père Ventura :

« O *Vérité* ! vous voyez tous les hommes de l'Eglise qui sont paisants par leur intelligence passer à la cause démocratique et sociale ; vous avez vu Lamennais, vous voyez Ventura. Le Père Lacordaire a mieux aimé se retirer du monde politique que de manifester son opinion sur les grandes questions qui divisent le monde. Tout cela ne vous apprend rien. Tout cela ne vous montre pas que la vie se retire de vos croyances étroites et pétrifiées. »

Vous avez bien raison, Monsieur le rédacteur, si vous entendez parler des croyances de la plupart des journaux prétendus religieux. Nous ne trouvons rien de plus étroit et de plus pétrifié. Mais, si vous entendez parler des croyances catholiques, nous réclamons de toute l'énergie dont nous sommes capables. Je sais que vous faites une distinction entre le catholicisme et le christianisme ; mais, quoi que vous en puissiez dire, le catholicisme n'est autre chose que le vrai christianisme, le christianisme sérieux autour duquel les hérésies et les sectes viennent s'amoncèler comme des ombres, ou s'étendre comme des faubourgs, plus ou moins dignes de la cité qu'ils entourent, mais qu'ils ne représentent jamais dans sa grandeur et sa beauté. Si le catholicisme s'identifie avec le christianisme, il est donc essentiellement favorable au progrès, car le christianisme date du jour où fut prononcée cette parole : *Croissez et multipliez-vous*, parole qui est la loi du progrès pour le développement des intelligences aussi bien que pour le développement des corps dans l'humanité. Le christianisme est l'ami et le stimulant nécessaire du progrès, puisqu'il prêche la perfection en tout et toujours, pour la société comme pour l'individu. Il ne pétrifie rien ; il agrandit, développe tout, au contraire. Il met tout en mouvement, mais ce mouvement, il ne se contente pas de le faire naître, il le dirige, lui donne un but, ne lui permet que l'emploi des moyens approuvés par la justice et la charité, et c'est en quoi le christianisme diffère des théories purement révolutionnaires et anarchiques.

Vous avez rendu justice au Père Ventura en le mettant au nombre de ces hommes d'élite qui défendent la cause démocratique et sociale. Il la défend, en effet ; et c'est ce qui lui vaut aujourd'hui les critiques violentes de toutes les feuilles rétrogrades, en particulier de la *Voix de la Vérité* et de l'*Ami de la Religion*, véritables représentants de la partie béotienne et écrevisse dans le clergé. Mais si le Père Ventura défend avec tant de courage et de succès la cause et les principes de la démocratie, il le fait au nom même de la cause et des principes du catholicisme, et c'est

pourquoi je viens vous demander de vouloir bien rectifier celles de vos paroles qui semblent annoncer que l'illustre orateur et théologien a abandonné les croyances catholiques.

Nous regardons au contraire le Père Ventura comme le type du prêtre orthodoxe par excellence. Pour vous en convaincre, nous vous prions de lire et de publier, si bon vous semble, la lettre suivante que nous adressions, il y a quelques jours, à *l'Ère nouvelle*. Ce journal demande à en ajourner la publication pour des motifs que je ne fais point connaître, mais qui n'ont point trait, je puis vous le garantir, à une opposition formelle avec nos opinions ou celles proclamées par le P. Ventura. Cela est douloureux à dire, mais cela n'en est pas moins vrai : la presse religieuse n'est vraiment pas indépendante dans l'expression de sa pensée. Il y a comme une opinion factice qu'elle subit toujours et contre laquelle elle ne peut réagir sans se créer mille embarras et mille dangers. Le journal même qui passe pour le plus avancé est timide, indécis, sans caractère.

Puissiez-vous lui donner un peu de courage en publiant ce qu'au fond il voudrait bien, mais n'ose publier ! En même temps que vous défendrez la réputation d'un prêtre, l'une des gloires de l'Église romaine, qu'on calomnie en France de la manière la plus indigne, vous rendrez un service réel au clergé en général en l'aidant à se débarrasser de ces entraves, de cette oppression, de ces considérations, de ces mille et une précautions, fruits multiples, mais nécessaires de son union trop intime avec un temporel qui l'enchaîne, le moule, le paralyse et le pétrifie, et cela, j'oserais le dire, depuis le sommet jusqu'au dernier échelon de la hiérarchie ecclésiastique.

L'abbé ANATOLE LERAY.

Cette lettre ne pouvait manquer d'exciter une tempête contre nous.

La Voix de la Vérité ne sut quelles injures nous adresser.

L'Ami de la Religion marqua son dépit dans quelques correspondances censées venir de Rome ou de Gaëte.

L'Univers se tint sur la réserve et dit qu'il attendrait notre publication pour se prononcer, tout en laissant apercevoir néanmoins combien la fausse politique qu'il suit depuis assez longtemps au sujet des affaires d'Italie lui permettrait difficilement d'abandonner sa manière de voir pour adopter celle du Père Ventura.

L'Ère nouvelle nous répondit avec assez de convenance, quoique avec un peu d'humeur sur la fin, dans un article que nous reproduisons :

• M. l'abbé Leray insère aujourd'hui dans la *Démocratie pacifique* une apologie du R. P. Ventura. Elle est précédée d'une lettre où cet ecclésiastique raconte qu'il nous a présenté son travail et que nous l'avons refusé *pour des motifs qu'il ne veut pas faire connaître, mais qui n'ont point trait à une opposition formelle aux opinions proclamées par le Père Ventura.* M. Leray conclut de ce fait que la presse religieuse *n'est point indépendante dans l'expression de sa pensée ; qu'il y a une opinion factice qu'elle subit toujours et contre laquelle elle ne peut réagir sans se créer mille embarras et mille dangers.*

• Nous sommes obligés de protester contre la narration de M. Leray et de rétablir la vérité dans toute son étendue. Les pièces qu'on nous demandait de publier renfermaient un exposé des doctrines théologiques du Père Ventura, et une justification de ses actes et de ses jugements politiques dans les derniers événements dont Rome a été le théâtre.

• Les doctrines *théologico-politiques* du R. P. Ventura nous ont paru irréprochables, généreuses, fécondes, et certes nous aurions été heureux de pouvoir leur ouvrir nos colonnes. Mais nous avons déclaré de la manière la plus expresse qu'il nous était impossible d'assumer la responsabilité de tous les actes et de tous les jugements politiques de l'illustre théatin. Nous avons déclaré que plusieurs de ces actes nous paraissaient mériter le blâme, et que le silence était le seul moyen de concilier ce que nous devons à la vérité et à un nom respecté. Nous admettrions, disions-nous, une explication, jamais une justification que nous ne croyons pas possible. Dans ces actes qui ont si profondément affligé tous ses anciens amis, sans doute le P. Ventura a été conduit par des intentions droites ; il a voulu calmer peu à peu les esprits et les ramener à leur Père, à leur Pontife. Mais pourquoi a-t-il paru se confondre un instant dans les rangs des ennemis de Pie IX et du véritable peuple romain ? Puissent bientôt des documents plus complets, des renseignements plus précis, nous prouver qu'il n'a jamais été en réalité séparé de celui dont il fut le serviteur dévoué et l'auxiliaire utile !

• Tels sont les faits que M. Leray aurait dû exposer dans toute leur vérité. Pour expliquer notre conduite il n'aurait pas eu besoin de recourir à des causes supposées. Il est malheureux pour le P. Ventura d'être défendu par un zèle aussi inconsidéré.

Le lendemain nous adressions à l'*Ere Nouvelle* la lettre suivante :

Monsieur le rédacteur,

Votre numéro d'hier contient, sur un article que j'ai publié dans la *Démocratie Pacifique*, quelques observations critiques que je ne peux laisser sans réponse.

Si tous vos lecteurs avaient pu lire mon travail sur *Pie IX et le Père Ventura*, et si vous aviez cité en son entier ma lettre à la *Démocratie Pacifique*, cette réclamation ne serait point nécessaire.

La réponse la plus complète et la plus catégorique à toutes vos critiques est contenue dans ce travail et dans cette lettre, à tel point que toutes les distinctions que vous établissez vous-même entre les doctrines et les actes du Père Ventura, entre l'homme qui proclame des principes et l'homme qui les applique, forment comme le résumé et le fond même de l'article que je vous avais proposé. Il n'y a pas jusqu'aux réserves que vous pouviez faire, et que vous avez faites en effet, qui n'y soient formulées avec précision et détail.

Vous ne pouvez donc soutenir que j'ai voulu vous faire *assumer la responsabilité* de tous les actes et de tous les jugements de l'illustre théatin. Je vous ai même offert un préambule où vous déclariez de la manière la plus explicite que « vous me faisiez toute la responsabilité des faits et des jugements énoncés dans la communication, et que vous ne pouviez faire plus que de vous prononcer à l'avance pour la cause qui, après examen, vous paraîtrait la plus favorable aux intérêts de l'Eglise et du Pontife Romain. »

Je n'ai point eu recours, comme vous le dites, à *des causes supposées* pour expliquer votre conduite à l'occasion du refus d'insertion de notre travail. Non, ces causes ne sont point supposées : vous les connaissez comme moi. Veuillez ne pas me contraindre à les divulguer. J'en ai dit assez cependant, quoique d'une manière voilée, dans ma lettre à la *Démocratie Pacifique*, pour que ceux qui connaissent un peu la position des journaux religieux sachent à quoi s'en tenir et ne se méprennent point sur le sens de mes paroles. Quand on n'est pas indépendant, il ne faut pas être trop affirmatif. Si c'est un conseil bon pour moi-même, ce conseil est encore meilleur pour l'*Ere Nouvelle*.

Vous me répétez, dans votre journal, ce que vous m'avez dit de vive voix, comme le résultat des délibérations et des *conseils* pris par la rédaction, que vous eussiez accepté une *explication*, mais pas une *justification*. Permettez-moi de vous le dire, par cette distinction quelque peu subtile, vous faites là ce que dans le monde on qualifierait par un mot que je ne puis laisser échapper, mais qui traduirait bien ma pensée. Je vous ai offert des *explications justificatives* ; mais qu'y a-t-il en cela de si surprenant ou de si terrible ? Je n'ai point défendu les opinions et les actes qu'on prêtait au R. P. Ventura. J'ai rétabli simplement ces opinions et ces actes dans toute leur vérité ; j'ai fourni des explications qui *justifiaient* le Père Ventura en le vengeant des accusations fausses portées contre lui : quoi de plus naturel

et de plus logique ! La preuve que cette marche était logique, c'est que vous-mêmes, qui avez voulu donner des *explications pures de toute justification*, vous avez fini par ne rien *expliquer* et par vous contredire. Car que signifient ces paroles : « Dans ces actes qui ont si profondément affligé tous ses amis, sans doute le Père Ventura a été conduit par des intentions droites ; il a voulu calmer peu à peu les esprits et les ramener à leur Père, à leur Pontife. Mais pourquoi a-t-il *paru se confondre* un instant dans les rangs des ennemis de Pie IX et du véritable peuple romain ? » Et c'est précisément à cette question que vous deviez répondre ; c'est précisément cette *confusion apparente* que vous deviez vous efforcer de faire disparaître dans l'intérêt de l'illustre Pontife aussi bien que dans l'intérêt de son courageux défenseur.

Vous semblez en appeler au Père Ventura lui-même, comme devant prononcer entre votre conduite et la nôtre. Eh bien ! permettez-moi de vous dire que ce *silence de la prudence*, que vous vouliez garder lorsque les accusations parlaient si haut, il l'appellera le *silence de la poltronnerie*, et que ce zèle au contraire qui nous a fait élever la voix pour le défendre quand l'opinion semblait se déclarer contre lui, et que vous appelez *inconsidéré*, il l'appellera lui le *zèle de la franchise et du courage*. Je puis vous garantir d'avance que telle sera sa réponse.

Quant à moi, je trouve que je n'ai point été déjà si *inconsidéré* et si maladroit, puisque je suis parvenu à vous arracher un mot important d'éloge pour les doctrines *théologico-politiques* du Père Ventura, quand jusqu'ici, par *prudence* sans doute, vous n'aviez point encore osé parler ainsi, alors que tant de virulentes attaques vous en faisaient un devoir.

Oui, j'ai soutenu et je soutiens encore qu'il est vraiment incroyable qu'un homme comme le Père Ventura, après les services si éminents qu'il a rendus à la cause religieuse et papale, n'ait pas pu trouver un seul organe de la presse dite religieuse qui prît l'initiative de sa défense, ou qui au moins ouvrit ses colonnes à ceux qui voudraient l'entreprendre, et cela, au moment où il était l'objet d'attaques aussi odieuses dans leur expression qu'imméritées dans leur principe.

J'ai soutenu et je soutiens encore que ces attaques émanaient d'un parti inspiré bien plus par le zèle d'une politique rétrograde, que par celui des intérêts religieux ; que vous saviez comme nous qu'une coterie bien connue se proposait depuis longtemps de démolir cette réputation si pure et si influente, parce qu'elle lui était hostile ; que cette coterie avait su, avec promptitude et habileté, profiter du moment de la réaction anti-démocratique en France, et de l'effroi général produit chez les fidèles par la fuite du Saint-Père, pour diriger ses manœuvres et frapper son adversaire ; qu'en présence de

ces faits, votre journal, représentant en titre la DÉMOCRATIE CHRÉTIENNE, si glorieusement et si courageusement défendue par le Père Ventura, devait plus qu'aucun autre et sans tarder prendre sa défense, au moins contre ce qu'il y avait, de votre aveu, de faux et d'exagéré dans les accusations portées contre lui.

Il est étonnant, vraiment, qu'un ecclésiastique apportant des explications mises sous la responsabilité de sa signature, et jusqu'à des extraits de lettres du Père Ventura lui-même, ait été obligé de s'adresser pour leur insertion à d'autres organes que ceux de la presse religieuse. Et l'on osera encore affirmer que cette presse est indépendante ! Mais si elle est indépendante, elle est donc injuste ; car qu'est-ce qu'une pareille conduite vis-à-vis du Père Ventura, sinon un déni de justice ?

Et ce que j'ai dit du peu d'indépendance de cette presse, j'ose le répéter encore. Veuillez ouvrir vos colonnes à une discussion sur ce point, et bientôt les renseignements qui vous arriveront de toutes parts auront fait de cette assertion une vérité démontrée. Et remarquez bien que dire ces choses, ce n'est point attaquer personnellement les journalistes de la presse religieuse, c'est les défendre, au contraire, et travailler à les mettre à même de développer complètement leur talent et leurs forces et de réaliser leurs légitimes aspirations. C'est la position même du journalisme religieux que j'attaque. C'est cette position précaire et dépendante qui la force de subir l'opinion, quand elle devrait la former et la diriger. J'ai voulu travailler, dans la mesure de mes forces, à créer dans l'opinion ce point d'appui qui vous manque, pour que vous puissiez, vous et vos collaborateurs, vous exprimer avec toute la franchise et la hardiesse dont vous êtes capables. J'ai eu le courage de dire une vérité qu'il est difficile et périlleux d'avouer, et j'ai signé. Que d'autres prêtres avouent aussi nettement et publiquement leurs pensées, et bientôt la *presse religieuse* aura des remerciements et des éloges pour ceux qu'elle poursuit aujourd'hui de ses blâmes et de ses critiques. Car qui plus qu'elle profitera de ce changement et de cette énergie nouvelle de l'opinion publique ?

Ce que je demande pour le journalisme religieux, je le demandais pour l'étude et la solution des questions politiques et religieuses elles-mêmes, et, en particulier, de celle relative à la souveraineté temporelle du Pontife romain. J'ai toujours eu cette conviction que la presse religieuse n'a point assez soutenu, aidé, encouragé Pie IX dans ses projets de réformes. Rome est un pouvoir qui sanctionne encore plus qu'il ne décide. C'est la grande voix, une, centrale, qui proclame ce qui est universellement ou catholiquement enseigné dans l'Église ou le monde chrétien. L'opinion catholique est son point d'appui ; il faut

donc que cette opinion puisse se prononcer partout, en toute rigueur, liberté et énergie.

Aujourd'hui une foule d'institutions compromettent la paupauté plutôt qu'elles ne la sauvegardent. On devrait, par l'impulsion d'une opinion éclairée, aider le Pape à s'en défaire, et non point chercher à défendre et à maintenir opiniâtrément ce qui est usé et conséquemment funeste. — Cette manière de voir était un peu celle du Père Ventura, et c'est pourquoi il a tenu une politique qui n'a pas été bien comprise de tous, et que nous nous étions proposé de mieux faire connaître dans les publications que nous avons faites à ce sujet.

Je regrette que vous n'avez pas ouvert vos colonnes à l'exposition et à la discussion libre et sincère des *différentes opinions* qui se sont produites, relativement à la question papale et italienne, au sein même du monde le plus orthodoxe et le plus dévoué au Saint-Père. J'aurais voulu en particulier qu'au lieu de vous taire sur les accusations lancées contre le Père Ventura, vous eussiez hardiment exposé sa manière de voir, sans reculer devant la nécessité de la critiquer et de la blâmer ensuite si elle vous paraissait condamnable. Cette marche était loyale, propre à éclairer la conscience de chacun, et elle ne compromettrait en rien votre responsabilité. Cette discussion, d'ailleurs, était urgente et de la plus haute importance. Le monde laïque n'avait pas craint de l'aborder. Pourquoi donc ne pas la poser devant le clergé et les fidèles? Il faut éclairer la science du prêtre et fortifier la foi du fidèle. L'enseignement franc et généreux peut seul conduire à ce résultat.

Puisque vous ne voulez pas entrer dans les débats relatifs à ces questions, j'espère au moins que vous voudrez bien insérer dans votre prochain numéro ces quelques explications relatives aux critiques *personnelles* que vous m'avez adressées. Vous pouvez les accompagner des réflexions que vous jugerez convenables. Je vous promets d'avance de ne point répondre aux attaques qui ne mettraient en jeu que les amours-propres, et de cesser toute discussion qui ne serait relative qu'à des faits ou des intérêts personnels; j'ai en horreur le commérage, où ces discussions entraînent vite et toujours. Renfermons-nous le plus tôt possible dans l'étude des principes et des questions vraiment importantes et utiles pour tous.

Daignez agréer, etc.

L'abbé ANATOLE LERAY.

Paris, 12 janvier 1849.

P. S. Nous terminions cette lettre quand on nous a apporté le numéro d'aujourd'hui de la *Voix de la Vérité*. Vous pouvez juger par ce seul exemple du ton de la polémique employée par certaines feuilles dites religieuses contre le R. P. Ventura. Vous

nous pardonneriez sans doute ensuite ce qu'il pourrait y avoir de trop vif et de trop agressif dans nos expressions, en pensant à l'émotion que doivent exciter en nous de pareilles attaques. Est-il possible qu'un journal ecclésiastique puisse penser et imprimer de telles choses ! Jugez-en par cette citation. — Après avoir longuement appuyé sur l'insulte que nous vous avons faite en vous présentant une défense du Père Ventura, la *Vérité* conclut ainsi sa longue diatribe contre cet illustre religieux et contre nous :

• Les deux lettres de M. l'abbé Leray, publiées par la *Démocratie Pacifique*, parce qu'elles n'ont pu trouver accueil dans aucun journal catholique, ne sont qu'une double réclame en faveur d'une publication qui ne se vend plus depuis que l'*Ami de la Religion* et la *Voix de la Vérité* ont été assez écrivisses pour savoir que ce n'était qu'un pamphlet où l'indigne conduite de la tourbe d'assassins et d'émeutiers, de la lie italienne qui infecte aujourd'hui Rome, est glorifiée, et la sage et prudente retraite du Pape outrageusement censurée. •

— Faites donc observer à la *Voix de la Vérité* que ce pamphlet, qui ne se vend plus, n'a pas encore été mis en vente, et que sa publication même ne pourra avoir lieu avant quinze jours. *O Voix de la Vérité!* elle se calomnie elle-même ; cette fois-ci elle a marché en avant, elle n'est plus écrivisse ; mais elle a et aura toujours le même style, toujours le même esprit... béotien.

Encore un petit avertissement.

Quant à la question de savoir si les journaux religieux sont indépendants, et seuls indépendants, nous invitons la *Voix de la Vérité* à ne pas la résoudre si affirmativement et si longuement, surtout en ce qui la concerne. Cette fois nous voulons bien nous contenter d'en rire, mais à la condition que cette feuille consente aussi à ne pas paraître oublier entièrement une lutte récente dans laquelle il lui a fallu tenir compte de sa connexité avec un établissement immense qui menaçait d'érouler, sans une rétractation pénitentielle plus ou moins libre, plus ou moins volontaire. En effet, à cette occasion, nous pourrions, si on nous y forçait, citer les paroles mêmes du gérant-propriétaire à un ecclésiastique doué d'une excellente mémoire et d'une indépendance non moins grande aussi.

Dès que notre première lettre à l'*Ère nouvelle* et la réponse de ce journal furent connues à Rome, on s'empessa de nous communiquer de cette ville plusieurs renseignements nouveaux, confirmant ce que nous avons avancé.

Nous reçûmes d'abord la copie d'une lettre de M. Thomassy, adressée à un prêtre de ses amis, et qui, mise sous les yeux de

l'Ere nouvelle, avait dû lui fournir à temps les explications et les renseignements qu'elle semble désirer encore. Cette lettre a été publiée ci-dessus, page 76.

Le P. Ventura nous écrivit à son tour. Il sera curieux de rapprocher sa réponse à *l'Ere nouvelle* de la nôtre, qu'il ne connaissait pas encore au moment où il nous écrivait.

Le P. Ventura nous permet de faire de sa lettre l'usage que nous voudrons. Nous en extrairons toute la partie relative à la polémique présente, à l'exception, toutefois, de certains reproches adressés à *l'Ere nouvelle*, que nous croyons que ce journal ne méritera plus à l'avenir. Nous avons la ferme confiance que les rédacteurs de ce journal rendront bientôt pleine justice au P. Ventura. Ils n'ont pu le faire jusqu'ici, moins par dissentiment personnel que par crainte de compromettre les intérêts du journal dont l'existence était mal assurée. Au moment où nous écrivons ces lignes, on nous fait espérer que cette position va être entièrement modifiée. Nous ne pourrions trop nous féliciter si nous avons pu contribuer en quelque chose aux événements et aux résolutions qui tendent à rendre à la presse religieuse toute son indépendance, sa force et sa vitalité.

Rome, 22 janvier 1849.

Mon très-cher abbé,

Je viens de recevoir la feuille de la *Démocratie pacifique* que vous m'avez envoyée, et je vous remercie de tout mon cœur de l'excellent article que vous y avez inséré. Ma reconnaissance est d'autant plus grande, que plus grand a dû être votre courage d'avoir voulu faire une si éclatante défense d'un homme que la presse soi-disant religieuse s'obstine à persécuter d'une manière si brutale et si indigne. Vous avez agi avec intelligence, avec cœur, vous êtes plus chrétien et plus ecclésiastique que tous ces gens qui se vantent de l'être, et qui sans doute ne manqueront point de vous attaquer.

Par le même courrier, j'ai reçu la feuille de *l'Ere nouvelle* où il est question de vous et de moi..... Tout ce que vous avez dit sur la condition de dépendance de la presse religieuse n'est donc malheureusement que trop vrai.

Je ne sais pas quelles sont les pièces que vous avez présentées à cette feuille et qu'elle s'est refusée à publier. Mais je ne comprends pas qu'elle eût assumé une responsabilité quelconque, en insérant un article signé par son auteur. Mais si les pièces présentées par vous ne pouvaient pas être insérées, en était-il de

même de l'article que vous avez été obligé de publier dans la *Démocratie*? A part les éloges que vous avez bien voulu me donner et que je ne crois pas mériter, la partie historique de l'article est d'une parfaite vérité. Vos aperçus sur la situation de Rome le sont de même. Il n'y a pas un mot qui pût blesser les oreilles les plus délicates des amis de Pie IX. L'*Ere nouvelle* a donc eu tort de refuser cet article, et en cela elle a voulu visiblement ménager mes ennemis.....

Ce que je ne puis comprendre en aucune manière, c'est qu'une feuille qui a poussé le scrupule jusqu'à ne vouloir pas prendre la responsabilité d'insérer un article communiqué qui m'était favorable, a assumé cependant la responsabilité de dire d'elle-même, dans un article de fonds, que certains de mes actes sont dignes de blâme et ont contristé tous mes amis. Or, de quel droit l'*Ere nouvelle* qualifie-t-elle de cette manière des actes qu'elle ne connaît pas, et qu'elle ne peut pas connaître? Et savez-vous pourquoi? Parce que ces actes n'ont point eu lieu. Car le P. Ventura, depuis le départ du Pape, n'a fait aucun acte politique, ni en public, ni en particulier. Je ne me suis jamais montré dans aucune réunion, je n'ai jamais mis le pied aux chambres, aux cercles. Je n'ai eu aucune part à aucun acte du ministère; je ne me suis mêlé de rien, absolument de rien. Je n'ai pas écrit, pas dit un mot, ni directement ni indirectement, sur les actes de Gaëte. J'ai déploré dans le silence cette politique aveugle qui achève de perdre le Pape et la religion en Italie; mais je me suis bien gardé d'en faire la censure. Je ne connais aucune secte, aucun parti. Je n'ai fait que le *Discours sur les morts de Vienne*, pour prévenir un grand scandale et convertir en bénédictions pour Pie IX les anathèmes qu'on était prêt à lui lancer, et soutenir les principes religieux auxquels la fuite du Pape avait porté un coup mortel. Or, celui-là n'est pas un acte politique, mais un acte de zèle religieux; et je ne crois pas qu'un écrivain de bonne foi puisse en tirer la conséquence que j'ai fait cause commune avec les ennemis de Pie IX. Je ne connais aucun des ennemis du Pontife. Il y en a ici sans doute, mais, je le répète, je n'en connais pas un seul. C'est que les ennemis de Pie IX n'approchent pas du P. Ventura. C'est que les véritables ennemis de Pie IX ne sont pas à Rome, mais à Gaëte. Ce sont ses ennemis qui l'ont amené captif et le retiennent dans une captivité morale.....

J'ai soutenu à Rome certaines feuilles qui m'attaquent aujourd'hui..... Laissez dire ce qu'on voudra, ne vous compromettez pas pour moi, car rien n'est plus cruel ni plus aveugle que la haine de sacristie..... Regardez comme journaux religieux ceux qui avant tout consentent à dire la vérité.....

Plusieurs personnes sont venues nous voir ou nous ont écrit à l'occasion de cette polémique. Nous reproduirons les lettres suivantes, parce que ces lettres, outre qu'elles témoignent des sentiments de sympathie et d'admiration que les hommes les plus avancés du clergé français conservent toujours pour le P. Ventura, s'accordent encore à signaler, comme nous, la position fautive et précaire de la presse dite religieuse.

Ploërmel (Morbihan), 16 janvier 1849.

Mon cher abbé,

Je reçus hier les deux numéros de la *Démocratie pacifique*. Ils m'ont fait un bien vif plaisir, en me prouvant la noblesse de votre cœur et le courage généreux avec lequel vous avez défendu votre illustre ami. Je n'avais pas besoin cependant de cela pour déplorer la légèreté avec laquelle les journaux se prononçaient sur la conduite du R.-P. Ventura; j'étais convaincu qu'un homme d'un si grand caractère, d'une science si profonde et d'une vertu si éprouvée, avait toujours servi Pie IX, même dans les choses que certains individus lui reprochaient, sans connaître les éléments nécessaires à l'appréciation de sa conduite. J'avais même pris sa défense dans les causeries, et j'étais tenté de la prendre ailleurs, mais les renseignements me manquaient; je n'aurais pu dire que des choses générales, et cela eût été insuffisant. J'ai donc été très-heureux de recevoir votre travail.

J'avais lu avec quelque peine votre lettre à la *Démocratie pacifique*, reproduite par d'autres journaux; je la trouvais un peu trop acerbe, et j'en aurais retranché quelques expressions. Cependant je ne la condamnais pas, mais j'en voulais beaucoup aux journaux de n'avoir point publié en même temps votre travail, proposé à l'*Ere nouvelle* et publié par la *Démocratie*. Ces MM. rédacteurs ont le tort impardonnable de vouloir penser et juger pour leurs abonnés; et en conséquence ils suppriment tous les faits qui éclaireraient la conscience de leurs lecteurs, afin que ceux-ci soient obligés de penser comme eux, et cela s'appelle diriger l'opinion publique, tandis que pour un trop petit nombre de personnes malheureusement, c'est la tromper et l'aveugler par la mauvaise foi et souvent par la calomnie. Dans le cas présent, les journaux qui ont parlé de votre polémique auraient dû la reproduire tout entière; le jugement qui en est et en sera porté eût été tout différent. C'est bien ce qu'ils ont pensé, et comme ils veulent être infaillibles ou du moins le paraître, ils ont supprimé. C'est un des grands maux de notre époque que l'égarement de la pensée des classes par quelques individus, qui

se posent en dominateurs des intelligences dans la rédaction des journaux. Il en résulte qu'en France, par exemple, où l'on ne lit plus que les journaux, la nation est partagée en autant de coteries que de journaux ; ces coteries sont ennemies parce que les journaux ne donnent à chacune que ce qu'il faut pour entretenir cet esprit d'hostilité. Ce n'est pas là un des moindres obstacles à l'unité de pensée dans une grande nation, et je regarde cela comme un des grands fléaux de la presse actuelle. Vous avez eu le courage d'attaquer ce mal ; pour mon compte je vous en sais gré, et je suis convaincu que tous les esprits droits qui prendront la peine de lire toutes les pièces vous en sauront gré également.

F.-L.-M. MAUPIED,
Doct. ès-sc., chan. hon. de Rheims.

Monsieur l'abbé,

.... Quand de hautes doctrines veulent s'emparer d'une époque, elles se personnifient toujours dans des hommes qui en deviennent les personifications vivantes. Ces hommes providentiels respirent le génie de leur siècle, en dégagent une rigoureuse formule, en mesurent la portée et en sont la parole éclatante. Mais alors il est dans leur destinée de subir tous les orages qu'excitent les grandes vérités qu'ils promulguent au monde. Le P. Ventura est incontestablement un de ces hommes ; il en a la mission ; rien d'étonnant donc qu'il en essuie les épreuves. Vous avez généreusement pris sa défense, vous l'avez montré sous son vrai jour, et avant tout, comme un théologien, comme le représentant d'une doctrine saine, appuyée sur les plus graves raisons ; vous avez été compris de tous les esprits impartiaux. J'ai pu voir de près, et il n'y a pas un an, la loyauté et la foi vive du célèbre religieux. Je l'ai entendu agiter devant moi les questions profondes qui remuent notre siècle ; eh bien, je n'hésite pas, s'il en était besoin, à vous encourager à poursuivre jusqu'à la fin la lutte que vous avez entreprise.

L'abbé CHANTÔME,
Supérieur de la Société du VERBE DIVIN.

Cher abbé,

Je vous suis on ne peut plus reconnaissant de m'avoir communiqué le texte même du discours du R.-P. Ventura. Il n'est point une seule expression de ce beau travail que je n'aie sérieusement méditée. Voilà au moins une œuvre de théologie vraiment catholique ; cela console et fortifie.

Le discours de l'illustre Religieux est appelé à devenir le ca-

téchisme politique de tout chrétien intelligent, de tout homme généreux qui répugne à se laisser abâtardir par les doctrines horribles de la diplomatie, les mensonges administratifs, les calomnies officielles, les connivences de coterie, les calculs mesquins et boutiquiers : en un mot, par toutes ces théories païennes, recouvertes d'un espèce de badigeon chrétien.

Laissons ces sentimentalistes fanatiques, ces idolâtres de tout pouvoir absolu, continuer à frapper eux-mêmes à mort leur fétiche, en nous prouvant de plus en plus qu'en matière politique, au moins, ils ignorent entièrement les principes chrétiens. Ils se plaisent, et c'est leur intérêt, nous le savons, à laisser ensevelir dans la poussière de nos bibliothèques les sublimes et libérales doctrines de l'Eglise, pour se dévouer corps et âme à ces divagations, à ces amplifications mondaines, affublées par eux d'un haillon religieux.

Laissons passer ces hommes : la fin de leur règne est proche, quoi qu'ils fassent pour réagir.

Laissons-les nous qualifier à loisir de démocrates, de radicaux, de socialistes, de rouges, de magnétiseurs même (bien que je ne sache pas trop en quoi cela revient à la question présente); restons fidèles quand même à la cause de la démocratie complétée, sanctifiée par la Religion; sachons souffrir pour elle. Ainsi nous prouverons que nous sommes dignes de la comprendre et de l'aimer.

Qu'ils se rangent donc parmi les *satisfaits*, — c'est la place qui leur convient évidemment, — et ces ultra-gallicans, aujourd'hui ultramontains exagérés, par circonstance, et ces soi-disant catholiques avant tout, et ces fabricateurs de journaux prétendus religieux, qui ne savent rien réunir, mais qui sont fort habiles à tout diviser pour régner.

Honneur donc au R.-P. Ventura : être attaqué par de tels hommes, c'est un triomphe; être flétri par eux, c'est une gloire. Que les puissants de toute sorte se soient ligüés contre lui, au moins par leur silence; quoi d'étonnant?... Ne savons-nous pas qu'il est bien difficile d'être puissant et d'aimer longtemps la liberté. C'est vous dire assez que, pas plus que vous, je ne regrette. je ne regretterai jamais de n'être rien; on ne saurait acheter trop cher la faculté de comprendre et d'admirer hautement la noble conduite du défenseur de l'indissoluble alliance de la liberté, de la démocratie et de la Religion.

Tout à vous de cœur,

L'abbé J.-B. LOUBERT,

Ancien élève en médecine, vic. de St-Rtienne-du-Mont.

Paris, 8 février 1849.

Monsieur l'abbé,

J'ai lu avec un bonheur infini les divers articles que vous venez de publier sur les affaires d'Italie, et spécialement sur la conduite politique du R.-P. Ventura.

Il faut bien que je vous en remercie.

Vous faites œuvre de talent; vous faites œuvre de courage.

Le P. Ventura était trop grand pour ne pas exciter des jalousies et des haines furieuses, trop généreux pour échapper longtemps à toutes les gentilleses de l'ingratitude des hommes. Suivant le cours habituel des choses, il devait subir plus tôt ces inconvénients du génie et de la vertu. Voilà les épines : rien ne manque désormais à sa couronne.

Que de si viles passions procèdent par l'imposture et la lâcheté, c'est tout simple. Je ne conçois guère comment vous en êtes étonné; je m'étonnerais du contraire précisément.

Convenait-il même de signaler au jugement public des absurdités qui se réfutent de soi? en supposant les hommes un peu réfléchis, non; posé ce qu'ils sont, mille fois oui. Et de là un remords terrible que sentiront tôt ou tard les rédacteurs de journaux religieux acharnés maintenant au silence, si ce n'est à la calomnie.

Ce silence, vous l'avez énergiquement déploré; vous en avez défini les causes avec une exactitude parfaite. Dans les régions de la presse, il n'est rien de moins indépendant que les feuilles dites religieuses, ni rien qui soit moins une expression pure du droit, et plus une indigne affaire de coterie ou de boutique. Nulle vérité ne peut s'y faire jour qu'à la condition de s'étendre sur je ne sais quel lit de Procuste et de se dénaturer en conséquence. Les rédacteurs eux-mêmes, emprisonnés dans les limites fatales de l'exploitation, dépouillent privativement leur personnalité. C'est un langage quotidien chez eux que celui-ci : *La chose est vraie, mais nous ne pouvons écrire qu'elle est vraie, nous devons écrire qu'elle est fausse.* Ignoble genre de scurrilité qu'ils qualifient : *la science de la mise en scène.*

Or, l'exploitation n'implique pas uniquement un calcul de finances.

Comme vous, Monsieur l'abbé, j'appelle de tous mes vœux un journal religieux qui soit indépendant et respectable. Comme vous, j'admire le caractère magnifique du P. Ventura, et je m'honore de partager ses convictions sur tous les points. Comme vous, j'estime que l'immortel Pie IX n'eut et n'aura jamais de plus précieux ami. Comme vous, je crois fermement que si la souveraineté temporelle des Papes peut être sauvée

encore, elle le sera par les principes dont le P. Ventura se fait glorieusement le propagateur.

*Si mœnta Trojæ
Defendi possint, etiam hac defensa fuissent.*

Merci donc, merci encore une fois, et tout à vous.

LE SOLITAIRE.

Paris, ce 17 janvier 1849.

Des témoignages de sympathie et d'encouragement non moins nombreux et non moins explicites nous ont été adressés de la part de laïques distingués par leur savoir, leur position et leur attachement à la foi catholique. La crainte d'être trop long nous empêche de reproduire ces témoignages.

Les articles de l'*Ami de la Religion* et de la *Voix de la Vérité*, contre le P. Ventura, avaient porté quelques personnes à lui écrire. Le 15 janvier, l'*Ere nouvelle* publia ce fragment d'une des réponses du P. Ventura :

• Je suis chrétien, catholique, apostolique, romain, dévoué au Pape et à l'Église, aussi profondément et aussi sincèrement qu'on peut l'être. Je n'ai jamais pensé à m'opposer au Pape, et je n'ai rien fait, rien dit pour qu'on puisse me soupçonner coupable de cet excès d'impiété, de folie et de ridicule. Il est très-vrai qu'on voulait me faire entrer dans le gouvernement, entendez-le bien, non pas pour tromper le peuple, mais pour donner une marque de plus de déférence au Saint-Père, en mettant à la tête des affaires un homme qui avait droit, on le pensait du moins, à l'estime et à la confiance de Pie IX ; mais, par des raisons que vous pouvez bien imaginer, j'ai refusé, j'ai prié, j'ai insisté pour qu'on me laissât tranquille, et j'ai menacé même de m'éloigner de Rome, si l'on continuait à s'occuper de moi pour en faire un homme de gouvernement. Aussi, toutes les fois qu'il y a eu du mouvement à Rome, j'ai évité de traverser les rues où il y avait du peuple. Cependant, dans ma retraite, Dieu m'a donné la grâce de rendre quelque service à l'ordre public, à la religion, à l'Église, à Pie IX lui-même. Tout le monde sait ici que le P. Ventura a été pour quelque chose dans les conseils de prudence et de modération qui ont été suivis, et qui ont empêché la proclamation de la déchéance du Pape, l'anarchie et l'effusion du sang. La justice demande aussi que je déclare aux yeux du monde que tout ce que j'ai cru devoir suggérer dans le sens d'un véritable ami de la religion et de l'ordre a été très-bien accueilli et avec une grande docilité. •

Du 4 janvier.

L'Ami de la Religion se garda bien de reproduire ces paroles, mais le 23 janvier il s'empressait de publier cette étrange calomnie fabriquée par le correspondant de la *Voix de la Vérité* :

« Sterbini a prié le P. Ventura de faire un écrit pour démontrer la non-validité de l'excommunication lancée par le Pape. Malheureusement ON DIT (1) que le P. Ventura a trouvé dans les profondeurs de l'abîme où il s'est perdu quelques mots pour servir les désirs des disciples de Satan; mais ces mots, nécessairement, ne seront que des mots et des mots sacrilèges. »

Rien n'est cruel, rien n'est aveugle comme la haine de sacristie, répéterons-nous avec le P. Ventura. En voilà un nouvel exemple. Malheureusement pour les calomnieurs, le P. Ventura avait écrit de Rome dans les moments mêmes qui suivirent la publicité donnée à l'excommunication du Pape; en sorte que l'accusation avait à peine paru dans *L'Ami de la Religion* qu'on put la réfuter en rendant public le fragment de lettre qui suit :

Le 16 janvier 1849.

« Pour moi, je ne me mêle plus de rien, je ne dirai plus, je n'écrirai plus un mot sur tout ce qui arrive. Je ne puis pas, je ne veux pas, je ne dois pas me mettre en opposition avec le Pape. Ainsi, si l'on dit que le P. Ventura écrit un mot sur les affaires de Rome, ne le croyez pas. Démentez-le même; car il n'y a, il n'y aura jamais rien de vrai. Je ne veux dire rien..... J'espère qu'il ne sera jamais dit que je me détache de l'Église, que j'ai tant aimée, pour laquelle j'ai tant souffert. Si jamais j'étais capable de cette impiété, je vous permets dès à présent de me cracher au visage, car je mériterais cela et plus que cela. Avant tout j'aime mon âme, et j'en suis toujours au : *hors de l'Église point de salut.* »

La réponse était nette et précise.

L'Ere nouvelle la publia, mais *L'Ami de la Religion* s'abstint d'en parler, et pour cause.....

L'Union fit précéder l'extrait de quelques paroles qui méritent d'être citées :

« L'attitude prise par le R.-P. Ventura au milieu des derniers

(1) Et Tartufe?....

• événements de l'Italie donne un grand intérêt à l'extrait suivant d'une lettre écrite, sous la date du 16 janvier dernier, par cet éminent personnage. •

L'*Univers* le reproduisit aussi, mais un peu, semble-t-il, pour y accoler l'observation ou plutôt la leçon suivante :

• Nous espérons que le P. Ventura ne se contentera pas de garder le silence. Entre le vicaire de Jésus-Christ et ses ennemis, cette espèce de neutralité ne lui est pas permise. •

Le silence actuel du P. Ventura n'est-il pas suffisamment expliqué par tout ce qui précède ? Le P. Ventura n'a-t-il pas parlé, en temps et lieu, aussi explicitement et aussi courageusement qu'il lui était possible de le faire ? Enfin les ennemis de Pie IX sont-ils uniquement ceux que l'*Univers* suppose ? C'est à quoi l'*Univers* devrait répondre avant de se prononcer sur ce qu'il est permis au P. Ventura de faire ou de ne pas faire.

Le moment est venu de reproduire la lettre que nous adressions à la *Démocratie pacifique*, le 14 janvier dernier, en lui envoyant notre réponse à l'*Ère nouvelle*, insérée ci-dessus, page 88.

A Monsieur le rédacteur de la *Démocratie pacifique*.

Monsieur le rédacteur,

Je vous prie de publier cette lettre, adressée à l'*Ère nouvelle*, et qu'elle refuse d'insérer pour des motifs que le lecteur comprendra facilement.

Je profiterai de cette occasion pour vous dire que trois correspondances de Gaëte, arrivées aujourd'hui même, écrites par les personnes les plus graves, d'opinion politique différente, et toutes très-dévouées au Saint-Père, s'accordent à dire que le pape n'a été entraîné à Gaëte que *dupé par la diplomatie et circonvenu par une intrigue de cour, et que maintenant encore il est complètement l'esclave des manœuvres diplomatiques*. La fameuse note du père Ventura, publiée au début même de ce malheureux événement, et qui a été l'objet de si violentes attaques de la part de certaines feuilles religieuses, tend donc à être de plus en plus confirmée. Ce que l'on a voulu proclamer un acte d'hostilité contre le Saint-Père n'était qu'un acte de zèle et de courage en faveur de son indépendance, de cette indépendance que nous devons défendre tous, catholiques ou non : car défendre l'indépendance du pape, ce n'est pas seulement défendre la liberté de la pen-

sée catholique, c'est défendre la liberté même de l'*intelligence*, qui intéresse l'humanité entière. Les catholiques ont un culte pour Pie IX, ils ont raison : jamais pape peut-être ne mérita aussi pleinement leur sympathie et leur amour. Ils se lèvent de toutes parts pour sa défense, nous ne pouvons qu'encourager cet élan de foi et de dévouement ; mais il faut enfin qu'ils sachent où diriger leurs efforts, il faut qu'ils sachent enfin si les ennemis du pape ne sont pas aussi bien et peut-être plus à Gaète qu'à Rome.

Cette communication est grave et nous en comprenons toute l'importance ; mais nous avons la conscience, eu la livrant à la publicité, de n'agir que dans le but d'être utile à Pie IX même, que nous avons toujours défendu et que nous défendrons toujours.

L'abbé ANATOLE LERAY.

Si quelques hommes ont trouvé bon d'attaquer le Père Ventura par un silence inqualifiable ou par des calomnies éhontées, d'autres sont venus qui ont dirigé contre nous personnellement tous leurs efforts et tous leurs moyens. Si les moyens sont honorables, le lecteur en jugera ! Et voilà pourquoi nous croyons devoir reproduire une lettre par nous adressée à un certain M. de Courson, qui s'est particulièrement distingué parmi ces derniers adversaires. La matière traitée dans cette lettre se rattache, d'ailleurs, d'une manière intime au titre de cette publication ainsi qu'aux points principaux de la polémique présente.

A Monsieur Aurélien de Courson, rédacteur en chef du journal la *Bretagne*.

Monsieur,

Je ne vous connaissais guère jusqu'ici que par les rapports de quelques amis. Cela me suffisait déjà pour savoir que nous étions loin d'être, sur tout, en parfaite conformité d'idées et d'opinions. Néanmoins, je ne me serais point déclaré votre adversaire, je ne serais point sorti de la réserve que doit toujours imposer le respect des personnes et des opinions que l'on connaît imparfaitement, si vous-même n'aviez tenu, à mon égard, une conduite tout opposée, en dirigeant tout à coup contre moi des attaques aussi peu justifiables dans leur principe et leur opportunité qu'inconvenantes dans leur expression.

C'est mon droit comme mon devoir de répondre. Maintenant, c'est mon droit et mon devoir aussi d'être explicite et franc.

Style et pensées, tout me rappelle que vous êtes un des adeptes de ce parti qui s'intitule *Catholique avant tout* : parti que nous voyons toujours, au contraire, subordonner le catholicisme à des intérêts tout autres que les intérêts religieux ; parti qui se caractérise, au-dehors par la guerre avec tout le monde, au-dedans par la discorde entre ses membres ; parti parfaitement insupportable au monde laïque, et qui commence à être très à charge au clergé lui-même.

L'emploi abusif que les gens de cette école font du mot *catholicisme* nous donne l'explication de l'antipathie, de la répulsion que ce mot semble soulever, presque partout, dans la société actuelle.

Je ne puis admettre qu'un parti veuille ainsi monopoliser la *pensée catholique*. Mais enfin, s'il fallait me prononcer pour un *parti catholique*, je vous déclare, à votre grand scandale, que je me rangerais immédiatement dans le *parti catholique après tout* ; c'est-à-dire, dans le parti qui, contrairement au vôtre, commencerait par être poli, tolérant, sociable ; dans le parti qui avant d'exalter son zèle, de faire parade de ses *qualités catholiques*, commencerait par s'enquérir un peu plus de ses devoirs *d'homme et de chrétien*.

Il est temps de réhabiliter le nom du *christianisme*, que les soi-disant *Catholiques avant tout* veulent absolument bannir du vocabulaire religieux ; et cela, sans doute, parce que ce nom rappelle des idées et des vertus qu'ils connaissent peu et surtout aiment peu à pratiquer.

Le *catholicisme du parti* soi-disant catholique avant tout pourrait être défini : le *christianisme judaïsé*. C'est à l'influence de ce parti que l'on doit d'avoir vu baisser le niveau des études ecclésiastiques. C'est lui qui maintient dans un état de crétinisme superstitieux la plupart des fidèles qu'il a endoctrinés. C'est le *parti judaïque*, ne tenant compte que de la lettre et ne se pénétrant jamais de l'esprit ; qui ne sait que conserver, ou tout au plus exploiter une tradition morte ; qui immobilise et pétrifie l'idée chrétienne, de sa nature éminemment progressive et vivante. C'est le *parti pharisien* avec ses idées, ses instincts, son prosélytisme hautain, avec son orgueil et sa bonne opinion de lui-même.

Voyez, dites-vous, voyez ces *prêtres radicaux, démocrates, socialistes, magnétiseurs... légers, ambitieux, cherchant la popularité, comme l'abbé Leray et consorts*. Toutes épithètes qui s'échappent pêle-mêle de la plume, et sont également des reproches et des crimes dans l'esprit de notre catholique avant tout. — N'est-ce pas bien là le ton, le langage du pharisien posant dans le temple, et qui, tout épris de son propre mérite et de sa propre vertu, ne sait que regarder avec mépris, signaler avec une superbe insultante, les défauts et les vices du

publicain!... Un des caractères spécifiques du soi-disant *catholique avant tout*, c'est que, contrairement aux autres hommes et aux autres chrétiens, il juge toujours *de internis*, et ne sait jamais rien abandonner au jugement de Dieu! — Quel zèle! quelle charité pour le prochain!

Admirons ensuite quelle science, quelle logique!

Le *radicalisme*, la *démocratie*, le *socialisme*, le *magnétisme*, tout cela se confond avec la *légèreté*, l'*ambition*, l'*amour de la popularité*, etc. Tout cela est également pour notre critique des erreurs ou des crimes.

Je suis *léger*!... Les cris et les clameurs que vous poussez, vous et vos amis, attestent au contraire que je sais frapper juste, à point, et sérieusement... Je suis *léger*! Vous pourriez vous connaître en fait de paroles légères, si vous examiniez un peu les vôtres. Quoi de plus léger, en effet, que vos expressions à propos d'un prêtre que vous ne connaissez pas, et qui, dans l'énoncé de ses doctrines, n'a jamais failli au respect des personnes.

Mais comment puis-je me plaindre? Ne me traitez-vous pas comme vous avez traité un de nos vénérables évêques? Résignons-nous donc, sachant, d'ailleurs, que le manque de retenue est un des traits caractéristiques du soi-disant *catholique avant tout*.

Je suis *ambitieux*! Qu'en savez-vous?— Jugement téméraire: autre qualité du *catholique exclusif*.—Ce reproche d'ambition va mal dans votre bouche, à vous *partie prenante* au budget de la monarchie comme de la République; il va mal surtout à un homme qui, comme vous, a le pied toujours levé pour gagner l'échelon supérieur, de dire *ambitieux* à l'humble qui se tient satisfait aux derniers rangs, pensionnaire plein de foi de la Providence.

J'aime la *popularité*! Soit. Je crois que le prêtre ne saurait être trop populaire; je crois qu'il n'a rien de mieux à faire que de se mêler au peuple, pour bien connaître ses besoins, pour lui donner aide et protection contre tous les abus de la force, de la fortune, des privilèges, etc.

Je suis *radical*! D'accord, je ne suis pas de ceux qui savent faire pactiser le vrai avec le faux; je veux être homme de principes. C'est un défaut qu'on ne peut reprocher aux prétendus *catholiques avant tout*. En fait d'idées radicales, de principes, l'école en est encore à éprouver le besoin de les chercher.

Je suis *démocrate*! Oui, comme l'Évangile, les Pères et la théologie vraiment catholique m'ont appris à le devenir.—Je suis démocrate.— et je veux la réalisation du principe démocratique, non seulement dans toutes les institutions politiques et sociales, mais encore, conformément à l'esprit et à l'ancienne législation de l'Église, dans les institutions ecclésiastiques, croyant que le temps est venu de procéder à la destruction et au remplacement

de toutes les superfétations aristocratiques, administratives, diplomatiques et mercantiles, introduites, de la région temporelle, dans la région qui devrait être plus spécialement spirituelle.

Je suis *socialiste* ! Non point de ce socialisme créé par l'*ignorance* ou la *mauvaise foi*, mais suivant les données de ce socialisme, fruit de la *raison* et de l'*Évangile*. — Je suis socialiste, c'est-à-dire que je ne crois pas à la *liberté sans l'égalité*. Et ici je n'entends point parler de cette égalité physique ou matérielle, qui est à la fois une chimère et une absurdité ; mais j'entends parler de cette égalité morale ou sociale, dérivant des lois de la nature et du christianisme, qui émancipe l'homme du joug de l'homme, non-seulement pour la possession de son intelligence, de sa conscience et de son corps, mais aussi pour la possession de son instrument de travail ; qui détruit non-seulement l'esclavage de la force, mais encore celui d'un paupérisme calculé ; de cette égalité sociale, qui ne veut plus d'aristocratie, ni de titre, ni d'argent, ni de classes, ni de fonctions ; qui demande l'augmentation et la diffusion plus abondante et plus égale de l'instruction et du bien-être ; de cette égalité fondée sur la *justice*, et qui, fécondée par le principe de *charité* chrétienne, tend à faire de tous les hommes des égaux, de tous les travailleurs des associés, de tous les peuples des amis et alliés ; en un mot, qui tend à conduire l'humanité vers le règne de la fraternité universelle, but final du mouvement et du progrès social.

Je suis *magnétiseur* ! Et en quoi ai-je prévarié ? L'Église a-t-elle condamné le magnétisme ? Je condamnera-t-elle jamais ? — J'ai étudié le magnétisme, parce que c'est une science qui, par ses rapports avec les autres sciences morales et physiques, ouvre des horizons tout nouveaux à l'étude de l'homme ;... chose inutile, sans doute, pour le *catholique avant tout*, qui en sait toujours assez, pour tout condamner, sans rien connaître.

Voilà, Monsieur, ce que je suis, et ce que je serai. — Autant on me trouvera, dans les choses qui tiennent à l'Église, au ministère et à la juridiction ecclésiastique, prompt à l'obéissance, docile à la réprimande, soumis à la décision de l'autorité légitime et compétente, dévoué, à la vie et à la mort, à l'accomplissement des missions qu'on pourrait me confier dans un but religieux et de propagande chrétienne ; autant, dans tout ce qui tient au domaine des choses de discussion, des choses abandonnées à la liberté de l'homme, où la persuasion, la raison, la science doivent seules commander, dans tout ce qui se rapporte aux droits et aux devoirs de l'homme et du citoyen ; autant, dis-je, on me trouvera indépendant, ferme, résolu, opposé à toute tyrannie, prêt à résister à toute violence, à toute usurpation, prêt à mettre en pratique les principes de liberté, de dignité, d'indépendance, que je crois et que j'enseigne.

Vous pouvez vous écrier encore : « Cela est bien effrayant, et

nous sommes destinés à être témoins d'étranges choses de la part de ceux qui ont dit, dans leur exaltation : « La Démocratie, c'est le Christianisme ! » Quant à moi, je n'ai point dit que la Démocratie fût le Christianisme, pas plus que je ne dis que le Socialisme soit le Christianisme ; mais je soutiens que démocratie et socialisme, liberté et progrès, tout ce qui est grand, vrai, généreux, fraternel, tout dérive du Christianisme, peut s'harmoniser avec le Christianisme, se développe et se perfectionne par le Christianisme.

Vous vous effrayez de l'apparition de ces quelques prêtres démocrates et socialistes. Eh mon Dieu ! il faut cependant que l'exception devienne la règle. Donnez le temps au jeune clergé de s'initier à ces généreuses doctrines, d'en saisir les rapports et les points d'union avec les principes chrétiens, alors ce sera un véritable torrent dévastateur. Déjà plusieurs prêtres pensent et agissent dans ce sens. Je sais que vous et vos confrères vous les condamnez, mais ils déclinent votre compétence ; que vous voulez les chasser du temple, mais ils ne reconnaissent pas votre autorité. Il est temps, au contraire, que ceux qui ont mission et caractère dans le temple en chassent les trafiquants et les intrus. Si on ne reprend le fouet du Maître, cette sorte de gens aura bientôt rempli l'Eglise chrétienne de ses tribunes et de ses comptoirs.

Il est temps de secouer le joug de ces hommes de parti, exclusifs, intolérants, qui ne veulent, qui n'aiment que la politique étroite et chicanière ; de ces batailleurs hargneux qui, semblables aux laminoirs de l'usine, veulent absolument vous dévorer tout entiers s'ils sont une fois parvenus à vous saisir par quelque endroit de l'habit ou de corps.

Il est temps enfin de savoir si le journalisme religieux continuera d'être déloigné de son but véritable, l'élaboration et la prédication du progrès chrétien, pour servir des intérêts de parti ou de coterie ; si les exploitateurs de cette presse auront droit de flétrir impunément et de faire passer pour de mauvais prêtres les ecclésiastiques qui ne partagent point leurs mesquines idées en philosophie, en science, en politique ; s'ils auront le droit de déverser ainsi, tout à leur aise, l'injure et la calomnie sur la partie généreuse du clergé qui ne veut point idolâtrer leurs fétiches, se soumettre à leur niveau, se prêter à toutes leurs petites roueries et aux calculs de leurs petits intérêts personnels.

Votre lettre critique se termine par un appel aux électeurs des Côtes-du-Nord. C'est bien de laisser un peu percer le bout de l'oreille à la fin du morceau. Quant à moi, je me mêle fort peu d'intrigues électorales. Le prêtre n'est point un courtier d'élections. Le prêtre doit soutenir des principes et non des candidats. Je ne me prononcerai donc en aucune manière au sujet de votre candidature. Pourtant, en vous entendant ainsi faire

des reproches à quelqu'un de ce qu'il est démocrate, socialiste, ami du progrès politique et scientifique, je ne puis m'empêcher de dire que vous supposez nos compatriotes bretons bien stupides ou bien niais, pour admettre de pareilles idées et de pareils actes comme une recommandation.

Je vous demande pardon de la vivacité de ma réponse. Je ne reçois et ne lis, depuis quelque temps, que journaux et critiques de votre parti. Je m'aperçois un peu tard des dangers d'une pareille fréquentation.

Quand il vous plaira, Monsieur, de traiter les questions de principes, au lieu des questions de personnes, je suis à vos ordres. Oserais-je vous demander que ce fût à la condition que ce débat eût lieu entre nous avec le ton chrétien, ce qui ne nuit à rien?

Mais je crains bien de ne point obtenir ce que je demande. Le parti *catholique avant tout* n'ayant encore pu formuler aucune doctrine en philosophie, en politique, en socialisme, etc., ce parti n'aime que la polémique, et comme conséquence, dans cette polémique, la passion tient le plus souvent lieu de principes, et les personnalités d'idées. Le commérage, la polémique personnelle, c'est là son pain quotidien, sa vie. Lui demander de cesser le commérage et la polémique personnelle, c'est lui demander sa mort : il ne peut nous l'accorder.

Quoi qu'il en soit, nous promettons, pour notre compte, de ne répondre aux injures que par des raisons, aux mensonges que par des faits. En tout et toujours, nous nous efforcerons de dire des *vérités*. C'est être, à la fois, alarmant et cruel, mais il le faut.

Daignez agréer, etc.

L'abbé ANATOLE LERAY.

Paris, 3 février 1849.